

# RÉALITÉS

Édition spéciale - Octobre 2017



Mme Amy Hawthorne



M. Taïeb zahar



M. Patrice Bergamini



M. Henrik Meyer



M. Senen Florensa



M. Hatem ben Salem



M. Farhat Horchani



M. Jean Louis Guigous



M. Slim Feriani



M. Igor Borovkov



M. Emilio Cassenilli



M. Hassen Zargouni



M. Steven Ekovich



Mme Gisela Baumgratz



M. Abou Diab Khattar



M. Khalifa Chater



M. Mehdi Taje



M. Eric Denece



M. Alvaro de Vasconcelos



M. Tahar Sioud



M. Chakib Noura



Mme Lilia Rebaï



M. Adel Ben Youssef



M. Mohamed Aziza



M. Claudio Cappon



M. Walid Berrhouma



M. Mohamed Haddar

M. Hakim Ben Hammouda



M. Slim Tlatli



M. Hichem Elloumi



M. Abdejelil Bedoui



Mme Hélé Béji



M. Edwy Plenet



M. Sadok hammami



M. Sofiene Zghal



M. Nizar Chaari



M. Iheb Béji

Les actes de la XXe session  
du Forum International de Réalités



# La Tunisie de Demain

# RÉALITÉS

Édition spéciale - Octobre 2017



Mme Amy Hawthorne



M. Taïeb zahar



M. Patrice Bergamini



M. Henrik Meyer



M. Senen Florensa



M. Hatem ben Salem



M. Farhat Horchani



M. Jean Louis Guigous



M. Slim Feriani



M. Igor Borovkov



M. Emilio Cassenilli



M. Hassen Zargouni



M. Steven Ekovich



Mme Gisela Baumgratz



M. Abou Diab Khattar



M. Khalifa Chater



M. Mehdi Taje



M. Eric Denece



M. Alvaro de Vasconcelos



M. Tahar Sioud



M. Chakib Noura



Mme Lilia Rebaï



M. Adel Ben Youssef



M. Mohamed Aziza



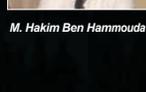
M. Claudio Cappon



M. Walid Berrhouma



M. Mohamed Haddar



M. Hakim Ben Hammouda



M. Slim Tlatli



M. Hichem Elloumi



M. Abdejelil Bedoui



Mme Hélé Béji



M. Edwy Plenel



M. Sadok hammami



M. Sofiene Zghal



M. Nizar Chaari



M. Iheb Béji

Les actes de la XXe session  
du Forum International de Réalités



# La Tunisie de Demain

# SOMMAIRE

- 04  La Tunisie de demain :  
démocrate et offrant une perspective à tous
- 06  Allocution de M. Taïeb Zahar  
20 ans de dialogue libre et indépendant
- 08  Allocution de M. Patrice Bergamini  
La Tunisie réussira
- 12  Allocution de M. Henrik Meyer  
Un partenariat exemplaire
- 14  Allocution de M. Senen Florensa  
Le voisinage avec l'UE déterminant pour l'avenir
- 18  Allocution de M. Hatem Ben Salem  
Résilience, émergence et réconciliation
- 20  Allocution de M. Farhat Horchani  
La Tunisie n'a pas choisi la voie facile
- 24  Première séance  
Quel ancrage dans l'espace régional et euro-méditerranéen ?
- 30  Deuxième séance  
Voisinage stratégique en restructuration  
Quelle place pour la Tunisie  
dans une géopolitique en mutation ?
- 36  Troisième séance  
Quels enjeux sécuritaires et quelles solutions ?
- 42  Quatrième séance  
"La Tunisie et la nouvelle économie mondiale"
- 46  Cinquième séance  
La Tunisie et les projets structurants de l'avenir
- 50  Table ronde  
La religion est-elle conciliable avec le vivre ensemble ?
- 54  Table ronde  
Médias tunisiens : quel chemin vers l'innovation ?
- 60  Table ronde  
Quelle banque pour demain ?
- 64  3e édition du «Prix Hermès»  
Pour la libre circulation des idées par le mot



## Remerciements

12 Nous remercions  
vivement tous nos  
partenaires...



18 ... ainsi que tous ceux qui ont collaboré par  
leur soutien à la réussite de cette XXe édition du  
20 Forum International de Réalités dont notamment :



30 Nous remercions également nos partenaires  
médiatiques...



Edition éditée par :

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT — fondé en 1979

# REALITES

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT  
PARAISSANT LE JEUDI  
2, Rue Imam Sahnoun - 1002 Tunis Belvédère  
Tél: 71.788.313 - 71.795.140 - Fax: 71.893.489  
Adress E-Mail: redaction@realites.com.tn  
Site Web : www.realites.com.tn

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
**Taïeb Zahar :**  
taieb.zahar@realites.com.tn

Impression: Imprimerie Maghreb Editions  
15, Bis Rue 8602 - Zone Industrielle - La Chargaïal  
Tél.: 71.772.216 - 71.773.371 - Fax.: 71.799.266

Reportage photos : Lamine Farhat



# La Tunisie de demain : démocrate et offrant une perspective à tous

*Le Forum international de Réalités demeure manifestement un événement privilégié de réflexion, d'analyse et d'échanges qui mobilise, depuis maintenant plus de vingt ans, hommes politiques, experts, chercheurs et universitaires de tout bord. Vingt éditions qui, toutes avaient l'ambition de cerner des problématiques de grand intérêt dans un esprit de liberté et d'indépendance, malgré les contrariétés et les vents contraires qui ont longtemps sévi. Soutenu par des partenaires qui ont cru en ce projet, le Forum international de Réalités voit son assise s'élargir et son influence se renforcer. En prenant l'allure d'un véritable Think tank, le forum a choisi de dédier sa 20e édition à un exercice prospectif qui cherche à mieux saisir les évolutions attendues sur les plans politique, géopolitique, économique et social pour une démocratie en construction qui fait face à des défis mais qui n'en finit pas de promettre le meilleur aussi bien aux Tunisiens qu'au monde.*



La vie est émotions

# TUNISIE TELECOM

## *s'engage pour votre succès*



**Nous œuvrons pour bâtir l'infrastructure la plus développée et la plus étendue**

- Réseau National de Fibres Optiques avec plus de 20 000 KM
- 100% Couverture réseaux Fixe et Mobile
- La plus grande Couverture 3G/4G

**Nous vous garantissons la meilleure satisfaction client**

- Plus de 6.5 millions de Clients
- 1000 Conseillers de Clientèle dédiés
- 12 000 Points de Vente

**Nous mettons à votre disposition une large gamme de produits et services**

- Internet haut-débit Fixe et Mobile
- Services de Contenu
- Solutions Professionnelles complètes et intégrées
- Services Cloud et Hébergement

+216 71 001288  
[www.tunisiatelecom.tn](http://www.tunisiatelecom.tn)



## Allocution de **M. Taïeb Zahar** Président du Forum International de Réalités

# 20 ans de dialogue libre et indépendant

Monsieur FARHAT HORCHANI :  
 (Ministre de la Défense Nationale

Monsieur M. PATRICE BERGAMINI  
 ambassadeur de l'Union Européenne en  
 Tunisie,

Monsieur HENRIK MEYER Représentant de la  
 Fondation Friedrich EBERT

Monsieur HATEM BEN SALEM  
 Directeur de l'Institut Tunisien des Etudes  
 Stratégiques) ITES

MONSIEUR SENEN FLORENSA  
 Président de l'ITEMED

Excellences

Chers invités et chers amis

Je suis particulièrement ému, fier et heureux de procéder à l'ouverture de cette vingtième édition du forum international de Réalités. C'est grâce à vous tous, hommes politiques, partenaires institutionnels, chercheurs, universitaires, experts, chefs d'entreprises, et penseurs que l'aven-

ture a pu survivre, continuer et prendre la dimension, la profondeur et la notoriété qu'elle trouve aujourd'hui. Le pari qu'on a lancé, ensemble en 1997, est réussi, votre présence assidue, votre engagement continue à nos côtés et vos contributions de qualité et votre soutien sans relâche le prouvent amplement.

Un pari qui a trouvé ses racines dans un contexte en mouvement, parfois plein d'incertitudes et qui a abouti en 2011 à l'émergence d'une expérience démocratique inédite dans le bassin sud de la Méditerranée

Un processus qui présente encore des fragilités en raison de la permanence du péril terroriste, de l'exacerbation des tensions sociales et des difficultés économiques.

En tant que Président du Forum international de Réalités, je me dois de vous exprimer ma reconnaissance, ma gratitude et mes remerciements les plus sincères d'avoir cru en nous, en notre projet et en

notre détermination à braver les difficultés et les contrariétés pour créer un espace de dialogue, de réflexion et d'échange libre et indépendant.

Toutes les problématiques qui ont polarisé les débats dans le cadre du Forum international de Réalités au cours de ces vingt dernières années ont permis d'avancer dans la réflexion et de débayer bien des pistes que ce soit pour identifier des voies de sortie de crise ou pour enrichir les diverses stratégies sur le plan géostratégique, économique ou social qu'il s'agisse de la Tunisie ou de son ancrage dans l'espace maghrébin ou méditerranéen.

Dans ce parcours qui n'a pas été toujours de tout repos, je dois dire que le Forum international de Réalités doit sa réussite et son prestige à la foi de ses initiateurs, à leur ténacité mais également au soutien et la collaboration parfaite de nos partenaires qui nous ont toujours fait confiance et qui

nous ont constamment appuyée dans notre démarche qui prône la liberté et l'ouverture sur l'autre. Je dois citer particulièrement la confiance et le soutien qui nous ont été donnés par la fondation Friedrich EBERT l'Union européenne, et l'institut européen de la Méditerranée IE MED pour conférer à ce forum la dimension d'un think tank et pour poursuivre cette aventure.

Mesdames et Messieurs

Nous avons choisi pour la 20ème édition du forum international de Réalités jeter un regard prospectif sur ce que sera la Tunisie demain, dans dix ou vingt ans. Ce besoin d'approfondir la réflexion sur le devenir de cette démocratie naissante sera un exercice à la fois utile et d'un apport considérable sur le plan stratégique. Il permettra de nous éclairer sur les préalables à satisfaire localement pour desserrer les nombreuses contraintes qui se posent actuellement avec insistance que ce soit en termes de lutte contre l'hydre terroriste, de la poursuite de la construction des institutions, de la préservation des libertés, et régionalement sur les évolutions géostratégiques et leurs influences sur la Tunisie.

La présence d'imminentes personnalités politiques, de responsables de centres de recherche et d'experts de la région du Maghreb, d'Europe, d'Asie et d'Amérique ne peut, à mon sens, que favoriser une réflexion approfondie et un échange fructueux qui permettront d'avoir une meilleure perception sur les différentes problématiques qui meubleront nos deux journées. Je suis persuadé que les panels qui se pencheront sur des thématiques d'intérêt comme la Tunisie et la nouvelle géopolitique mondiale, la Tunisie dans un voisinage stratégique, les enjeux de sécurité et de défense, la nouvelle économie mondiale, les grands projets structurant, religions et vivre ensemble, les médias face aux enjeux de l'innovation et la Banque de Demain fourniront une occasion pour saisir les préalables à satisfaire pour tirer le meilleur parti des évolutions qui se dessinent à cet horizon.

Mesdames et Messieurs

Notre pays est à la croisée des chemins. La marque indélébile du futur pour nous est une quête incessante de libertés et de droits, de dignité et d'éthique, d'ouverture et de vivre ensemble, de tolérance et de modernité.

La jeune expérience démocratique de notre pays fait face à de nombreux vents contraires, à des périls, à des pressions, des tensions et de grandes attentes. C'est de la façon dont on appréhendera toutes ces problématiques brûlantes que dépendra la



M. Taïeb Zahar

“ *La Tunisie arrive à relever les défis, à se réconcilier avec elle-même : un État émergent, résilient et réconcilié avec lui-même* ”

réussite de cette expérience qui est déterminante pour l'avenir des pays situés sur la rive sud de la méditerranée. Pour cela, il importe dès à présent de réfléchir les bonnes stratégies, trouver les meilleurs consensus et emprunter les pistes les plus sûrs afin de ne pas trébucher à mi-parcours.

La citation de Sénèque qui disait « Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où aller » reste pour nous d'une grande actualité dans la mesure où plus que jamais la définition d'une vision qui permet de mieux cerner les contours de la Tunisie de demain est capitale pour avoir une meilleure appréciation des défis qui se dessinent, desserrer les différentes contraintes et entreprendre les réformes adéquates qui permettront au pays d'aller de l'avant sur la voie d'un développement soutenu, inclusif et durable, et en même temps de renforcer son ancrage régional et international tout en s'intégrant dans les chaînes de valeur mondiales.

De nombreuses questions lancinantes se posent actuellement et que les centres de recherche et de prospective sont appelés à disséquer et à leur trouver les bonnes articulations pour qu'elles ne se transforment pas en obstacles infranchissables, en menaces difficilement maîtrisables. Quelles sont les conditions à satisfaire pour qu'à cet horizon, la Tunisie arrive à relever les défis, à se réconcilier avec elle-même : un État émergent, résilient et réconcilié avec lui-même.

Que faire pour que cette démocratie naissante parvienne à l'horizon 2030, par exemple, à être adossée à des institutions solides, à un socle de valeurs partagées et à un État de droit fort? La Tunisie peut-elle combattre seule la montée du terrorisme, de l'extrémisme et du crime organisé international? Quelles sont les conditions à satisfaire pour que la Tunisie arrive à se réconcilier avec elle-même et renforcer sa cohésion dans un contexte international volatil?

Quelles stratégies adopter pour soutenir une croissance soutenue et partagée, se doter d'une économie compétitive, basée sur le savoir et l'innovation, atténuer efficacement les déséquilibres régionaux, lutter efficacement contre la corruption et la contrebande?

Quelles pistes suivre pour avoir une bonne perception puis un meilleur pilotage des mutations démographiques qui se dessinent, des problématiques de santé, de l'éducation, de la formation et de l'enseignement, de la gestion des ressources comme l'eau qui a tendance à se raréfier dangereusement, à l'énergie qui se hisse de plus en plus en contrainte au développement et à la pollution?

En effet, plus on dispose d'une vision claire du futur, plus il devient possible de faire des choix judicieux qui déterminent l'avenir et plus on a des chances d'être immunisés contre les fortes turbulences sécuritaires, politiques, économiques et sociales.

Le mode de gouvernance du pays, de régulation de l'économie et de la société ont observé depuis 2011 de grandes transformations? La vie politique peut-elle évoluer en harmonie avec l'évolution des systèmes économique et social?

Mesdames et Messieurs

Autant de questions vitales et stratégiques se posent actuellement où interagissent le politique, l'économique et le social et qui ne demandent qu'à être mises sous la loupe des chercheurs partout où ils se trouvent pour suivre leurs possibles évolutions et mesurer leurs étendus et anticiper leurs possibles impacts.

Ce sont ces thématiques vitales que notre forum se propose de cerner. La présence d'éminents spécialistes, chercheurs, politiques et universitaires ne peut que conférer à cet exercice que plus de profondeur et de pertinence.

Je vous remercie pour votre attention □



## Allocution de **M. Patrice Bergamini** Ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie

# La Tunisie réussira

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux d'être ici, parmi vous. Je tiens à remercier le maître des lieux, pour l'invitation, pour l'opportunité et pour la rencontre qui nous réunit en ces lieux.

Avant de parler de la Tunisie de demain, je voudrais vous livrer un souvenir ou une anecdote personnelle. Il y a un peu plus d'une dizaine d'années, j'ai eu l'honneur et le privilège de travailler aux côtés du premier chef de la diplomatie européenne. Javier Solana. J'ai travaillé avec lui presque dix ans et c'était il y a une dizaine d'années. Un jour, il m'appelle dans son bureau et il me demande de réfléchir à la rédaction d'un discours qu'il devait prononcer à l'Institut d'études européennes

de Sécurité, à Paris, et il me dit : « Voilà, il faudrait que ce soit une sorte de réponse au discours de Condoleezza Rice. A l'époque, la Secrétaire d'Etat américaine avait prononcé, un discours dans une université américaine qui allait expliquer beaucoup de choses qui sont ensuite survenues dans la région. C'était le fameux discours de la diplomatie transformationnelle de Condoleezza Rice.

Pour Javier Solana, c'était compliqué d'être chef de la diplomatie européenne, à ce moment-là, avec l'intervention américaine en Iraq, la division européenne à Bruxelles, l'élargissement de l'Union Européenne avec l'entrée de dix nouveaux membres. Je ne savais pas trop quoi lui proposer.

Finalement, je lui ai proposé une citation du philosophe français, Albert Camus qui, lors de son discours à Stockholm pour la remise du prix Nobel de la littérature a dit : « Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait qu'elle ne le referra pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse ». La première réaction de Javier Solana a été de dire que cette citation est compliquée vu son caractère conservateur, du fait qu'au final, Camus disait que c'est préférable d'empêcher le monde de se défaisait davantage. Mais j'ai attiré son attention que c'est l'idée ou la notion d'équilibre qu'il serait utile de développer dans le discours qu'il comptait prononcer. L'idée est que s'il

fallait changer le monde, ce serait surtout pour empêcher qu'il se défasse davantage. Au final, Solana a accepté l'idée et a inséré cette citation de Camus dans son discours.

Mais depuis lors, en tant que diplomate de carrière, cette citation de Camus m'interpelle. Sur chacun des postes sur lesquels j'ai pu travailler, les pays, les gouvernements, mes interlocuteurs, officiels ou pas, je me suis toujours posé la question : « que peut-on faire ensemble ? Dans quel scénario, dans quelle séquence, il est plus important de vouloir changer les choses, changer le monde, pour empêcher que le monde ne se défasse davantage ? » C'est une vraie dialectique, un vrai défi.

## LA TUNISIE D'AUJOURD'HUI

Depuis un peu plus de six mois, Je suis ambassadeur de l'Union Européenne en Tunisie. Je suis maintenant convaincu que la Tunisie présente une des réponses dans la mesure où elle parvient à démontrer qu'il faut agir sur les deux plans à la fois. Arriver à faire bouger les lignes, à faire changer les choses et peut-être, le monde, mais empêcher, en même temps, que les choses essentielles, que le monde ne se défasse pas davantage, voilà le défi à relever. Et à mon sens, la Tunisie d'aujourd'hui, (donc avant de parler de la Tunisie de demain), me convainc de cela. Ce que je vois ici, aujourd'hui, en tant qu'ambassadeur de l'Union Européenne, c'est unique. Je le dis, ici, aujourd'hui et je le répète, je l'ai déjà déclaré à de nombreuses reprises, c'est unique et c'est exceptionnel. Je ne néglige absolument pas les difficultés et les défis auxquels fait face la Tunisie qui évolue dans un environnement très compliqué. Six ans après la révolution, dans l'environnement régional et international qui est le notre aujourd'hui, je dis bien le notre car je suis de Marseille, je suis méditerranéen. J'ai travaillé vingt cinq ans, navigué vingt cinq ans en méditerranée et dans le monde Arabe où on partage les mêmes défis : Défis socioéconomiques, politiques, sécuritaires.

De mon point de vue, ce qui se passe aujourd'hui, en Tunisie, au niveau sécuritaire par exemple, est édifiant. Nous sommes à Hammamet. Le weekend dernier, j'étais à Sousse, avec mon épouse qui est anglaise. Hier et avant-hier, pour la première fois, le groupe d'experts antiterroristes européens comprenant des représentants des vingt huit pays de l'Union Européenne était ici, à Tunis, pour des réunions de deux jours, avec leurs homologues tunisiens des ministres

“  
*L'Union européenne et ses 28 membres, n'investiraient pas autant, ne croiraient pas autant, si l'expérience tunisienne ne devait pas bien s'achever de manière positive. Je suis convaincu que la Tunisie réussira parce qu'elle est maîtresse de son destin.*”

et de la défense et de l'intérieur, ainsi que des représentants de la société civile. Ainsi, la Tunisie est devenue un partenaire clé dans la lutte antiterroriste. La Tunisie fait donc partie de la solution. La Tunisie n'est pas un problème. Les efforts qui ont été consentis sont gigantesques. 10% de l'équivalent du PIB sont consacrés au renforcement de la sécurité et c'est gigantesque comme effort. Mais à la fin il y a une vraie résilience. Les forces de sécurité tunisiennes et la population tunisienne, qui à mon avis, sont sincèrement unis dans la lutte contre le terrorisme, ont retrouvé leur capacité à lutter efficacement contre le terrorisme.

Grâce à cette résilience, la situation en Tunisie est exceptionnelle, mais d'autres facteurs contribuent aussi à cette exceptionnalité de la situation de la Tunisie. Il y a la crédibilité, de l'équipe gouvernementale actuelle. Ce n'est pas moi qui l'affirme mais c'est le FMI qui l'a indiqué la semaine dernière. A la délégation de l'Union européenne, j'accueillais la mission du FMI après qu'elle a signé ce nouvel accord avec le gouvernement tunisien. En présence de tous mes collègues, ambassadeurs de l'Union Européenne, le représentant du FMI a commencé la réunion en disant : « Oui, c'est vrai, les chiffres ne sont pas bons, mais il y a la crédibilité d'un homme et de son équipe, la crédibilité du Chef du gouvernement et de son équipe. Et c'est au nom de cette crédibilité et de la sincérité des efforts qui sont actuellement entrepris que le FMI s'est engagé de nouveau, pour soutenir la transition sociale et économique en Tunisie ».

Ce n'est pas neutre d'avoir actuellement une équipe qui s'attèle à des tâches compliquées, difficiles, mais qui est prête à travailler sur des questions d'orthodoxie macro financière. Six ans après la révolution, c'est important à enregistrer. On est dans une phase cruciale. À mon sens, la Tunisie est une vraie démocratie. Personne ne fera rentrer le génie de la démocratie qui est sorti de la bouteille en 2010/2011. Les forces de rappel, les garde-fous sont trop forts. Mais actuellement, l'enjeu c'est la transition socioéconomique. Ça veut dire que ce sont des sujets très compliqués, qui prennent du temps, qui exigent des mesures. Qui passent sans doute aussi, par certains sacrifices. Mais c'est ainsi.

## LA TUNISIE DE DEMAIN

Et c'est justement parce que la Tunisie d'aujourd'hui, se présente ainsi que la Tunisie de demain, vous l'avez deviné, bénéficie de tout mon capital de confiance. Je suis en effet, très confiant. Malgré les défis, encore une fois, la Tunisie de demain sera celle qui arrivera à faire en sorte que le développement économique sera à fois, celui des régions du littoral, mais aussi, celui des régions de l'intérieur du pays. C'est ça que la Tunisie de demain réussira à faire. Ça veut aussi dire que la Tunisie devra réussir ses élections municipales, prévues pour la fin de cette année. Parce que la décentralisation, la déconcentration, c'est à la fin des fins, le signal, le démarrage d'un début de redistribution des richesses nationales à l'échelle de tout le territoire.

La Tunisie de demain c'est celle qui réussira ses réformes : ses réformes bancaires, fiscales et monétaires aussi. La Tunisie de demain c'est celle qui réussira à devenir une sorte de hub régional numérique et digital. Je vois ici, beaucoup de jeunes. 40% de la population, ont moins de 25 ans. Beaucoup de ces jeunes sont au chômage. Beaucoup sont inquiets, parce que, aller à l'université, avoir des diplômes et puis pas de postes d'emploi, ça c'est un vrai problème, c'est un vrai défi, bien sûr. C'est anxiogène. Mais je vois aussi, beaucoup de jeunes, de jeunes entrepreneurs qui reviennent des Etats-Unis, d'Europe, qui créent des startups et je suis étonné de ce que je vois. Récemment, un jeune de Sousse est venu me présenter une tablette qu'il va mettre sur le marché à la fin du mois de mai. Il a refusé l'offre d'une société américaine qui lui a proposé 10 millions de dollars pour acheter le

⇒ concept, c'est-à-dire, pour un projet qui est en phase de développement. Il est venu me voir dans mon bureau et m'a offert cette tablette. C'est une tablette qui développe la technologie des hologrammes, donc en 3D. Aujourd'hui, quand vous parlez par face-time ou par skype, c'est plat sur votre écran. Demain ce sera en 3D. Il a refusé que cette technologie soit achetée par une compagnie américaine. Ils sont huit à travailler sur le concept au sein d'une startup installée dans le quartier de La Fayette.

Je ne sais pas si ce développement va aboutir à quelque chose de concret mais il y a quelqu'un aux Etats-Unis qui y croit et qui veut l'acheter. Ce n'est pas le seul cas. J'en vois beaucoup, qui disent : « pour peu qu'on nous donne les moyens de nous épanouir ici, on restera dans notre pays, car ce qui se passe ici, c'est extraordinaire ». Et ça c'est la vraie nouveauté, la vraie force de la Tunisie.

La Tunisie de demain ce sera aussi celle, je crois, je l'espère... c'est ce qu'on voit aujourd'hui, depuis le dialogue national, depuis l'accord de Carthage, c'est une Tunisie qui est en train de démontrer qu'il n'y a pas de fatalité en Méditerranée, que l'Islam et démocratie sont compatibles. D'autres pourront dire : « oui, en Tunisie, l'enjeu, c'est le clivage tradition/ modernité ». Cependant, chaque pays est traversé par cette logique de tradition et modernité. Le problème c'est que, entre tradition et modernité, il y a les réalités quotidiennes. Mais peu importe, je pense que la Tunisie de demain sera celle qui va fonctionner, qui va marcher, parce qu'on n'a pas le choix. Vous me direz que je suis peut-être très optimiste. Je ne suis pas du tout optimiste, je le disais tout à l'heure à un ami que je suis méditerranéen donc je suis pessimiste, par nature, par superstition. Je ne suis pas du tout optimiste, je ne suis pas naïf, je suis plutôt, volontariste. Il ya des problèmes certes. J'ai un peu évoqué les problèmes intérieurs. Je n'ai pas parlé de deux autres problèmes qui sont peut-être potentiellement plus importants, que les défis qu'affronte aujourd'hui la Tunisie.

Il ya d'abord, la Lybie. Le problème libyen est très compliqué. Il ya peut-être aussi, l'Algérie. L'Algérie pourrait en effet redevenir un problème, malheureusement. Evidemment, des efforts seront faits pour que cela ne soit pas le cas. Mais même, encore une fois, vis-à-vis, de ses deux voisins immédiats, la Tunisie, a, selon la diplomatie européenne, selon Bruxelles, selon moi, une chance extraordinaire, dans tout le Maghreb. C'est en effet, le seul pays qui n'a



M. Patrice Bergamini

“  
Ce qui se passe  
aujourd'hui, en  
Tunisie, au niveau  
sécuritaire par  
exemple, est édifiant.”

aucun problème avec aucun des pays voisins. Cela constitue une force pour la stabilisation et le développement du Maghreb. Je ne sais pas quel sera le modèle que suivra la Tunisie de demain, celui de Singapour ou celui de la Suisse, mais ce sera à vous, dans les discussions durant ces deux jours de décider, de définir et de choisir.

Mais ce sera au gouvernement en fin de compte, de décider. Cependant, là où il pourrait y avoir problème sur le moyen et le long terme, c'est effectivement sur le plan de la géographie. L'histoire et la géographie des êtres humains, ce sont les piliers du développement de nos projets politiques. On ne peut envisager que dans 10 à 15 ans, la Tunisie soit devenue ce hub régional numérique tant souhaité, qu'elle ait réussi parfaitement sa transition sociale et économique, si à l'Est, il y a une sorte de scénario somalien qui se met en place. La Lybie inquiète. Mais malgré tout cela, encore une fois, je suis confiant, en tant que représentant de l'Union Européenne. La marge de manœuvre est étroite, mais, à l'Union européenne, nous considérons que la Tunisie est véritablement en mesure de faire la différence, de transformer l'essai.

Quelque part, la Tunisie est en train de relever, ce que j'appelle le pari européen. Le Président de la République tunisienne s'est rendu à Bruxelles le 1er Décembre l'année dernière, les relations entre l'Union Européenne et la Tunisie, ne sont pas qu'économiques, ou commerciales. Ces relations sont d'abord humaines, basées sur l'histoire et la géographie. Sur la base de cette visite du chef de l'Etat tunisien à Bruxelles et ses réunions avec les plus hautes autorités, les plus hautes instances européennes, en décembre de l'année dernière, il a été décidé que ces relations deviennent stratégiques, c'est à dire multi facettes, multisectorielles. Cette coopération est sécuritaire, humaine, politique,

artistique. Elle est sur les questions agricoles, les dossiers culturels, scientifiques, technologiques, sur l'innovation... et la Tunisie est en train de réussir son pari, le pari européen. Permettez-moi, je parle de pari au sens de Pascal. Nous sommes en terre d'Islam, mais il faut savoir que Saint Augustin est passé par Carthage. Donc chacun sait ce que veut dire un pari au sens pascalien.

Réussir le pari européen de la Tunisie, nous sommes convaincus de cela, et c'est pour cela que l'Union Européenne, je terminerai là-dessus, investit autant en Tunisie. Quand j'ai été nommé, le jour même du dépôt de mes lettres de créances, au Palais de Carthage, j'étais en mesure d'annoncer le doublement de l'aide européenne à la Tunisie. Beaucoup de chiffres ont suivi. Mais il n'y a pas que les chiffres. Il n'y a pas que de l'argent. J'étais aussi en mesure d'annoncer, en décembre, le doublement du nombre de bourses Erasmus+ pour toute la jeunesse tunisienne. 1500 jeunes chercheurs qui pourront, désormais aller en Europe, chaque année.

Je voudrais, pour l'année prochaine, doubler encore ce chiffre. Mais pour vous montrer que nous sommes convaincus que ça va marcher, que ce pari européen va être relevé, et que, aujourd'hui même, à Bruxelles, le Commissaire européen Pierre Moscovici, avec la ministre des finances de la Tunisie et le gouverneur de la banque centrale, signeront un nouvel accord. L'Union Européenne va annoncer le déblocage d'une assistance macro financière de 500 millions d'Euros supplémentaires. L'Union européenne et ses 28 membres, n'investiraient pas autant, ne croiraient pas autant, si l'expérience tunisienne ne devait pas bien s'achever de manière positive.

Je suis convaincu que la Tunisie réussira parce qu'elle est maîtresse de son destin.

Je vous remercie. □



**PRIX AVERROES**  
**MARRAKECH**



**PRIX SINAN**  
**ISTANBUL**



**PRIX ZIRYAB**  
**SIDI BOU SAÏD**



**PREMIO CATULLO**  
**PRIX CATULLO**  
**VERONE**



**PRIX GERARDO**  
**DI CREMONA**  
**TOLÈDE - CREMONA**  
**CASABLANÇA**



**PRIX AVICENNE**  
**PARIS - BOUKHARA**



## Programme MED 21 PRÉSENTATION

**LANCÉ À ROME EN 2010, LE PROGRAMME MED 21 EST UN RÉSEAU REGROUPANT, À L'HEURE ACTUELLE, 12 PRIX (DONT, CI-CONTRE, LES LOGOS) DESTINÉS À PROMOUVOIR L'EXCELLENCE ET LA COOPÉRATION EN MÉDITERRANÉE ET ENTRE LA MÉDITERRANÉE ET LE RESTE DU MONDE.**

**LES PRIX QUI COMPOSENT CE RÉSEAU, DISTINGUENT DES PERSONNALITÉS AYANT CONTRIBUÉ, DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE, AU RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION MÉDITERRANÉENNE DANS DES DOMAINES AUSSI VARIÉS QUE LA PHILOSOPHIE, LES SCIENCES HUMAINES, L'ÉCONOMIE, L'ARCHITECTURE, L'URBANISME, LA TRADUCTION, LA MUSIQUE, LE JOURNALISME, LA LITTÉRATURE ET LES SCIENCES EXACTES.**

**LES PRIX MED 21 PORTENT, EN GÉNÉRAL, DES NOMS DE PERSONNALITÉS QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DE LA MÉDITERRANÉE RELIANT AINSI LES PRÉOCCUPATIONS DU PRÉSENT ET LES ASPIRATIONS DE L'AVENIR AUX RACINES DU PASSÉ ET BÂTISSANT, AINSI, DES EMBARCADÈRES POUR DE NOUVELLES NAVIGATIONS À LA RECHERCHE DE CONFLUENCES SI NÉCESSAIRES EN CES TEMPS MARQUÉS PAR LA MONTÉE DES INTOLÉRANCES ET DES INÉGALITÉS.**

**UNE DES CARACTÉRISTIQUES DES PRIX MED 21 CONSISTE DANS LE FAIT QU'ILS SONT DÉCERNÉS, EN MÊME TEMPS, À 3 LAURÉATS : L'UN EN PROVENANCE D'UN PAYS DE LA RIVE SUD, L'AUTRE D'UN PAYS DE LA RIVE NORD ET LE TROISIÈME D'UN PAYS DU RESTE DU MONDE.**

**CERTAINS DE CES PRIX COMPORTENT UNE CATÉGORIE « JUNIOR » DESTINÉE À OFFRIR AUX JEUNES UN TÉMOIGNAGE DE RECONNAISSANCE ET DE SOLIDARITÉ INTERGÉNÉRATIONNELLES EN MÊME TEMPS QU'UNE OCCASION CONCRÈTE D'INTÉGRATION DANS LA VIE PROFESSIONNELLE.**

**LES PRIX MED 21 SONT IMPLANTÉS, À L'HEURE ACTUELLE, DANS 10 PAYS MÉDITERRANÉENS ET ACCUEILLIS DANS DE NOMBREUSES VILLES D'ISTANBUL À TOULÈDE, ET DE CASABLANCA À PALERME EN PASSANT PAR ALGER, TUNIS, MARSEILLE, BELGRADE, VÉRONE, GÈNES, PODGORICA, ETC.**

**LE RÉSEAU S'ÉTEND ACTUELLEMENT À D'AUTRES RÉGIONS DU MONDE, COMME, PAR EXEMPLE, L'OUBÉKISTAN EN ASIE CENTRALE.**

**LE PROGRAMME MED 21, FONDÉ ET PRÉSIDIÉ PAR LE PROFESSEUR MOHAMED NADIR AZIZA, DISPOSE D'UN ORGANE DE COORDINATION ACTUELLEMENT INSTALLÉ À PARIS.**

**CONTACT :**

**SAMAZULYS@NOOS.FR**

**SECRETARIAT.MED21@YAHOO.FR**



**PRIX IBN KHALDÛN**  
**TUNIS - TIARET**  
**LE CAIRE**



**PRIX FATIMA FIHRIA**  
**KAIROUAN - FÈS**  
**PARIS**



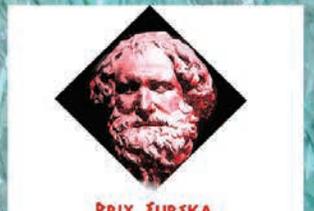
**PRIX EMIR**  
**ABD EL KADER**  
**ALGER - MOSTAGANEM**



**PRIX HERMÈS**  
**HAMMAMET**



**PRIX GAÏA**  
**NÎMES - PODGORICA**  
**BEYROUTH**



**PRIX EURÛKA**  
**PRIX EURÊKA**  
**TUNIS - PARIS**



## Allocution de **M. Henrik Meyer** Représentant de la fondation Friedrich EBERT

# Un partenariat exemplaire

M. le Ministre, cher Taieb Zahar, excellences, mesdames et messieurs, chers invités.

C'est avec un immense plaisir et honneur que je vous souhaite la bienvenue, en mon nom et au nom de la fondation Friedrich EBERT à l'occasion de la vingtième édition du Forum international de Réalités.

En tant que partenaire du Forum, je me permets de vous parler un peu de l'histoire. Cette session du Forum de Réalités est une session encore plus spéciale qu'habituellement, car le Forum Réalités est toujours spécial. Mais nous célébrons aujourd'hui, les vingt ans du Forum Réalités. C'est un âge impressionnant, surtout vu l'unicité et l'histoire de ce format. 20 ans, c'est une longue période, de toutes les manières, mais 20 ans en Tunisie, c'est encore plus impres-

sionnant. Il y a 20 ans, la situation était fondamentalement différente. La politique tunisienne était différente. La situation régionale était différente. La situation économique était aussi différente et j'en parlerai plus tard. Les changements qu'a vus la Tunisie entre 1997 et 2017 ont altéré le visage du pays, mais ils n'ont pas changé le visage de ce Forum. L'année dernière en 2016, c'était pour moi personnellement, le premier Forum Réalités. Et en me préparant à l'époque pour ce dix-neuvième Forum, j'ai cherché dans les archives pour comprendre ce qui s'est passé depuis 1997. J'ai constaté que le Forum accompagnait la Tunisie et la région tel un chroniqueur. Et rien qu'en regardant les titres et les programmes des dix-huit forums passés, j'ai l'impression de vivre l'histoire contemporaine de la Tunisie

et de la région et de la comprendre beaucoup mieux. Cette tradition est précieuse et ne doit pas être perdue.

En parlant de tradition, la fondation Friedrich EBERT que j'ai l'honneur de représenter a soutenu si Taieb et son équipe depuis le premier Forum, en tant que partenaire, comme Taieb Zahar l'a évoqué. Nous, la fondation Friedrich EBERT sommes en Tunisie depuis 29 ans. Le Forum Réalités est donc parmi nos partenaires historiques les plus anciens et importants et je suis très fier de pouvoir continuer cet héritage et cette tradition.

### LE DEBAT POLITIQUE EN QUESTION

Le Forum Réalités représente donc, une des rares continuités dans le domaine

des débats politiques régionaux. Mais bien sûr, il y a des changements importants que nous avons observés. En 1997, la Tunisie était un pays différent. Sous le régime de l'époque, toute discussion politique était soumise à des difficultés. Les débats publics étaient largement contrôlés, les espaces d'échange d'opinions réellement libres étaient rares et souvent obligés d'avoir lieu dans un cadre privé. Le Forum Réalités a, pendant toute cette phase, réussi à jouer un rôle important, notamment celui d'un espace en même temps protégé et ouvert où les questions importantes, politiques, sociétales et économiques de la région ont pu être abordées de manière libre et publique. On ne peut donc sous-estimer le mérite historique de ce Forum et de si Taieb.

En 2010/2011, il est devenu évident donc, que la Tunisie a réussi à garder l'idée de la liberté et de la démocratie vivante pendant une longue phase qui était difficile. Et je suis convaincu que ce Forum était parmi ceux qui ont contribué à cette fin. Aujourd'hui bien sûr, la situation est encore différente. Les restrictions sur les débats publics ont quasiment disparu. A ce jour, sans doute, le plus grand succès de la révolution paisible que la Tunisie a vécue est la liberté d'expression dont les Tunisiens profitent largement.

Le problème aujourd'hui, se pose de manière différente. La chute des barrières a laissé la place à une multitude incontrôlable de débats et discussions qui sont parfois, soumis à l'influence d'agitateurs et alarmistes promulguant des semi vérités et contribuant à la frustration des tunisiens. Pendant que la génération facebook a su bien se servir de ce nouvel outil pour protester contre les contraintes de l'époque et pour organiser une révolution, elle a du mal à l'utiliser pour des débats fondés sur des faits et non sur des rumeurs et des légendes.

Le magazine Réalités et son Forum doivent continuer à jouer le rôle de modérateur et facilitateur de débat, de guide, aussi, dans un paysage de discussions embrouillées et agitées. La liberté d'expression ne demande pas moins, mais plus de journalisme de qualité.

A ces problèmes s'ajoute un problème que l'on observe dans le monde entier bien sûr. Les médias classiques sont sous pression. Dans presque tous les pays du monde, des journaux et des magazines se trouvent en difficulté économique et il y en a même qui sont en voie de disparition. Les médias sociaux et l'internet ne remplacent pas la qualité des médias clas-



M. Henrik Meyer

“  
Personne ne sait  
exactement, à  
quoi la Tunisie  
de demain va  
ressembler.”

siques, mais ils représentent une nouvelle concurrence. On se retrouve donc dans un paradoxe. En même temps, la nouvelle liberté d'expression permet un échange d'opinions politiques libres et en même temps, les garants d'une discussion informelle s'en trouvent en grande difficulté. J'espère que ce Forum pourra contribuer à garder la haute culture des débats politiques libres vivante, comme il l'a fait dans le passé. Je remercie à cette occasion, notre ami Taieb Zahar et son équipe des efforts qu'ils déploient pour cela.

## LA FONDATION FRIEDRICH EBERT

Jusqu'à maintenant, j'ai beaucoup parlé du passé, ce qui me sert maintenant comme transition au sujet du Forum de 2017, car cette année, le Forum porte sur la Tunisie de demain. Avec ce thème, le Forum évoque la question que tout le monde se pose : A quoi ressemblera la Tunisie après cette phase de transformation que vivent la Tunisie et toute la région ? Le monde est en train de se restructurer et la Tunisie se trouve dans une région dont la géopolitique est en train de prendre forme. Et je vous dis aussi, du point de vue d'un Européen, que cette question est d'une grande importance pour nous tous.

Assurer un voisinage stable et prospère est dans l'intérêt partagé des deux rives de la Méditerranée. Assurer des débats qui évitent certaines fautes du passé est la tâche d'organisations comme la fondation Friedrich EBERT et le Forum International de Réalités. La fondation Friedrich EBERT fait partie d'une certaine façon, de la politique étrangère de l'Allemagne ou de l'Europe. Elle a été fondée en 1925 et elle est la plus ancienne organisation politique dans le monde. Elle porte le nom du premier président allemand démocratiquement élu. Et c'est dans l'esprit de Friedrich EBERT qui disait : « La démocratie

a besoin de démocrates », qu'elle essaie de soutenir tous ceux qui travaillent pour un monde plus juste, plus démocrate et plus solidaire.

A l'origine, la fondation Friedrich EBERT (en allemand Friedrich-Ebert-Stiftung abrégée en FES), ne travaillait qu'en Allemagne. Elle a joué un rôle important après la deuxième guerre mondiale pour rétablir la démocratie en Allemagne qui avait été radicalement détruite. Dans les années 1960, la FES a commencé à élargir son mandat et à chercher des contacts avec les partenaires à l'étranger qui partagent ses valeurs. Les bureaux de la fondation Friedrich EBERT existent en Tunisie, depuis 1988 et il y a eu de longues périodes durant laquelle, sa marge de manœuvre et ses actions étaient très restreintes.

Après la révolution, nous avons vu notre effectif plus que tripler, avec une multiplication de nos activités, notamment en soutien à la société civile. Comme le Forum de Réalités, la Fondation accompagne la Tunisie dans ses différentes phases historiques et essaie de contribuer à une discussion ouverte des questions importantes de la Tunisie et de la région.

Excellences, mesdames et messieurs. Le Forum Réalités d'aujourd'hui et de demain abordera des questions cruciales pour la Tunisie et pour la région. Je remercie notre ami Taieb Zahar et son équipe une fois de plus, pour cette initiative et pour leur engagement. Les différentes analyses des experts économiques et politiques au cours des deux prochains jours vont porter sur le thème de la Tunisie de demain. Personne ne sait exactement, à quoi la Tunisie de demain va ressembler. Mais je suis confiant à propos d'une chose. La Tunisie de demain va bénéficier aussi de futurs Forums Réalités. Pour le moment, je félicite Réalités pour le vingtième anniversaire, et j'espère être ici en 2037, pour son quarantième anniversaire.

Je vous remercie pour votre attention. □



## Allocution de **M. Senen Florensa** Président de l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) **Le voisinage avec l'UE** **déterminant pour l'avenir**

Je voudrais en premier lieu remercier les organisateurs de cette rencontre : mes amis de Réalités, spécialement M. Taieb Zahar, avec qui j'ai l'honneur de partager cette session d'ouverture, et toute son équipe.

De même, je voudrais aussi chaleureusement saluer :

- M. Patrice Bergamini, Ambassadeur de l'UE en Tunisie
- M. Henrik Meyer, Représentant de la Fondation Friedrich Ebert
- M. Juan López-Dóriga, Ambassadeur du Royaume d'Espagne en Tunisie
- M. Farhat Horchani, Ministre de la Défense Nationale

C'est pour moi un vrai plaisir que d'être aujourd'hui ici parmi vous une fois de plus au Forum International Réalités,

et d'autant plus dans cette édition qui fête le vingtième anniversaire de cette importante rencontre internationale, qui est le Forum Réalités. J'oserai dire que l'hebdomadaire de *Réalités* n'est pas seulement une des publications de référence en Tunisie mais aussi un vrai exemple dans toute la Méditerranée du Sud. Son engagement en faveur de la démocratie en fait un acteur majeur de la construction progressive de cette Tunisie démocratique d'aujourd'hui.

En tant que président de l'Institut Européen de la Méditerranée, qui a son siège à Barcelone, je suis spécialement heureux de participer à ce colloque. Cela fait déjà des années que l'IEMed collabore avec Réalités et avec d'autres initiatives d'institutions tunisiennes car nous sommes conscients de l'importance que relève le soutien d'ini-

tatives qui contribuent à consolider un régime démocratique comme celui que le peuple tunisien, les institutions de la société civile et son gouvernement sont en train de construire. Un régime démocratique qui a en plus la grande responsabilité d'être un exemple pour tout le monde arabe et pour notre Méditerranée.

Dans le contexte actuel, la Tunisie s'érige nettement comme un référent pour les pays du sud et de l'est méditerranéen. Cela, car c'est le premier pays de la région à mener à bout une transition démocratique exemplaire dans laquelle ont été inclus les différents courants, et sensibilités politiques et idéologiques dans un système démocratique et constitutionnel, qui a fait l'objet d'un vrai consensus national.

“  
Les relations de tout  
ordre avec l’Europe  
voisine et amie  
continueront sans doute  
à être la référence cen-  
trale pour la Tunisie.”

M. Senen Florensa



## CONTEXTE HISTORIQUE

La société tunisienne qui lutte pour la démocratie et pour la dignité nationale est héritière d’ailleurs d’une histoire substantielle. Je crois que la révolution tunisienne initiée en 2011 marque une grande étape nouvelle dans le processus historique de modernisation et de normalisation du pays.

D’abord, l’actuelle transition tunisienne trouve ses racines dans la grande tradition historique qui a façonné le devenir de la nation tunisienne. Une grande tradition ou s’insèrent depuis des siècles de grandes figures intellectuelle historique comme Ibn Khaldun ou de grandes réformateurs comme Keredine. Mais dans l’histoire contemporaine il y a eu une première grande étape de modernisation et normalisation du pays dans l’ensemble des grandes nations qui composent la société internationale avec tout le mouvement national pour l’indépendance dirigé par le Président Habib Bourguiba, qui réussit à façonner la nationalité tunisienne en un État moderne, tellement singulier dans l’ensemble des pays arabes. En effet la nationalité tunisienne, qui se bat aujourd’hui pour défendre et développer sa démocratie, se construit au fil des années et des siècles comme produit d’une histoire complexe qui se veut dans la continuité des civilisations qui ont façonné son histoire.

Cette histoire de la nation tunisienne est celle des réformateurs tunisiens qui en 1861 ont déjà approuvé la première Constitution ou qui encore fondèrent le Collège Sadiki en 1871. Leur esprit modernisateur est jusqu’aujourd’hui une source d’inspiration pour les réformateurs tunisiens de nos jours.

Ce fut grâce à ce riche héritage que la Tunisie contemporaine a forgé sa grande construction politique : l’État national, social, modernisateur et laïque, mais en harmonie avec le concept arabe de nation

tunisienne. Ces principes fondamentaux ont permis le pays d’entreprendre un processus de modernisation sociale qui a donné une priorité à l’éducation et par ce faisant, à l’évolution des mentalités, ce qui a entraîné des évolutions modernisatrices dans tout le système juridique tunisien, à commencer par le droit de la famille et celui des femmes, un système scolaire moderne et républicain et un État capable de diriger l’évolution du pays.

Il est vrai que sous le régime de Ben Ali et malgré le puissant cycle de croissance économique internationale, les inégalités ne firent qu’augmenter, et avec elles l’irritation populaire face aux excès de la famille présidentielle. En termes de sécurité, sous l’excuse d’étouffer un mouvement islamiste naissant et de casser le gauchisme, la Tunisie se vit imposer un État policier pour exercer un contrôle poussé de sa population.

Ce qui constituait un anachronisme croissant dans une société tunisienne en pleine évolution et modernisation. La cupidité du régime le conduisit à sa perte et ce fut le peuple tunisien, la société civile tunisienne, véritable héros de cette histoire de modernisation sociale contemporaine, qui décida en 2011 de lutter pour la dignité du pays et qui avec un courage admirable renversa le régime.

Avec la révolution de 2011 et la transition démocratique, la Tunisie est en train d’accomplir un nouveau grand pas en avant historique dans son processus de modernisation et de normalisation cette fois-ci, celui de son alignement avec les sociétés démocratiques avancées.

## CONTEXTE ACTUEL

Lors de ces derniers six ans, la Tunisie a réussi à mettre en place des changements sociaux et politiques importants, d’une portée véritablement historique. Depuis la chute de Ben Ali, la Tunisie peut se flatter d’avoir un niveau de liberté d’expression et

des libertés civiles élevées qui s’est traduit dans une reconfiguration fondamentale du système politique.

En plus des grandes formations politiques comme Nidaa Tounes et Ennahda, ce qui est particulier à la Tunisie reste le labeur des organisations de la société civile, comme le Quartet National pour le dialogue en Tunisie, qui ont su tendre des ponts de dialogue et de compromis dans l’objectif de renforcer la transition démocratique dans le pays, ce qui d’ailleurs lui a été reconnu mondialement avec le Prix Nobel de la Paix. Le changement a été, par conséquence, véritablement historique : avec le pacte constitutionnel, le peuple tunisien a su conquérir progressivement ses droits civils, politiques et sociaux.

Cependant l’instabilité dans la région, autant en Libye qu’au Proche Orient, surtout la continuation de l’affreuse guerre civile en Syrie et l’activité des groupes terroristes ailleurs constituent un empêchement majeur qui est utilisé par ceux dont l’objectif est de saboter le progrès politique, économique et social en Tunisie. En raison de cela il est fondamental que la Tunisie réussisse à ne pas perdre son chemin vers son futur démocratique en paix, progrès et sécurité.

## LA TUNISIE DE DEMAIN

Sous le titre “La Tunisie de demain”, cette vingtième session du Forum Réalités prétend être un espace de dialogue et de discussion sur le futur de la Tunisie, et tout spécialement dans les toutes prochaines années.

Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable, en premier lieu de réfléchir sur la place et le rôle de la Tunisie dans la nouvelle géopolitique régionale et dans la mondialisation ; évaluer sa position dans le voisinage euro-méditerranéen en tenant compte de sa relation importante avec l’UE; ainsi qu’analyser les principaux défis du pays en termes sécuritaires et de défense. De ses relations de voisinage euro-méditerranéen et arabe dépend le rôle futur de la Tunisie dans l’économie mondiale. Finalement, il est tout aussi important de porter un regard plus introspectif du pays afin de réconcilier en son sein les différentes traditions politiques, idéologiques, sociales et même culturelles qui peuvent faire un apport au progrès futur du pays.

Concernant les enjeux et défis actuels de la Tunisie, la société tunisienne fait face à une triple menace : politique, quant à la



↳ consolidation de son système politique démocratique ; économique, puis qu'elle supporte les effets d'une économie plombée par l'insécurité, et, donc sécuritaire, puis qu'il fait se prémunir se prémunit contre la violence djihadiste radicale qui essaye de détruire le progrès politique, économique et social de la Tunisie.

Pour ce qui fait de son processus politique, la Tunisie aura besoin en plus de surmonter les profonds clivages idéologiques entre les principales forces politiques qui menacent la cohabitation actuelle et la stabilité du système.

De la même façon, il reste à souligner l'existence de certains défis importants concernant les politiques publiques. Le premier d'entre eux a à voir avec la désaffection envers le système politique que peuvent ressentir beaucoup de groupes sociaux, en particulier la jeunesse, déçue

par l'absence des opportunités qui étaient tant espérées avec la révolution. Cette situation a pour conséquence un certain manque de légitimité, et non seulement la légitimité démocratique des nouveaux acteurs politiques.

D'autres défis son encore le déficit de représentation politique des zones de l'intérieur du pays, ou les difficultés de mener à bout une réconciliation dans le cadre de la justice transitionnelle. Un autre défi finalement à mettre en relief : la nécessité de surmonter le possible sentiment d'un ample pan de la société selon lequel il n'y aurait pas de « plan » d'avenir en Tunisie, ce qui oblige à un grand effort de leadership, de pédagogie et de dynamisme aussi bien du gouvernement que de l'ensemble des partis représentés au parlement.

## CONCLUSION

Comme conclusion, je dois dire que le Forum de Réalités a vocation à réviser tous ces défis en abordant une série de sujets qui peuvent définir le futur de la Tunisie. D'abord, comme il a été dit, le rôle que la Tunisie de demain jouera dans la nouvelle géopolitique régionale et mondiale. La reconfiguration de l'ordre mondial et le changement de pouvoir au niveau international obligent la Tunisie à réfléchir sur sa position dans ce monde changeant. Les relations de tout ordre avec l'Europe voisine et amie continueront sans doute à être la référence centrale pour la Tunisie.

De même, les changements dans la région du Proche-Orient ne peuvent pas être ignorés par les décideurs tunisiens. Il est important d'analyser ces changements pour que la Tunisie puisse jouer son rôle de stabilisateur au sein du monde arabe.

Parallèlement, l'autre question ayant une relevance dans le contexte actuel, nous devons le répéter encore en guise de conclusion, demeure la sécurité et la défense. Les menaces terroristes et le crime organisé transnational peuvent engendrer une nuisance considérable à la démocratie, au progrès et aux institutions du pays. C'est pour ce motif qu'il est crucial et fondamental de traiter ces sujets avec rigueur et réalisme, avec la collaboration et la coopération, qui est en cours, mais je ne sais pas si au niveau suffisant des pays amis.

Finalement, la base de toute démarche politique doit être les efforts nécessaires pour redresser l'économie au pays, avancer vers le progrès et offrir spécialement aux jeunes les emplois et les opportunités qu'ils ont le droit d'espérer.

Ce Forum, pense je, va se consolider une fois de plus comme une expérience de référence d'échange d'idées et de débat fondamental en Tunisie.

Au vue de la sélection réussie des sujets à traiter et de la qualité de tous les intervenants qui vont participer aujourd'hui et demain aux débats, il ne fait aucun doute que le Forum de cette année sera encore une fois, un véritable succès.

Merci beaucoup pour votre attention. □

“ *Les menaces terroristes et le crime organisé transnational peuvent engendrer une nuisance considérable à la démocratie, au progrès et aux institutions du pays.* ”



# CEA

## FCP BIAT-Epargne Actions

En plaçant la totalité de votre CEA dans des parts FCP BIAT-Epargne Actions, vous diversifiez votre capital et bénéficiez d'une réduction d'impôt allant jusqu'à 55% et pouvant atteindre 17.500 dinars par an.

Maîtrise des risques grâce à la diversification et à l'expertise de nos équipes spécialisées, rendement attrayant ( 12,8% en 2016\*), dividende annuel et liquidité immédiate à l'échéance, autant d'avantages qui font du FCP BIAT-Epargne Actions le support idéal de vos placements

(\* ) Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



Jusqu'à **55%**

**D'ÉCONOMIE  
D'IMPÔTS**

Gagnons l'avenir, ensemble  
[www.biat.tn](http://www.biat.tn)





## Allocution de **M. Hatem Ben Salem**

Directeur de l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques (ITES)

# Résilience, émergence et réconciliation

Monsieur le ministre, madame et messieurs les ambassadeurs, nos chers invités.

C'est toujours avec un très grand plaisir que je participe, à titre personnel et en tant que directeur général de l'ITES, aux différents forums de Réalités, d'autant plus que, aujourd'hui, et depuis maintenant deux ans, nous sommes partenaire à part entière, de ce Forum dont la longévité nous honore et qui reste aujourd'hui, le seul forum qui a duré autant et qui est en train d'impacter d'une façon certaine, sur le paysage politique, économique et médiatique tunisien. Et c'est pour cela que je souhaite féliciter son président, si Taieb Zahar.

Tu l'as très bien dit, nous avons estimé lors de nos discussions, à propos du thème à fixer pour le vingtième anniversaire du Forum International de Réalités, nous

avons estimé qu'il fallait se départir un peu, de cette morosité ambiante qui, justement, créait une sorte de pessimisme dans notre pays, compte tenu des très grands défis auxquels nous faisons face et compte tenu malheureusement, des résultats très limités que nous sommes en train d'obtenir en matière surtout, de développement économique.

Nous avons estimé qu'il fallait parler de la Tunisie de demain. D'autant plus que l'Institut a été chargé par le Président de la République, de préparer une étude stratégique, une vision pour la Tunisie, dans les dix prochaines années. Et nous avons remis au Président, il y a deux jours, cette étude qui a mobilisé plus d'une quarantaine d'experts et qui a réuni autour d'elle, plus de 900 participants. Cette étude, nous l'avons fondé sur le triptyque : résilience, émergence et réconciliation.

## UNE VISION POUR LA TUNISIE

Résilience, parce que nous estimons que, par la définition même de ce terme, nous devons tirer les leçons du passé, tout en observant, de façon objective, le présent afin de pouvoir construire en toute sérénité, l'avenir. Et cette résilience, elle est d'abord, au niveau de notre Etat et de nos institutions. Les différents intervenants ont insisté sur le fait que la Tunisie vit aujourd'hui, dans le monde Arabe, dans le monde arabo-musulman, une expérience exceptionnelle de démocratie et de liberté. Cette expérience, elle a bien sûr, ses très grands avantages, mais elle a aussi, ses inconvénients. Et aujourd'hui, plus de six ans après 2011, nous sommes en droit de nous poser des questions, c'est ce que nous avons fait à l'institut, sur l'Etat que

nous souhaitons avoir à l'avenir. Nous avons estimé que cet Etat doit être un Etat stratège.

Malheureusement, c'est une théorie qui a été reprise par le Front National, en France, mais nous l'avions déjà dit, depuis le départ de cette étude. Un Etat stratège, c'est-à-dire, un Etat capable d'être à la fois actif, dans la dynamisation des différents secteurs, dans le domaine du développement, mais aussi, un Etat qui ne s'immisce pas dans tout ce qui est gestion particulière des affaires de la Tunisie. Donc, c'est cet Etat-là que nous avons souhaité. Un Etat qui se fonde sur un régime politique capable de porter la Tunisie dans l'avenir. Et je ne cache pas que le régime politique actuel, c'est-à-dire, un régime parlementaire mixte n'est peut-être pas, en tout cas, ce sont des questions que nous nous sommes posées, le régime politique idoine capable justement, de relever les défis de cette période cruciale dans l'histoire et le présent de la Tunisie.

Nous avons estimé aussi, que cet Etat, doit se fonder sur le droit, sur la primauté de la loi. Cet Etat ne doit, en aucune manière, laisser, par exemple, la religion s'immiscer dans les affaires de la cité ou les affaires politiques. Et je dois dire qu'à notre niveau, il y a une sorte d'unanimité à rejeter toute théorie de compatibilité entre l'Islam et la démocratie, parce que, ceux qui parlent aujourd'hui, de compatibilité démocratie/Islam pourront demain, parler de compatibilité Islam/dictature. Et c'est pour cela que nous voulons, nous souhaitons que notre religion –notre religion est une religion sacrée, c'est une religion holistique dans son essence même – puisse être à part et ne pas constituer un des facteurs de la vie politique dans le pays. La religion n'est pas une idéologie. Elle ne peut pas souffrir de critiques. C'est pour cela qu'elle ne doit pas être un

“  
*On ne peut envisager la Tunisie de demain en dehors d'une véritable réconciliation. Chacun a droit à avoir ses propres idées, sa propre idéologie, mais chacun doit bannir la violence et doit faire en sorte que nos problèmes soient résolus autour d'une table de négociation.*  
”



“  
*Il y a une sorte d'unanimité à rejeter toute théorie de compatibilité entre l'Islam et la démocratie*  
”

M. Hatem Ben Salem

acteur politique dans notre pays et je l'espère, dans aucun autre pays musulman.

Cette résilience, nous l'avons voulue aussi, économique. Nous avons fait le constat de l'échec de nos modèles successifs de développement après l'indépendance et jusqu'à nos jours. Ces modèles traditionnels, ces modèles qui, par la force des choses, deviennent exclusifs, ne peuvent pas être la réponse aux problèmes exceptionnels que vit aujourd'hui, la Tunisie, dans le domaine économique. J'entends bien quand on parle d'innovations ; nous devons parier sur les technologies de l'information et de la communication, nous devons réformer notre système éducatif de l'enseignement supérieur à l'enseignement primaire, nous devons faire en sorte que le régime fiscal en Tunisie, soit un régime plus juste et plus équitable ; mais tout cela ne peut être fait dans une approche traditionnelle et classique. Car ces approches-là, une fois encore, ont échoué. Nous devons prendre la responsabilité aussi de réfléchir et d'innover. Et c'est là où je fais énormément confiance à cette nouvelle classe politique, à cette nouvelle jeunesse qui est en train aujourd'hui, de se battre dans des conditions très difficiles, de se battre pour que la Tunisie soit un pays pouvant jouer un rôle, non seulement dans sa région, mais aussi, dans le cadre des relations internationales.

Donc, une résilience, une émergence comme je l'ai dit, avec de nouvelles approches, mais aussi, une réconciliation. Une réconciliation d'abord, des citoyens avec l'Etat. Car, c'est aujourd'hui, l'un des plus gros problèmes que vit la Tunisie. Il y a un manque flagrant de confiance entre les citoyens et l'Etat et on le voit déjà, même dans les écoles et d'abord dans les écoles. Il y a aujourd'hui, des actes de vandalisme dans les écoles, dans les lycées qui montrent, si besoin est, que cet esprit d'appropriation, que ce sentiment de ci-

toyenneté n'existe pas, parce que l'école qui aurait du être modèle du civisme et le creuset de la citoyenneté, l'école ne joue pas son rôle. Il faut absolument, que l'Etat se réconcilie aussi, avec les citoyens, en se réappropriant ses prérogatives régaliennes qui aujourd'hui, sont mises en doute, parce que j'appelle moi, les forces de la haine et qui sont justement combattues quasiment, tous les jours, face à un Etat qui, dans ce cadre démocratique, n'arrive pas à défendre ses positions.

C'est une réconciliation aussi, de tous les citoyens entre eux. Nous sommes un petit pays. Nous sommes un grand peuple. Mais aujourd'hui, des voix de la division s'élèvent de partout et essaient de déstabiliser cette expérience unique de démocratie. Il faut que le peuple tunisien soit uni pour faire face à ces tentatives de division et je crois que cela ne peut être que par le dialogue, que par le consensus. On ne peut envisager la Tunisie de demain en dehors d'une véritable réconciliation. Chacun a droit à avoir ses propres idées, sa propre idéologie, mais chacun doit bannir la violence et doit faire en sorte que nos problèmes soient résolus autour d'une table de négociation.

Voilà, c'est rapidement ce que nous avons essayé de dégager au sein de cette réflexion. Tout le monde disait que la Tunisie souffre de l'absence d'une vision. Cette vision, nous l'avons aujourd'hui et nous allons tout faire, pour la médiatiser au maximum, pour la faire adopter par le gouvernement, pour la discuter devant le parlement. Nous allons tout faire pour que cette vision puisse constituer le véritable cadre civilisationnel soutenant l'avenir de la Tunisie.

Voilà assez rapidement comment je vois, comme je considère que nous pouvons à l'avenir, avancer et je suis très optimiste, je suis même certain que ce peuple tunisien qui a fait face à tant de défis, sera encore une fois, capable de relever ce grand défi civilisationnel qu'est l'avenir de la Tunisie.

Merci de votre attention. □



## Allocution de **M. Farhat Horchani** Ministre de la Défense Nationale (Tunisie)

# La Tunisie n'a pas choisi la voie facile

Monsieur le Président du Forum de Réalités, excellences, mesdames, messieurs.

Je voudrais d'abord, vous remercier pour l'invitation. Je voudrais aussi, vous féliciter pour avoir tenu vingt ans. Ce forum est très important pour discuter de ce qui se passe en Tunisie et constituer un groupe d'aide à la décision. Je vous souhaite également de continuer cette tradition et de nous voir peut-être, dans les vingt ou trente prochaines années pour discuter de la Tunisie et du chemin parcouru.

Je voudrais vous dire que je suis heureux de partager avec vous, quelques idées sur ce qui se passe en Tunisie, parce que la Tunisie n'a pas choisi la voie facile. D'abord, elle a fait une révolution, ce qui

n'est pas simple en soi. Ensuite, elle ambitionne depuis 2011, de construire une démocratie, ce qui est encore beaucoup plus compliqué. Et en troisième lieu, elle a fait tout cela ou elle ambitionne de le faire dans un contexte extrêmement difficile. De plus, elle n'a pas choisi les solutions faciles à l'image de la constitution qu'elle a préféré réécrire entièrement plutôt que de la réadapter.

La Tunisie a ainsi opté pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante pour écrire une nouvelle constitution et a ainsi choisi la voie difficile. La constitution issue de cette démarche est une constitution de consensus. Comme pour toute constitution de compromis ou de consensus, tout le monde y trouve son compte. Et évidemment, lorsque tout le monde

trouve son compte dans un texte juridique, ce texte ne peut être qu'interprété de manière différente selon les points de vue. Heureusement, la constitution n'a pas laissé à quiconque le soin de l'interpréter, mais a confié cette mission à un organe spécifique: la Cour Constitutionnelle actuellement, en cours de création.

La Cour constitutionnelle est un organe essentiel dans la construction démocratique de l'Etat, notamment, sur le plan des droits et libertés. Comme vous le savez, dans la constitution tunisienne, il y a tous les droits et libertés qui peuvent parfois, être contradictoires. Et c'est le juge constitutionnel qui va nous dire ce qu'est, par exemple, la liberté de conscience ou encore, ce qu'est la protection du sacré, ce que sont par exemple, tous les droits et

“  
*Nous pensons que la démocratie est le meilleur rempart contre tous les dangers, y compris le danger terroriste.*”

M. Farhat Horchani



libertés fondamentaux qui sont inhérents à l'être humain, aux citoyens ou à l'étranger qui vit parmi nous. La Cour constitutionnelle nous indiquera également, les limites de cette liberté en interprétant la portée réelle de l'article 49 de la constitution et du cadre juridique qui doit en découler.

Aujourd'hui, nous avons un régime politique fruit d'une approche consensuelle. Ce n'est pas un régime parlementaire à l'état pur. Ce n'est pas non plus, un régime présidentiel à l'état pur. Nous avons en fait, un régime politique où, pour que ça marche en Tunisie, il faut que le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, soient, ou bien, du même parti politique, ou du moins, de partis politiques non opposés. Cela pourrait créer éventuellement, un conflit de compétences. Ce genre de conflit de compétence est également, du ressort de la Cour constitutionnelle qui jouera à ce niveau-là, un rôle de régulateur entre les compétences de l'un et de l'autre.

Lorsque l'on parle dans ce cadre général, des enjeux de la sécurité et de la défense, l'on parle de la politique et de la stratégie de l'Etat et du gouvernement en matière de défense et de sécurité pour les années à venir, pour la Tunisie de demain. Cette politique et cette stratégie s'inscrivent dans le moyen et le long terme. Mais avant d'en parler, il convient de pré-

“  
*En élargissant notre champ de vision, l'on ne peut pas remarquer que toute la région à laquelle nous appartenons est une région où les tensions sont nombreuses.*”

ciser deux ou trois choses.

Il est important de garder à l'esprit que la Tunisie est en train de vivre une transition démocratique qui, comme cela a été précisé, n'est pas des plus simples. En même temps, nous sommes en train de mener une guerre, contre le terrorisme, ce fléau mondial. Des pays qui ont vécu des transitions démocratiques comme ceux de l'Europe centrale, et orientale ou ceux de l'Europe de l'Ouest, du sud ou même ceux de l'Amérique du sud, n'ont pas eu à faire face en même temps, à un danger aussi mortel que ce fléau mondial, qui a pris la Tunisie pour l'une des ses cibles majeures.

## LA MENACE TERRORISTE

La Tunisie est confrontée à ce défi majeur qui consiste à mener à bien la transition démocratique, avec toutes les difficultés économiques que vous connaissez, dans un contexte régional très tendu qui ne lui est pas favorable puisqu'il s'est traduit par l'émergence du phénomène terroriste comme défi, qu'il importe de combattre et de vaincre. Des difficultés inattendues surgissent ainsi, du fait que les deux défis ne sont pas forcément conciliables. Les attentes citoyennes qui résultent d'une transition démocratique ne sont pas forcément, ceux qui résultent de la lutte contre le terrorisme. La transition démocratique implique des attentes en matière de liberté: liberté d'information, démocratie, élections libres, transparence, société ouverte, monde ouvert. Mais la lutte antiterroriste exige quelque fois, des contraintes liées parfois, aux questions sécuritaires. Et comme vous savez, les questions sécuritaires, dans un contexte tendu, peuvent exiger de l'Etat et du gouvernement, la mise en place de contraintes spéciales.

Une menace majeure pour notre sécurité est aujourd'hui, représentée par le contexte libyen. Le peuple libyen n'a pas encore, su trouver une solution politique

aux problèmes auxquels il est confronté. Nous avons une frontière de près de 530 kilomètres avec la Libye, ce pays où les armes circulent de manière totalement libre, et où le peuple n'est pas uni sur une plateforme politique minimale. En raison de cette situation très particulière, la Tunisie se trouve dans l'obligation de faire face à cette menace sécuritaire.

En élargissant notre champ de vision, l'on ne peut pas remarquer que toute la région à laquelle nous appartenons est une région où les tensions sont nombreuses. Le problème syrien et celui de l'Iraq, ont une implication directe, d'abord, sur la région elle-même aussi bien du nord que du sud, de la Méditerranée, mais surtout sur la côte sud de cette région et donc, essentiellement, sur la Tunisie. Mais également, nous avons aussi, le problème sécuritaire de la région du Sahel, qui impacte toute la région du sud de la Tunisie.

## POLITIQUE SECURITAIRE

**Quelle devrait être la politique sécuritaire de l'Etat, dans un tel contexte ?**

Tout d'abord, il y a nécessité d'un cadre juridique, pour fixer le rôle des institutions militaire et sécuritaire pour jouer dans la lutte antiterroriste. Le cadre juridique c'est d'abord, la constitution. Dans la constitution tunisienne, et ça c'est l'exception tunisienne, il est dit que l'armée est une force républicaine. La constitution indique également, que le rôle de l'armée est la défense sacrée de la patrie. Le terme « sacrée » signifie que ce rôle de défense de la patrie, est un devoir, pour tous les citoyens. Ce sont là, deux idées très importantes. L'armée est une armée républicaine qui a une fonction en matière de défense du territoire, mais qui a également, un rôle pour soutenir les forces civiles, Et deuxième chose, la défense de la patrie est un devoir sacré pour tous les citoyens.

D'abord, si on revient au terme « républicaine », l'armée (al jaych al jomhuri), est républicaine. Lorsqu'on dit que, l'armée est républicaine, cela veut dire que l'armée défend le pays. Elle défend la patrie. Elle est insensible aux fluctuations politiques. Elle n'est pas concernée par la politique. Ceci constitue une exception dans la région, tout en constituant une force pour la Tunisie. Mais toute armée républicaine, pour qu'elle soit républicaine, il faut qu'elle soit contrôlée. Disons, entièrement. Ainsi, le système tunisien, aussi bien constitutionnel que juridique, institue des mécanismes de contrôle de l'armée et de la sécurité, en général.

⇒ D'abord, il y a un contrôle financier annuel, à travers les articles de la loi des finances, relatifs aux budgets des deux ministères, loi des finances, qui est discutée et votée par le parlement. C'est un moyen de contrôle. Que dépense l'armée ? Qu'est-ce qu'elle a comme recettes ? Etc. Ainsi, et en toute transparence, le gouvernement a donné une importance essentielle au budget de l'armée, qui a été largement renforcé, compte tenu du fait, que nous vivons un contexte sécuritaire très sensible.

Il existe un second contrôle que le parlement exerce à travers la commission de la sécurité et de la défense, qui est chargée de contrôler les forces armées et de sécurité. La Tunisie et le Liban constituent les seuls Etats de la région, qui sont impliqués dans le contrôle démocratique, des forces armées.

Deuxième élément : La défense du territoire est un devoir sacré, pour tout citoyen. Cela veut dire que la défense du territoire n'est pas seulement, l'œuvre des forces sécuritaires et de l'armée. Tous les citoyens ont le devoir de défendre leur patrie. Cette affirmation permet d'instituer une conception nouvelle de la défense de la patrie : la défense globale, qui institue un système où tous les citoyens sont impliqués dans cette défense de la patrie. Bien évidemment, cela est très important, dans la lutte antiterroriste.

Le terrorisme et tous les crimes qui s'y greffent, comme la contrebande, le crime organisé, la traite des êtres humains, hommes ou femmes, le trafic de drogue, constituent des dangers non conventionnels. Face à ces dangers non conventionnels, il faut être convenablement armé au sens large du terme, notamment du fait que ce sont des dangers qui transcendent les frontières. C'est là, l'un des aspects négatifs de la mondialisation. Il faut savoir,

“ *Le terrorisme et tous les crimes qui s'y greffent, comme la contrebande, le crime organisé, la traite des êtres humains, hommes ou femmes, le trafic de drogue, constituent des dangers non conventionnels.* ”



qu'un nombre très important de jeunes ont été recrutés par les réseaux terroristes, à travers les réseaux sociaux, qui transcendent les frontières. Peut-on affirmer pour autant, que la frontière physique n'a plus de sens ? A vous d'en juger.

Il est bien connu que le terrorisme utilise la tactique de la surprise. Un seul individu peut causer beaucoup de dégâts. Il y a donc, nécessité à ce que l'armée et les forces sécuritaires soient bien adaptées, bien formées, coopèrent ensemble, pour faire face à ce genre de menace et cela exige bien évidemment, des contraintes très importantes. Si on met sur la balance, d'un côté, la transition démocratique et de l'autre, la nécessité de lutter efficacement contre le terrorisme, le choix ne devient pas forcément, cornélien, mais, vous êtes obligé, à la fois, de respecter les impératifs de la démocratie, et d'être efficace dans la lutte antiterroriste.

## STRATEGIE SECURITAIRE

Quelle est la stratégie de l'Etat en cette matière ?

D'abord, c'est une stratégie en matière de formation. Il est important, qu'il y ait une génération de militaires, qui soient

adaptés à la lutte contre cette menace non conventionnelle. Le gouvernement tunisien a fait des efforts extraordinaires, depuis quelques années pour que les forces sécuritaires et armées soient aujourd'hui, bien formées, dans cette lutte antiterroriste.

C'est aussi, une stratégie en matière d'équipements militaires adaptée à ces menaces. Là aussi, l'Etat a fait également, des efforts très importants, dans cette matière.

Le terrorisme étant une menace qui dépasse ou qui transcende les frontières, il est important aussi, qu'il y ait une stratégie en matière de coopération internationale. Une coopération avec d'abord, les Etats voisins avec lesquels, nous coopérons d'une manière très efficace. Mais également, avec les Etats qui ont une longue expérience en la matière avec lesquels, des liens étroits ont été noués.

La frontière, je le disais, n'a plus de sens lorsqu'il s'agit de lutter contre le terrorisme. Vous savez que la frontière est une ligne, qui peut être, soit naturelle, soit artificielle pour protéger des Etats. C'est au sein d'une frontière, que l'Etat exerce sa souveraineté. Mais on constate aujourd'hui, que par l'influence de plusieurs facteurs, comme par exemple, la mon-



“  
***Le défi du retour des jihadistes, concerne un nombre important de pays, d'où la nécessité qu'il y ait une stratégie multinationale, pour résoudre ce problème.***  
 ”

dialisation, l'économie ouverte, le terrorisme, le crime organisé, il y a comme une superposition de plusieurs notions de frontières. Ainsi, on peut avoir une frontière juridique, celle qui sépare ou celle qui protège, une frontière économique comme l'espace Schengen, ou encore, une frontière supranationale, à l'image de celle de l'Union Européenne. On peut aussi, avoir des frontières qui unissent des Etats, sur la base de valeurs partagées, comme la démocratie, ou des besoins de défense commune, comme l'OTAN.

Lorsqu'on dit en Tunisie, que nous protégeons nos frontières, parce qu'il y a en Libye, une dangereuse prolifération des armes. On dit en fait, que nous ne protégeons pas uniquement, le territoire tunisien. Nous jouons un rôle important, et nos alliés le savent, dans la protection de la frontière sud de l'Europe et celle de tous les pays, avec qui, nous partageons les valeurs démocratiques. Il est donc, très important, face à ces fléaux nouveaux, qui ont une facilité considérable, à transcender les frontières, d'être armés, pour protéger ses frontières, au sens large du terme, c'est-à-dire, aussi bien les frontières naturelles, que les frontières virtuelles.

Enfin, il y a aussi, une stratégie en matière de crimes, dans l'espace virtuel. Il est bien évidemment, très important, que les Etats unissent leurs efforts, pour essayer de lutter contre ces dangers et ces fléaux, qui prolifèrent, à travers les réseaux sociaux.

## LE LIVRE BLANC DE LA SECURITE ET DE DEFENSE

En plus de la stratégie nationale déclinée en quatre points, tels qu'énoncé ci-haut, nous avons également, commencé à discuter et à rédiger, au sein du ministère de la Défense, un document d'une importance considérable, que l'on a appelé : « Le livre blanc de la sécurité et de la défense ». C'est un document qui sera rédigé au sein de l'Institut national de la défense et sera appelé à constituer la politique publique de l'Etat, en matière de sécurité et de défense, après son approbation par le parlement. Mais, parce que nous considérons, que tout tunisien est concerné par la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la société civile sera également, appelée à se prononcer sur le contenu de ce document.

## STRATEGIE GLOBALE

Cette stratégie sécuritaire, qui constitue la politique publique de l'Etat, en matière de défense et de sécurité, ne constitue en fait, qu'une part, de ce que l'Etat doit faire, en matière de lutte contre le terrorisme et ce n'est pas forcément, la part essentielle. Il ya un travail essentiel, qui doit et sera fait aux niveaux culturel, éducationnel, économique, etc. Ce volet est très important, pour essayer de comprendre, pourquoi un jeune de 20 ans, choisit de devenir terroriste. Une stratégie globale, basée sur une approche

englobant tous les aspects, de la vie en société, doit être élaborée et discutée avec toutes les parties prenantes.

Nous pensons également, que la question de la coopération internationale est d'une importance capitale. Le défi du retour des jihadistes, concerne un nombre important de pays, d'où la nécessité qu'il y ait une stratégie multinationale, pour résoudre ce problème. Il s'agit de convenir de la manière de traiter ces jihadistes, une fois de retour dans leurs pays respectifs, afin de neutraliser leur capacité de nuisance, sans porter atteinte, à leurs droits fondamentaux, en tant qu'êtres humains.

Dernier point, la stratégie globale doit être fondée aussi, sur le renseignement. Le nerf de la guerre, en matière de lutte anti terroriste, c'est le renseignement. Le renseignement, c'est d'abord un renseignement technique et c'est un aussi, un renseignement humain. Lorsqu'on dit que le citoyen doit participer à la défense de sa patrie, cela veut dire, que le citoyen doit participer également, à la défense de sa patrie, en matière de lutte anti-terroriste. Et le renseignement humain, et ça été démontré dans beaucoup de pays, y compris, en Tunisie, constitue une composante importante, en matière de lutte anti-terroriste. Mais il n'y a pas que le renseignement humain, il ya aussi, le renseignement technique. Et en cette matière, la coopération internationale entre les Etats, entre ceux qui ont un savoir faire avancé, en matière de lutte anti-terroriste, et en matière de renseignement, et les autres, est très importante. En la matière, nous avons fait des progrès très importants, en Tunisie.

Comme vous le savez, en peu de temps, nous avons fait un travail considérable en matière de lutte anti-terroriste. Ça n'a pas été simple parce que la Tunisie est un pays, qui reste fragile, sur le plan économique. Il n'y a pas de démocratie, sans un minimum de prospérité et évidemment, lorsque vous avez une jeunesse en pleine attente de postes de travail et d'opportunités de réussites économiques, des attentes légitimes, cela complique encore plus, les choses. Mais il faut rester optimiste. Nous sommes sur la bonne voie, même si cette voie n'a pas été une voie bordée de roses. Ce n'est pas la voie la plus simple. La Tunisie est en train de construire sa démocratie. Et nous pensons que la démocratie est aussi, le meilleur rempart contre tous les dangers, y compris le danger terroriste.

Je vous remercie. □



Première séance

## Quel ancrage dans l'espace régional et euro-méditerranéen ?

Modérateur : **Jean Louis Guigou**,  
Délégué général d'IPEMED



Jean Louis Guigou, Délégué général de l'IPMED (institut de prospective économique du monde méditerranéen) a assuré la modération de la première séance du forum international de Réalités consacrée au thème « la Tunisie et la nouvelle géopolitique mondiale ». Dans un mot introductif il a fait ressortir que la Tunisie en pleine transformation politique, religieuse, économique et

sociale, est obligée de consentir de lourds sacrifices en faisant la guerre au terrorisme. Pour lui, il existe trois forces qui vont dans le sens du développement de la Tunisie. Il y a d'abord, la régionalisation de l'économie. Entre la mondialisation sauvage et le repli sur soi, estime-t-il, il y a un échelon intermédiaire. A cet effet, il remarque que l'UE doit mettre le cap au sud de la méditerranée

après avoir stabilisé les pays de l'Europe de l'Est, ce qui permet de faire du Maghreb, le Mexique de l'Europe. L'Allemagne, a précisé J.L.Guigou a pris la mesure de cette nouvelle donne en s'appêtant à abriter en juillet prochain à Hambourg un G20 qui sera une occasion pour lancer un plan exceptionnel pour l'Afrique. Il y a ensuite la coproduction et, enfin, l'industrialisation du sud.



“  
*La Tunisie  
est obligée  
de consentir de lourds  
sacrifices en faisant  
la guerre  
au terrorisme*”

M. Jean Louis Guigou



## Hatem Ben Salem L'Europe, un grand point d'interrogation

Pour le Directeur de l'PTES, la Tunisie fait face à une nouvelle donne géopoliti-

que en vivant dans un cadre de transformations nationales, régionales et internationales radicales. Bien plus, la construction de l'UMA est en panne et aucun signe d'évolution n'est perceptible, faisant des pays de cet ensemble les grands perdants du non Maghreb.

Au plan arabe, les choses n'évoluent

pas non plus au niveau souhaité, les pays de la région sont aujourd'hui dans l'incapacité de construire un nouvel ordre arabe, n'arrivent plus à jouer leur rôle de temporisation des conflits et différends qui surgissent et font face à des interférences qui viennent du rôle que l'Iran et la Turquie veulent jouer dans la région.

Hatem Ben Salem soutient que l'avenir de la Tunisie est totalement lié à l'Europe, qui reste un grand point d'interrogation. « Devant les défis et le caractère exceptionnel de l'expérience démocratique du pays, ce qui est donné à la Tunisie ne peut être d'aucune efficacité pour faciliter les transformations radicales qu'elle est en train de vivre ». Bien plus, l'émergence de forces extrémistes dans le vieux continent et d'un discours de la haine, du racisme et de radicalité, suscite inquiétudes et questionnements lancinants.

Ben Salem s'interroge sur l'orientation de l'Europe à la confrontation avec la Rus-





“ ce qui est donné à la Tunisie ne peut être d’aucune efficacité pour faciliter les transformations radicales qu’elle est en train de vivre ”

M. Hatem ben Salem

sie, une puissance importante dans le jeu de la sécurité et la stabilité dans le monde. Il s’agit, dit-il, d’un mauvais signal qui va à l’antipode des objectifs recherchés. La même incertitude entoure aujourd’hui les relations entre la Tunisie et les Etats-Unis. D’un allié de la Tunisie sous l’Administration Obama, beaucoup de flou, de doutes

et d’improvisation commencent à voir le jour depuis l’arrivée du Président Trump.

### Amy Hawthorne (POMED) “Trump imprévisible et impulsif”

Amy Hawthorne, spécialiste du monde arabe, directrice adjointe pour la recherche au projet sur la démocratie au Moyen Orient (POMED) à Washington DC, s’est interrogée sur les changements et les zones d’ombre qui caractérisent la politique étrangère américaine depuis la venue du Président Donald J. Trump. Le couac réside en particulier dans son approche du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord qui marque l’amorce de changements où les incertitudes risquent d’être le point fort de cette politique qui peut être déstabilisatrice.

Aujourd’hui, il est difficile de comprendre la politique étrangère de Trump. Outre l’absence de lignes directrices cohérentes, Amy Hawthorne estime que les contradictions de ses déclarations rendent cet exercice quelque peu ardu. Cela s’explique par la personnalité peu conven-

tionnelle de Trump, qui n’a aucune expérience politique ou militaire.

Imprévisible et gagné par l’esprit de contradiction, le Président, Trump exprime, au sujet du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, des avis divergents et inconstants. Trump ne s’intéresse pas aux alliances et ne trouve aucun intérêt aux institutions multilatérales (l’ONU, etc.) en tant que moyen de mettre en œuvre la politique américaine.

Pour Amy Hawthorne, la Tunisie ne peut plus espérer un large soutien économique de Washington dans un avenir proche.

L’argument fondamental d’Obama pour le renforcement de liens avec la Tunisie après 2011 et sa propension à soutenir la seule démocratie arabe, n’est plus de mise. Trump, appréhende ses relations avec la Tunisie principalement à travers le prisme de la lutte anti-terroriste.

Pour le chercheur du POMED, Trump est impulsif, très difficile à prédire dans un monde qui a besoin de stabilité, de prévisibilité de la part des Etats-Unis. Ce style obligera la Tunisie et la région entière de faire des ajustements significatifs. En effet, Trump n’écarte pas la possibilité de réduire de moitié son aide à la Tunisie en la ramenant à 40 millions de dollars.

### Igor Borovkov, Directeur adjoint de l’institut russe des études stratégiques « RISS »

### L’OTAN a fragmenté la Libye

Pour Igor Borovkov, même si la Russie n’est pas un pays méditerranéen, elle n’est pas indifférente à tout ce qui se passe dans cette zone, dont l’importance géostraté-



“ Désormais, la Tunisie ne peut pas espérer un large paquet d’aide économique de Washington, dans un avenir proche. ”

Mme. Amy Hawthorne



“  
La Russie n’a pas d’ambitions idéologiques, comme ce fut le cas au temps de l’ex-URSS”

M. Igor Borokov



gigue n’échappe à personne. En effet, cette mer est un point de passage commercial et militaire stratégique. En témoignent la présence de la 6e flotte américaine dans cette mer et l’existence de bases de l’OTAN dans cette région où l’on assiste à une multiplication des zones de tension et de conflit.

Compte tenu de l’importance de cette région, la Russie n’y est pas restée indifférente et depuis 2015, précise Igor Borokov, le Président Poutine a développé même une nouvelle doctrine maritime dans la région à l’effet de renforcer sa présence navale pour en faire une zone de stabilité politique et militaire et de pouvoir faire face à la menace terroriste.

Pour le directeur adjoint de RISS, parler de vellétés hégémoniques de la Russie et du retour de l’Union soviétique relève de la pure spéculation. La Russie n’a pas d’ambitions idéologiques, comme ce fut le cas au temps de l’ex-URSS et sa politique extérieure est empreinte de pragmatisme. Au sujet de la base navale russe à Tartous en Syrie, il a indiqué qu’elle était jusqu’à

2013 un simple point d’appui non stratégique. « Sa modernisation a été rendue nécessaire pour apporter un soutien aux opérations militaires engagées depuis 2015 contre les groupes terroristes ». Evoquant la situation en Libye, il a indiqué que cette



M. Emilio Cassinello

“  
La Méditerranée a besoin de démocratie et le rôle joué par la Tunisie aujourd’hui est un rôle clé”

crise est une illustration parfaite de l’intervention de l’OTAN qui a transgressé le droit international et précipité la frag-

mentation d’un pays. Il a conclu que son pays œuvre actuellement à réunir tous les belligérants autour d’une même table pour trouver une issue à cette grave crise.

**Emilio Cassinello,**  
Directeur de l’Institut international Toledo pour la paix  
**L’Espagne, un facilitateur de convergences**

Emilio Cassinello a présenté les facteurs de similarité qui existent entre la transition démocratique espagnole et tunisienne. En effet, la constitution espagnole a été le fruit d’un consensus et le pays a connu plusieurs transitions. Une transition politique qui a permis au pays le passage à un système parlementaire et à une monarchie constitutionnelle.

Une transition économique qui a permis le passage d’une autarcie à un marché ouvert. Une transition sociale qui a permis à la femme de recouvrer ses droits. Une transition militaire en mettant en place une armée républicaine contrôlée par le parlement et enfin une transition religieuse qui a scellé la séparation entre l’église et l’Etat. Pour Emilio Cassinello, la Méditerranée a subi de nombreuses influences et de situations d’incertitudes paralysantes qui soulèvent de nombreuses interrogations.

Dans cette tourmente, l’ambition naturelle de l’Espagne, indique-t-il, est d’être un facilitateur de convergences en plaidant pour la résolution des problèmes régionaux selon des approches régionales. Et de conclure que la démocratie a besoin de démocrates et la Méditerranée. □



## Notre Mission

### Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) – Pour la social-démocratie !

#### A propos de nous :

Fondée en 1925, la FES est la plus ancienne fondation politique d'Allemagne. Elle doit son existence et sa fonction à l'héritage politique de Friedrich Ebert, le premier président allemand élu démocratiquement, qui lui a donné son nom.

En tant que fondation politique proche d'un parti social-démocrate, nous appuyons notre action sur les valeurs fondamentales de la social-démocratie que sont la liberté, la justice et la solidarité. Ces valeurs nous lient aux idéaux de la social-démocratie et des syndicats libres. Organisation à but non lucratif, la FES travaille de manière autonome et indépendante.

#### Nos objectifs :

Une société libre et solidaire qui promeut l'égalité des chances en matière de participation politique, économique, sociale et culturelle, sans distinction d'origine, de sexe ou de religion ; une démocratie dynamique et solide ; une économie portée par une croissance durable et offrant un travail décent pour tous ; un état social qui offre de meilleurs systèmes de formation et de santé, lutte contre la pauvreté et protège contre les principaux aléas de la vie ; un pays qui assume ses responsabilités pour la paix et le progrès social en Europe et dans le monde.

#### Nos actions :

Nous œuvrons pour la promotion et le renforcement de la social-démocratie, notamment à travers

- ♥ **la formation politique** en vue de renforcer la société civile. Nos programmes d'information, d'orientation et de qualification créent les conditions d'un engagement politique, syndical et citoyen réussi. Nous améliorons la participation des citoyennes et citoyens au débat public et aux processus de décision ;
  - ♥ **le conseil politique** : nous formulons des propositions sur les questions centrales de la politique économique, sociale et éducative et du développement de la démocratie. A l'intersection de la recherche et de l'action politique, nous diffusons dans l'espace public des idées en faveur d'un ordre économique et social juste et durable au niveau national, européen et mondial ;
  - ♥ **la coopération internationale** : avec des bureaux à l'étranger dans plus de 100 pays, nous défendons les droits de l'homme et une politique de coopération pacifique, encourageons la mise en place et la consolidation de structures démocratiques, sociales et constitutionnelles et favorisons l'émergence de syndicats libres et d'une société civile forte. Nous nous engageons avec force pour une Europe sociale, démocratique et compétitive dans le cadre du processus d'intégration européenne ;
  - ♥ **l'octroi de bourses** essentiellement destinées aux étudiants et doctorants issus de familles à faible revenu ou issus de l'immigration. Nous contribuons ainsi à améliorer l'égalité des chances dans l'accès aux formations ;
  - ♥ **la mémoire collective de la social-démocratie** : grâce à un centre d'archives, une bibliothèque dédiée et la mise en place de projets de recherche en histoire contemporaine, nous contribuons à garder vivante l'histoire de la social-démocratie et des syndicats et soutenons la recherche sociopolitique et historique.
-



Deuxième séance

Voisinage stratégique en restructuration

## Quelle place pour la Tunisie dans une géopolitique en mutation ?

Modérateur : **Hassen Zargouni**,  
directeur du cabinet Sigma Conseil



« *La Tunisie dans son voisinage stratégique en restructuration* » était le thème de la deuxième séance de la première journée du Forum international de Réalités. Animé par Hassen Zargouni, directeur du cabinet Sigma Conseil, le panel a constitué l'occasion pour les intervenants d'interagir avec l'assistance sur les défis géopolitiques auxquels la Tunisie fait face dans son voisinage maghrébin, africain, méditerranéen, mais également avec d'autres acteurs de la scène internationale, à leur tête les États-

Unis et l'Union européenne (UE).

Quelle place pour la Tunisie dans ce paysage géopolitique en ébullition ? C'est à cette problématique que les conférenciers ont tenté de répondre. « *Difficile de définir la zone géographique à laquelle appartient la Tunisie* », a commencé par dire Hassan Zargouni, qui précise, avant de donner le coup d'envoi à la séance, que la notion du voisinage varie en fonction « *du contexte dans lequel on évolue ou à travers lequel on analyse la situation du pays* ».

## Steven Ekovich, professeur à l'université américaine de Paris Les États-Unis, principaux fournisseurs d'équipements militaires à la Tunisie

Steven Ekovich, professeur à l'université américaine de Paris, commence par





➔ un constat qui souligne la faiblesse des relations commerciales et économiques liant les États-Unis au Maghreb : 1% des échanges commerciaux et des investissements américains se font avec cette zone, contre 50% pour l'Asie. « *Les intérêts économiques avec la Tunisie sont minces* », concède-

t-il pour le cas de la Tunisie, mais il enchaîne en affirmant que les deux pays ont toujours été côte à côte. « *Défendre la Tunisie, c'est défendre un pays arabe démocratique, et il y va de l'intérêt des États-Unis* », déclare-t-il.

L'universitaire rappelle que les relations tuniso-américaines sont positives, et

ce depuis l'arrivée de Habib Bourguiba au pouvoir après l'indépendance. « *L'Amérique n'a jamais fait de mal à la Tunisie* », dit-il. La coopération entre les deux pays est, notamment, d'ordre militaire. De fait, selon Steven Ekevich, 75% du matériel militaire de la Tunisie provient des États-Unis. Qu'en est-il des relations tuniso-américaines avant le 14 janvier 2011 ? D'après le professeur universitaire, les États-Unis avaient l'intention de suspendre toute forme d'aides à la Tunisie à l'ère de Ben Ali. « *Le régime n'agissait pas dans l'optique de la guerre contre le terrorisme* », explique-t-il.

Steven Ekevich poursuit en rappelant que les intérêts sécuritaires des États-Unis sont importants dans la zone méditerranéenne. « *On ne peut concevoir l'arrêt du soutien américain à la Tunisie* », conclut l'universitaire.



“  
*La notion de voisinage varie en fonction du contexte dans lequel on évolue ou à travers lequel on analyse la situation du pays*”

M. Hassen Zargouni

«  
Défendre la Tunisie, c'est défendre un pays arabe démocratique, et il y va de l'intérêt des États-Unis »

M. Steven Ekvovich



## Abou Diab Khattar, enseignant à l'université de Paris Sud

### La Tunisie, ce pays « multi-identitaire » aux enjeux géopolitiques importants

Abou Diab Khattar, enseignant à l'université de Paris Sud, spécialiste du Moyen-Orient, de la Méditerranée et du monde musulman, souligne, de son côté, que l'environnement géopolitique, aujourd'hui, est en mutation. La Tunisie, selon Abou Diab Khattar, possède cinq identités, à savoir maghrébine, africaine, arabe, musulmane et mondiale. « C'est un cas unique, un microcosme important, le berceau du printemps arabe. La Tunisie est un pays important d'un point de vue géopolitique, d'où l'intérêt qu'elle suscite », explique-t-il. Par ses cinq identités et ses appartenances, la Tunisie a subi de plein fouet les effets de la crise financière de 2008 et ceux de la chute du capitalisme, d'après l'universitaire.

D'autre part, Abou Diab Khattar considère que l'Union du Maghreb et le système régional arabe ont été « enterrés », et ce depuis l'intervention des États-Unis

«  
Pour réussir la mutation tunisienne, il faut que les Tunisiens sachent compter sur eux-mêmes »

M. Abou Diab Khattar



en Irak, en 2003. « Aujourd'hui, Israël, l'Iran et la Turquie se disputent le Moyen-Orient. Le défi, pour la Tunisie, est de ne pas regarder uniquement vers l'Europe, puisque cette même Europe fait face à ses propres problèmes », déclare le spécialiste du Moyen-Orient, de la Méditerranée et du monde musulman, qui considère que l'Europe doit se rappeler que son avenir est lié à celui de l'aile sud

«  
L'Allemagne, souhaite que la Tunisie devienne une terre d'accueil pour les réfugiés refoulés de Syrie »

Mme Gisela Baumgratz



sincère. « La Tunisie est importante dans ce monde en mutation. Pour réussir la mutation tunisienne, il faut que les Tunisiens sachent compter sur eux-mêmes », conclut-il.

## Gisela Baumgratz, professeure universitaire en sciences sociales

### « Dire non aux cadeaux empoisonnés de l'UE »

De son côté, Gisela Baumgratz, professeure universitaire allemande en sciences sociales, n'a pas mâché ses mots sur la question des relations maghrébo-européennes. C'est toute la politique de l'UE, vis-à-vis du Maghreb et de la zone méditerranéenne, qui a été remise en question par l'universitaire, qui parle même de « cadeaux empoisonnés » en évoquant les accords avec le Vieux Continent. « Il faut avoir le courage de dire non aux cadeaux empoisonnés de l'Union », lance-t-elle.

de la Méditerranée, « de la Turquie jusqu'à la Tunisie », précise-t-il. « L'Europe aura tort de ne pas prendre en considération ce fait, surtout en ce qui concerne la Tunisie. », enchaîne-t-il, rappelant que l'engagement européen de l'Europe vis-à-vis de la Tunisie demeure

La politique européenne, selon Gisela Baumgratz, est loin d'être gérée par les politiciens, mais plutôt par les lobbies créés par les grandes entreprises. « Il arrive que des projets de loi ne soient soumis au Parlement ou à un Conseil des ministres qu'après avoir été examinés par la loupe des lobbyistes. Ces derniers veillent à ce que les intérêts des entreprises ne soient pas affectés par telle ou telle décision politique », explique-t-elle.

Autre volet abordé par Gisela Baumgratz : l'accord de libre-échange signé entre la Tunisie et l'Union européenne. Cet accord, à titre d'information, est venu remplacer l'accord d'association signé en 1995 et qui a pris fin en 2008. Selon l'universitaire, le système de libre-échange a plongé l'industrie tunisienne dans une crise et a conduit 3000 entreprises à fermer leurs portes. De fait, ces dernières ont été exposées à la concurrence des entreprises



⇒ européennes. Elle va plus loin en affirmant que la politique européenne a conduit à la Révolution tunisienne. « L'Union européenne veut faire de la Tunisie la Turquie numéro 2. L'Allemagne, à titre d'exemple, souhaite que la Tunisie devienne une terre d'accueil pour les réfugiés refoulés de Syrie, qu'ils soient tunisiens ou d'une autre nationalité. L'accord a déjà été signé », déclare-t-elle encore.

### Khalifa Chater, historien et universitaire, spécialiste de l'époque moderne et contemporaine

## Enrichir la « maghrébinité » de la Tunisie

L'autre intervention à retenir lors de la séance consacrée au thème de « La Tunisie dans son voisinage stratégique en restructuration » est celle de Khalifa Chater, historien et universitaire, spécialiste de l'époque moderne et contemporaine. Il évoque, tout d'abord, l'affaiblissement de l'Union

du Maghreb arabe (UMA) qui, selon ses mots, « fait partie d'une certaine virtualité ». De ce fait, une volonté d'aller voir ailleurs a émergé, notamment en Tunisie, qui est allée voir du côté de la communauté orientale, d'après l'historien.

« Les relations économiques entre les pays d'Afrique du Nord ne sont pas complémentaires, ce qui crée un malaise et de la souffrance dans ces pays. Il est, de ce fait, vital d'enrichir la « maghrébinité », et ce à travers le renforcement des relations avec l'Afrique subsaharienne et l'Europe », souligne Khalifa Chater. L'universitaire s'interroge, par la suite, sur les relations pouvant lier la Tunisie à ses voisins, notamment l'Algérie et la Libye. « Elle [l'Algérie] peut inquiéter. Quelle sera l'alternative au pouvoir actuel ? Et qu'en est-il de la Libye ? Certains s'étonnent de voir la Tunisie tisser des relations avec le pouvoir à Tripoli. Or, les dérives de ce pouvoir peuvent avoir plusieurs impacts sur la Tunisie », s'interroge encore l'historien.

Il déplore, par ailleurs, l'influence négative de l'expansion turque au détriment de l'industrie tunisienne. Et de conclure :

« L'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne ou encore le Portugal : tous souhaitent entretenir des relations avec la Tunisie. Cependant, il ne s'agit que de virtualités. La vraie question est de savoir comment va-t-on rendre ces virtualités réelles ».

## Existe-t-il une sortie de crise ?

La séance a été clôturée par un débat où l'assistance a réagi aux propos des quatre conférenciers. Plusieurs intervenants, dans le public, ont souligné l'augmentation des inégalités dans la région méditerranéenne, qui a conduit à la recomposition des structures sociales dans les pays et à un bouleversement de la vie politique, notamment en France avec l'arrivée d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen sur les devant de la scène. Autre interrogation notable, soulevée par Adel Ben Youssef, maître de conférences à l'Université Côte d'Azur (Nice) : quelle alternative au système capitaliste qui a montré ses limites ? « Sommes-nous capables d'inventer un modèle de société plus juste », s'est-il interrogé.

D'autres questions ont porté sur la signification même de l'expression « la Tunisie de demain », qui est le thème central du Forum International de Réalités. Face à cette question, l'universitaire allemande Gisela Baumgratz est revenue sur les « cadeaux empoisonnés de l'UE ». « Ce demain en question commencera lorsque les Tunisiens auront eu le courage de refuser les cadeaux empoisonnés de l'Union européenne. Avec sa politique, l'Union a détruit ses relations traditionnelles avec l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne », a-t-elle expliqué. □



« Il est, de ce fait, vital d'enrichir la « maghrébinité », et ce à travers le renforcement des relations avec l'Afrique subsaharienne et l'Europe »

M. Khalifa Chater

# ATB AWALSAKAN

Le programme premier  
logement sur **25 ans.**



Pour de plus amples informations veuillez  
vous rendre à l'une de nos agences ou consulter  
notre site web : [www.atb.tn](http://www.atb.tn)

[www.atb.tn](http://www.atb.tn)

 ATB TUNISIE



# ATB

البنك العربي لتونس

Des professionnels  
pour vous.



Troisième séance

## Quels enjeux sécuritaires et quelles solutions ?

Modérateur : **Senen Florensa**,  
Président de l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed)



Organisée sous le thème « *La Tunisie de demain et les enjeux de sécurité et de défense : un spectre volatil* », la troisième séance de la première journée du Forum international de Réalités, a porté sur les enjeux sécuritaires et de défense, auxquels fait face aujourd'hui la Tunisie en transition démocratique. Les intervenants, experts en la matière, ont essayé de cerner les menaces qui pèsent sur la sécurité de la Tunisie et ont par là

même occasion livré leurs propositions de solutions qui pourraient faire face à ce fléau intercontinental.

Senen Florensa, modérateur de la séance et président de l'ITEMED, s'est montré inquiet quant à la situation de l'ensemble des pays méditerranéens et particulièrement la Tunisie, frontalière avec la Libye. Il a ajouté que la Tunisie fait face à des menaces sécuritaires intérieures mais aussi extérieures.

« *Vous avez un entourage général dans toute la région extrêmement compliqué qui vous complique la vie. Plusieurs parties de l'intérieur et de l'extérieur, essaient d'empêcher la transition démocratique et cherchent à faire avorter la Révolution et à mettre terme au progrès de la Tunisie. On cherche à faire reculer le pays plusieurs siècles en arrière.* » a-t-il affirmé. Et d'ajouter : « *Le monde a tellement changé. Les concepts et les réflexions ne sont plus les mêmes. La guerre n'est plus ce qu'elle était. La*



M. Senen Florensa

« Plusieurs parties de l'intérieur et de l'extérieur, essayent d'empêcher la transition démocratique et à faire avorter la Révolution tunisienne »

politiques et sociales. L'expérience montre que la violence, les conflits et le terrorisme se nourrissent de la peur, de la méfiance ainsi que du désespoir provenant de la pauvreté et des frustrations. Ces dernières qui se manifestent sous forme de radicalisation, de djihadisme et de salafisme ne vont pas se résoudre du jour au lendemain. Ce terrorisme lié à l'Islam extrémiste risque de durer 150 ans. »

Selon lui, ces frustrations sont dus notamment aux pertes de valeurs, à l'absence de causes de motivation et se traduisent ensuite sous formes de radicalisation et d'extrémisme allant jusqu'au passage à l'action.

En ce qui concerne les solutions pour faire face à la menace terroriste dans l'ensemble de la région et particulièrement en Tunisie, Eric Denecé a mis l'accent sur la nécessité de savoir gérer les quelques milliers de combattants qui ont rejoint Daech au cas où ils décident de rentrer chez eux. D'après lui, l'enjeu est de gérer ces personnes qui sont dans la plupart des cas des ex-délinquants et des personnes souffrants de troubles psychologiques qui n'ont rien à voir avec la religion.

L'expert en renseignement a également mis l'accent sur la nécessité de mener des actions afin de mettre un terme à la radicalisation en général et celle féminine en particulier. D'après lui, la menace terroriste risque de se proliférer plus rapidement une

⇒ *guerre d'aujourd'hui c'est la cybernétique, le terrorisme, la déstabilisation. L'armée et les équipements militaires ne sont plus les instruments fondamentaux de cette guerre qui met en péril la sécurité humaine, financière et économique ».*

**Eric Denecé, directeur du centre français de recherche sur le renseignement (CF2R)**

## Les arabo-musulmans, premières victimes du terrorisme

Pour Eric Denecé, directeur du centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), les premières victimes du terrorisme sont les arabo-musulmans et non pas les Européens. En effet, 90% des actions terroristes qui ont eu lieu pendant les 15 dernières années ont eu lieu dans le monde arabo-musulman. « A titre d'exemple, en France, le nombre des victimes du terrorisme pendant ces 15 dernières années s'élève à 350, soit une moyenne de 22 morts par an ce qui est très insignifiant par rapport aux milliers de victimes du terrorisme dans le monde arabo-musulman. Toutefois le phénomène du terrorisme occupe 85% de l'espace des médias. Les médias en parlent trop mais finalement l'Europe est très peu touchée par ce fléau par rapport aux pays arabo-musulmans ».

Selon lui, les nombreuses attaques qui ont eu lieu en Tunisie ont engendré d'importantes pertes sur le plan économique, étant donné que le secteur du tourisme, l'un des piliers de l'économie tunisienne, a été extrêmement touché par cette vague de terrorisme. Selon Eric Denecé, cette menace terroriste pourrait s'amplifier notamment avec le retour des djihadistes en Tunisie. « Ce qui menace le plus la Tunisie est sans doute le retour de milliers de combattants tunisiens qui sont partis participer à la lutte, en Syrie, en Irak et en Libye et qui pourraient un jour revenir sur le

territoire tunisien et mener des actions. On estime cela parce que l'Algérie avait vécu le même scénario dans les années 1990 où les combattants rentrant à la fin de conflits chez eux, ont à chaque fois déclenché de véritables problèmes et mené des attentats un peu partout à travers le pays. Les Algériens ont vécu ce phénomène pendant plusieurs années et ça n'a pas encore été résolu. On craint que cela se répète en Tunisie et notamment au niveau des frontières avec la Libye, mais aussi avec l'Algérie qui vit toujours des troubles. »

D'après Eric Denecé, la menace terroriste persistera dans l'ensemble de la région tant qu'il y a toujours des frustrations politiques et sociales. « La guerre a changé de nature, elle se nourrit désormais des frustrations



fois que la radicalisation touche désormais le sexe féminin.

Quant au rôle des renseignements dans la lutte contre la menace terroriste, l'expert sécuritaire s'est montré inquiet quant à la nature du travail de renseignement d'aujourd'hui. Il a expliqué que le travail de renseignement est devenu plutôt un travail policier. Il a dans ce contexte évoqué l'absence de réflexions à long terme. « *Tout le monde travaille désormais à court terme pour empêcher les attentats terroristes à quelques semaines. On se contente donc de se baser sur des informations policières. Alors qu'en réalité il faut qu'on se base sur des réflexions moyen et long termes pour pouvoir comprendre les racines de ces problématiques et de ces menaces* », a-t-il affirmé. Il a dans ce contexte mis l'accent sur la nécessité de remettre la Tunisie dans son environnement régional pour pouvoir bien décrypter les événements internationaux et leur donner une autre dimension. C'est ainsi qu'on pourra certainement avoir une vision objective et réaliste des choses.

Par ailleurs, l'expert sécuritaire a mis en cause la spontanéité des révolutions du printemps arabe en évoquant une intervention occidentale. D'après lui, l'alliance des USA avec le régime saoudien et avec les Frères musulmans a conduit à cette situation de chaos.



M. Eric Denecé

“  
Ce qui menace le plus  
la Tunisie est sans doute  
le retour de milliers de  
combattants tunisiens  
qui sont partis partici-  
per à la lutte en Syrie  
”

« *Quand on ferme les yeux sur la guerre que mène l'Arabie Saoudite au Yémen et nous contentons de dénoncer ceux qui sont nos ennemis, on est là très mal placé pour donner des leçons de démocratie aux autres. Les USA doivent désormais être plus cohérents dans leur façon de promotion de la démocratie pour éviter une politique à deux vitesses* », a-t-il ajouté.

**Mehdi Taje, directeur  
du département des politiques  
publiques, Etudes stratégiques  
et Prospectives**

## Le terrorisme n'est pas la seule menace

Pour sa part, Mehdi Taje, directeur du département des politiques publiques, Etudes stratégiques et Prospectives, a affirmé que la menace terroriste est devenue la menace principale de la sécurité nationale. Il a ajouté qu'un attentat terroriste commis en Tunisie provoque des répercussions négatives sur l'économie nationale à long terme. « *Qu'on le veuille ou non, la menace terroriste est devenue la menace principale en Tunisie. Un acte nous pénalise sur deux ou 3 ans et provoque un impact considérable sur l'image du pays et sur le secteur touristique en tant que pilier de l'économie nationale* », a-t-il indiqué.

Mehdi Taje a toutefois mis l'accent sur les avancées considérables réalisées par les unités sécuritaires et militaires, évoquant dans ce contexte l'acquisition de nouveaux matériaux, la montée en gamme capacitaire, l'intensification des formations au profit des sécuritaires et des militaires, ainsi que le renforcement du niveau de coopération en matière de sécurité avec plusieurs pays et partenaires stratégiques, ainsi que l'amélioration du niveau de renseignement stratégique qui est au cœur de la lutte contre le

terrorisme.

Par ailleurs le jeune chercheur a indiqué que la menace terroriste n'est pas seule à mettre en péril la sécurité nationale. Il a dans ce contexte évoqué la montée de la logique tribale un peu partout à travers le pays, en faisant référence à la confiscation des richesses du pays telles que le pétrole et le phosphate par les habitants de certaines régions. Selon lui, ces tensions sociales pourraient peser sur la sécurité nationale une fois qu'elles sont instrumentalisées par des parties extérieures pour des fins malveillantes et pour affaiblir l'Etat.

Une autre menace qui pèse sur la sécurité est celle liée au rejet de l'Etat par des minorités communautaires, arabe ou encore islamique.

En ce qui concerne les solutions pour faire face à ces menaces sécuritaires, Mehdi Taje a jugé nécessaire de tenter de comprendre le phénomène de manière rationnelle. Mehdi Taje a indiqué que la compréhension de la complexité géopolitique de la menace terroriste se base sur 6 points stratégiques. Il s'agit de :

- La définition consensuelle du terme terrorisme par la détermination de la part des jeunes déracinés facilement manipulables et celle de l'instrumentalisation commanditaire.

- L'élaboration d'un bon diagnostic de la menace et d'une bonne stratégie propre à la Tunisie en analysant le contexte local régional et international.

- La réintégration du phénomène du terrorisme dans l'histoire du fait que la colonisation a inversé les rôles dominants dominés.

- Comprendre l'islamisme en tant que nouvel horizon révolutionnaire d'existentialisme dans un contexte de déracinement.

- L'exclusion des fausses certitudes et d'éviter de se contenter de la partie émergée de l'iceberg qui fait de la religion première

⇒ cause du phénomène, alors qu'en réalité, les organisations criminelles transnationales en sont la principale cause.

- La compréhension des calculs et jeux stratégiques des puissances régionales et internationales qui ont tendance à instrumentaliser certains groupes pour des fins stratégiques géopolitiques et pour servir des agendas masqués.

**Alvaro de Vasconcelos, ancien directeur de l'institut d'études de sécurité de l'UE**

## Les salafistes ne sont pas forcément djihadistes

Pour Alvaro de Vasconcelos, ancien directeur de l'institut d'études de sécurité de l'Union européenne, la Tunisie fait aujourd'hui face à des dangers sécuritaires majeurs d'autant plus qu'elle est frontalière avec la Libye, ce pays qui fait partie d'une région en réintégration et où la guerre est l'état normal. « Ceci aggrave la situation sécuritaire de la Tunisie qui a d'une part ses propres problèmes internes de sécurité notamment avec la propagation de mouvements djihadistes sur les hauteurs notamment au niveau des frontières avec l'Algérie. Il y a eu des attentats terroristes et politiques un peu partout dans le pays pour dérailler le processus transition démocratique et pour semer la terreur », a-t-il lancé.

En ce qui concerne les solutions pour tenter de cerner ce phénomène, Vasconcelos a mis l'accent sur la nécessité de faire face à l'effet miroir qui consiste à la valorisation d'un acte de terreur d'une manière exagérée dans les médias de masse, mais aussi dans les discours des politiques opportunistes qui cherchent à gagner des points sur la scène politique en jetant la lumière sur la menace sécuritaire et en lançant de fausses promesses. Il a également mis en garde contre la confusion entre les mouvements djihadistes extrémistes avec l'Islam, l'Islam politique, et les mouve-

“  
*Qu'on le veuille ou non, la menace terroriste est devenue la menace principale en Tunisie*  
”

M. Mehdi Taje



ments salafistes qui ne sont pas forcément djihadistes. Selon lui, les mouvements djihadistes sont plutôt des mouvements politiques armés et non pas des mouvements religieux. L'expert sécuritaire a également mis en garde contre le recours à l'armée pour vaincre le terrorisme. D'après lui, il faut savoir différencier entre un acte de guerre et un acte de police. C'est pour ça que les actes terroristes doivent être contrôlés par la police, par les services de renseignement et non pas par l'armée.

Vasconcelos a mis l'accent sur la nécessité de la défense de l'Etat de droit, de la démocratie et des libertés. « Il faut savoir que la violence telle que les actes de torture ou autre engendre et légitime la violence djihadiste. On ne peut pas combattre les mouvements djihadistes tant qu'on n'est pas garant des droits et des libertés. Ceci donne une légitimité aux actes de violence commis par ces terroristes » a-t-il lancé.

En ce qui concerne le niveau de coopération entre la Tunisie et l'Union européenne, l'expert sécuritaire a affirmé que l'UE doit faire de la Tunisie une priorité absolue l'appelant ainsi à lui apporter davantage de soutien aussi bien sur le niveau financier que logistique. « La Tunisie est le seul espoir de consolidation de la démocratie dans le monde arabe et dans le Sud méditerranéen. Une Tunisie démocratique aura certainement un impact positif sur l'ensemble de la région. Il faut

rappeler que le printemps arabe a vu le jour en Tunisie et s'est répandu dans d'autres pays ».

## Une population découragée et des politiques hostiles à l'Etat à l'origine de la crise ?

Une fois le débat est lancé, Adel Ben Youssef, maître de conférences à l'Université de Nice-Sophia, est revenu sur l'intervention d'Eric Denecé où il affirme que le phénomène du terrorisme pourrait durer 150 ans avant d'être éradiqué. Se basant sur ses recherches et analyses personnelles en tant que chercheur, Adel Ben Youssef a indiqué que l'éradication du terrorisme pourrait se faire plus rapidement que ça si on se base désormais sur des études ciblant la population à laquelle personne ne s'intéresse qui est celle des découragés. « Toutes les recherches se basent uniquement sur deux types de populations. Celle qui travaille et celle qui est au chômage. Toutefois personne n'a jugé nécessaire de s'intéresser à la population des découragés qui ne sont pas réellement au travail et qui ne pointent pas aux bureaux d'emploi. Leur nombre en Tunisie s'élève à 400 mille personnes. Ils sont découragés, ils ne cherchent plus rien du tout. Ces jeunes sont la cible par excellence des djihadistes. Ces derniers pourraient les influencer grâce aux nouveaux outils technologiques au bout de quelques minutes », a-t-il expliqué.

Quant à Hichem Amri, ingénieur et enseignant à l'ISET de Sidi Bouzid, la montée de politiciens incompetents, hostiles à l'Etat et non démocrates pourrait être à l'origine de la crise. « Le terrorisme que nous vivons aujourd'hui pourrait être le résultat de la montée au pouvoir de politiciens incompetents, hostiles à l'Etat. Ceux qui avaient lutté contre la dictature ne sont pas forcément des démocrates. Ces politiciens ont été et seront à l'origine de la création d'une génération mal encadrée qui manque de sens d'appartenance à l'Etat, ce qui pourrait certainement aggraver la situation » a-t-il affirmé. □

“  
*On ne peut pas combattre les mouvements djihadistes tant qu'on n'est pas garant des droits et des libertés.*  
”

M. Alvaro de Vasconcelos





# MultiProd Tunisia

Service Audiovisuel

**Toute notre expertise  
de l'audiovisuel est à votre service  
valoriser un savoir faire**



## Tournage vidéo



Notre équipe de cadres professionnels met à disposition ses talents pour réaliser vos projets et idées que ce soit pour des films publicitaires, institutionnels ou des événements

Bénéficiez d'un grand savoir faire et d'une vision innovante et créative de la photographie événementielle et des prises de vues corporate grâce à nos photographes professionnels de renommée

## Photographie



## Sonorisation & lumière



Nous disposons d'un matériel technique intégral son / éclairage / structure afin d'assurer une ambiance colorée et un excellent son pour vos événements et concerts

Nous avons un large choix d'écrans INDOOR et OUTDOOR qui devraient satisfaire toutes vos exigences en matière de diffusion

## Live streaming HD



& traduction simultanée

Partagez instantanément votre contenu avec toute votre audience, quelque soit la langue et la position géographique de cette dernière

## Post-production vidéo



Profitez de nos compétences en matière d'habillage TV et effets numériques 2D et 3D afin de sublimer vos réalisations audiovisuelles et bénéficiez d'un rendu final correspondant à vos attentes

## Mur à LEDS



112 Av. Louis Braille, 1er Etage  
Cité El Khadhra 1003 Tunis

[www.multiprod.tn](http://www.multiprod.tn)

[www.facebook.com/multiprodtn](https://www.facebook.com/multiprodtn)

(+216) 71805959

(+216) 71805959

(+216) 55616116

[contact@multiprod.tn](mailto:contact@multiprod.tn)

20 ANS FORUM  
INTERNATIONAL DE REALITES

La Tunisie  
de Dema

27 et 28 Avril 2017

Ambra Thalassos...smine



Quatrième séance

## “La Tunisie et la nouvelle économie mondiale”

Modérateur : **Tahar Sioud**,  
ancien ministre et ancien diplomate



Au milieu des débats actuels sur la transition économique de la Tunisie dans un contexte international appuyé sur la mondialisation, le forum de *Réalités* vient apporter une nouvelle piste de réflexion. Des experts et responsables politiques ont réfléchi ensemble sur l'avenir de la Tunisie sous le thème de la Tunisie de demain.

Tahar Sioud, ancien ministre et ancien diplomate, nous livre le fruit de sa longue

expérience dans le domaine et nous précise les actions que nous pouvons accomplir pour une meilleure diplomatie économique efficace qui contribuera au renouveau du pays.

Après avoir dressé un bilan des mutations politiques, géopolitiques économiques et sociales survenues dans le monde et dans la région, Tahar Sioud, propose des préalables nécessaires pour que la Tunisie se po-

sitionne dans ce contexte. Il est primordial selon lui de gagner le pari de la transition démocratique sous le signe de la concorde et de l'unité nationale, relever le défi de la sécurité et de la stabilité et mettre en place un modèle de développement durable, basé sur les potentialités nationales, ouvert sur l'économie mondiale de développement durable et consacrant les réformes structurelles nécessaires. Tahar Sioud appelle le

“ Il est primordial de gagner le pari de la transition démocratique sous le signe de la concorde et de l’unité nationale ”

M. Tahar Sioud



tenir. Il s’agit d’une campagne européenne dans le but est de convaincre les parlementaires européens de soutenir la Tunisie.

Pour Tahar Sioud, la Tunisie bénéficie de plusieurs atouts géopolitiques économiques et culturels, avec une qualité certaine de ses ressources humaines et de ses compétences. La Tunisie peut se prévaloir également d’être le lien agile entre l’Europe, l’Afrique et l’Asie. Pour lui, il faut promouvoir la marque « Tunisie » pour drainer les IDE et stimuler le tourisme.

➔ gouvernement à établir un statut privilégié de l’investissement tant national qu’étranger favorisant le partenariat financier, technologique et commercial. Pour y arriver « il nous faut aussi définir les objectifs et les moyens, du moins à court terme, nécessaires à la réussite d’un tel projet ». Ainsi, il suggère d’intégrer la composante économique dans la diplomatie tunisienne en vue de drainer les opportunités de coopération, d’investissement et de partenariat.

### Chakib Nouira, homme d’affaires et ancien président de l’IACE Mettre en place un plan de relance économique

Chakib Nouira Rejoint cette analyse et signale que « plus les pays et les entreprises s’internationalisent plus la diplomatie doit jouer pleinement son rôle ». Par ailleurs, il est indispensable, selon lui de « mettre en place un plan de relance économique et de mise à niveau en rapport avec le plan d’action sur le partenariat privilégié avec l’Union européenne, moyennant la mobilisation d’un soutien financier substantiel (un plan Marshall quinquennal) pour rendre le statut

de partenariat privilégié équilibré et équitable ». Dans ce cadre, Chakib Nouira rappelle le rôle important de la société civile à travers l’Association le « Cercle de Kheireddine » dont il est membre. D’ailleurs, un plan Marshall a été lancé par elle. Il s’agit de récolter les 20 milliards d’euros qui manquent aux 60 milliards d’euros, le montant de l’investissement en Tunisie pour les cinq ans à venir. Dans ce cadre Nouira annonce que le



Mme Lilia Rebai

### Lilia Rebai, directrice des programmes du réseau EuroMed Droit Pour une nouvelle image de la Tunisie

Leila Rebai considère que « Nous avons besoin d’une nouvelle image de la Tunisie que

“ Voulons-nous continuer dans le tourisme de masse à bas prix, ou allons nous monter en gamme vers un tourisme haut de gamme à forte valeur ajoutée ? ”

4 mai prochain, le cercle de Kheireddine rencontrera des parlementaires italiens pour lancer un appel de la Tunisie pour la sou-

nous voulons véhiculer. Celle d’aujourd’hui, une Tunisie à bas prix et pas de très bonne qualité, basée sur la sous-traitance, où voulons-nous changer ? ». Elle évoque l’exemple du secteur du tourisme. « Voulons-nous continuer dans le tourisme de masse à bas prix, ou allons nous monter en gamme vers un tourisme haut de gamme à forte valeur ajoutée ? »

Pour réussir notre nouvelle diplomatie économique, il est indispensable que la Tunisie valorise ses relations privilégiées avec le Maghreb, le Moyen Orient et l’Europe. « La Tunisie devra garder la latitude de redéployer sa diplomatie dans le sens d’une plus grande diversification de ses relations extérieures, notamment sur le plan économique en direction des pays amis d’Afrique, d’Asie et d’Amérique, parole d’un ancien diplomate » signale Tahar Sioud.

“ Plus les pays et les entreprises s’internationalisent plus la diplomatie doit jouer pleinement son rôle ”

M. Chakib Nouira





## Slim Feriani, PDG de la BFPME La Tunisie peut être un hub pour l'Afrique

Pour Slim Feriani, PDG de la BFPME, l'Afrique coptera d'ici 2050 deux milliards de personnes où la croissance sera exponentielle. « *Nous avons pris du retard sur l'Afrique, mais nous pouvons le rattraper. Cela se concrétise avec les nouvelles lignes aériennes récemment ouvertes et la diplomatie économique qui vient de commencer. Ainsi, la Tunisie peut être un hub pour l'Afrique, tout en se concentrant sur les marchés du Nord* ». Slim Feriani ajoute que le capital de la BFPME est de 100 millions de dinars pour un PIB national de 100 millions de dinars, certes peu mais la BFPME peut faire la différence et créer des opportunités notamment dans les régions intérieures du pays. Lilia Rebai quant à elle, a fait un parallèle entre l'économie de la Tunisie en 1986 et celle d'aujourd'hui en matière de relations internationales.

Selon elle, cela nous aidera à comprendre et peut être trouver les moyens de faire mieux. « *Ces 12 années d'ouvertures progressives avec le programme de mise à niveau ont échoué sur le plan social et n'étaient pas capables d'assurer une richesse pour tous les Tunisiens. Il faut reconnaître l'échec de l'aide*



M. Slim Feriani

“  
*Nous avons pris du retard sur l'Afrique, mais nous pouvons le rattraper*  
”

*européenne. une aide qui ne génère pas de croissance* », a-t-elle constaté.

## Adel Ben Youssef, professeur assistant à l'université de Nice La Tunisie de demain et la fracture numérique

L'homme de la technologie Adel Ben Youssef nous parle du tsunami technologique survenu dans le monde depuis quelques années. Selon lui « *le changement*

*technologique dans les 5 prochaines années est équivalent au changement technologique des 50 dernières années* ».

La Tunisie est amenée à suivre ses mutations technologiques, pour ce faire, le gouvernement a mis en place une stratégie pour la Tunisie de demain, « *TUNISIE 2020* ». Pour y arriver, Adel Ben Youssef présente ces préalables. Tout d'abord, il faut assurer la couverture totale sur tout le territoire et pour tous les citoyens tunisiens, faire basculer le modèle d'enseignement de l'ancien modèle au nouveau modèle et ce avec la généralisation de l'apprentissage des e-skills et la modification de l'expérience d'enseignement (supports, nature des interactions et des formats de l'apprentissage).

Ben Youssef préconise la transformation de l'Administration, héritée du XIXe siècle en une Administration du XXIe siècle, avec la dématérialisation croissante des interactions (homme – Administration pour arriver à zéro papiers d'ici 4 ans). Adel Ben Youssef estime que les stratégies politiques vont dans le bon sens, car il y a une bonne compréhension des enjeux et des avantages colossaux que pouvait avoir cette stratégie. A titre d'exemple, dans le secteur économique, des industries, ainsi que de nouveaux profils peuvent exister. □



M. Adel Ben Youssef

“  
*Le changement technologique dans les 5 prochaines années est équivalent au changement technologique des 50 dernières années*  
”



## La Tunisie et les projets structurants de l'avenir

Modérateur : **Slim Tlatli**, ancien ministre du Tourisme



Slim Tlatli, ancien ministre du Tourisme s'interroge sur la dimension sectorielle et territoriale de ces projets structurants.

Comment peut-on définir ces projets ? Leur rôle ? Et est-ce qu'ils sont l'expression de la politique du pays et d'une vision économique globale ? Le rôle du secteur public, du secteur privé et du PPP dans la réalisation de ces projets structurants ? Quel est le processus de choix des projets structurants ? Quelle gouvernance pour gérer ces projets ?

**Hichem Elloumi,**  
premier vice-président de l'UTICA  
et PDG du groupe COFICAB

## Drainer des investissements

Hichem Elloumi, avance deux moteurs essentiels dans le développement de l'économie tunisienne. Il s'agit de l'exportation et de l'investissement. « *C'est positif que le gouvernement annonce ces projets structurants*

*mais il nous faut plus. Il nous faut des projets qui devraient avoir un impact direct sur les filières économiques. Les projets en rapport avec la logistique, en l'occurrence le port en eau profonde », a-t-il ajouté. Le gouvernement doit réfléchir à mettre en place des zones de développement économique, une expérience réussie en Jordanie. L'UTICA avait proposé d'installer une zone de développement économique à Ben Guerdane mais sans suite. L'UTICA a proposé également des projets dans des filières agricoles, d'ailleurs, de grands groupes ont annoncé de*



## Abdejelil Bedoui, économiste et homme politique, La Tunisie perd la valeur du temps

Revenant sur le thème des projets structurants, pour Abdejelil Bedoui, économiste et homme politique, les projets structurants sont un fourre-tout avec toute sorte de projets, dont certains ne sont pas structurants.

En effet, selon Bedoui, la taille ne suffit pas mais le cadre institutionnel est essen-

→ grands investissements dans le secteur de l'huile d'olive avec un investissement de 200 millions de dinars. Il existe un énorme potentiel dans le secteur de l'agriculture mais encore faut-il s'y mettre, a regretté Hichem Elloumi. « Au niveau de l'UTICA et du gouvernement, nous sommes en train de travailler ensemble pour convaincre un constructeur automobile de s'implanter en Tunisie. Il s'agit d'un investissement d'un milliard de dinars qui créera 30.000 emplois et à forte valeur ajoutée. Nous sommes opérationnels sur plusieurs fronts pour drainer des investissements ».

d'entreprendre et ont aidé des jeunes vietnamiens à créer leurs propres entreprises.



M. Slim Tlatli

“  
Quel est le processus de choix des projets structurants ? Quelle gouvernance pour gérer ces projets ?  
”

## Gisela Baumgratz, professeure universitaire en sciences sociales en Allemagne une situation socioéconomique

Gisela Baumgratz, n'a pas manqué de critiquer la situation de l'entrepreneuriat et une situation socioéconomique précaire des employés, malgré une situation des entreprises offshore très confortable en termes de fiscalité et d'impôts. Mais elle n'a pas manqué non plus d'espoir pour l'avenir du pays. Citant l'exemple de deux entreprises tunisiennes, Leoni et Bizertex, deux entreprises prospères. Des employées de Bizertex ont été au Vietnam pour former des Vietnamiens sur la culture

“  
Les projets structurants sont un fourre-tout avec toute sorte de projets, dont certains ne sont pas structurants  
”

M. Abdejelil Bedoui



M. Hichem Elloumi

“  
Il nous faut des projets qui doivent avoir un impact direct sur les filières économiques.  
”

tiel. Le Maroc et la Tunisie ont commencé à parler des projets structurants presque à la même période. 20 ans après, le Maroc réalise tous ces projets, par contre, la Tunisie traverse un tournant dangereux. La Tunisie perd la valeur du temps et devient laxiste. Ainsi, nous sommes court-termiste et moins stratège. Le Maroc réalise aujourd'hui un mégaprojet, qui pourrait être le plus grand au monde, il s'agit d'un complexe solaire qui combine le solaire thermique et le photovoltaïque. D'ici 2030, le Maroc produira 42% de sa consommation en électricité de ce projet. Abdejelil Bedoui n'a pas cessé de donner les exemples de mégaprojets construits par le Maroc, lui permettant d'être leader dans la région devant une Tunisie inerte. □

البنك  
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

# LE LEASING DE LA BANQUE DE TUNISIE

## UN AUTRE REGARD SUR LE FINANCEMENT DE VOS INVESTISSEMENTS

UNE DECISION RAPIDE

UN FINANCEMENT SOUPLE  
ET PERSONNALISÉ

UN FINANCEMENT À 100%  
DE VOTRE INVESTISSEMENT

BESOIN DE FINANCEMENT POUR L'ACQUISITION DE VOS VÉHICULES, OUTILS DE PRODUCTION OU LOCAUX PROFESSIONNELS ?  
DÉCOUVREZ NOS SOLUTIONS DE FINANCEMENT SUR-MESURE QUELQUE SOIT VOTRE MÉTIER OU SECTEUR D'ACTIVITÉ

Un conseiller clientèle sera à votre écoute pour vous accompagner durant toutes les étapes du crédit à travers un réseau de plus de 120 agences.

Centre de Relation Client 81 10 12 12

[www.bt.com.tn](http://www.bt.com.tn)



# La Tunisie de Demain

27 et 28 Avril 2017

Chambre Thalasso - Yasmine Hammamet



Table ronde

## La religion est-elle conciliable avec le vivre ensemble ?

Modératrice : **Hélé Béji**, philosophe et écrivaine

« Religions et vivre ensemble » est le thème d'une table ronde organisée dans le cadre du Forum international de Réalités. Un sujet qui a fait l'objet d'un grand débat, parfois musclé. Un débat auquel ont participé Edwy Plenel, président et cofondateur de Médiapart, Abou Diab Khattar, enseignant à l'Université de Paris Sud et spécialiste du Moyen-Orient, de la Méditerranée et du monde musulman, et Hélé Béji, philosophe et écrivaine.

Vif était le débat suscité lors de la table

ronde autour de la question des « religions et du vivre ensemble ». Un thème qui s'inscrit parfaitement dans le cadre du thème général du Forum international de Réalités : « la Tunisie de demain ». Les trois intervenants ont, tout d'abord, exposé leurs visions respectives du vivre ensemble dans le cadre de la religion, mais, surtout, de l'humanisme. Les échanges, lors du débat, étaient plus ou moins musclés, notamment entre Edwy Plenel et Hélé Béji. Le premier défendait une tolérance et une laïcité absolues, basées

sur un respect tout aussi absolu des religions et du principe de la cohabitation. La seconde, s'était montrée moins tendre en parlant de la manifestation des signes religieux. Hélé Béji, modératrice de la séance, a évoqué, dans son intervention d'ouverture, ce qu'elle considère comme les six conditions du vivre ensemble : la tolérance parentale, l'hospitalité dans les familles et ce, quelle que soit la religion des membres, une formation républicaine à l'école, les voyages et la proximité avec les anciens.





*Passez des vacances incoubliables à  
l'Alhambra Thalasso...*

*AT*  
**ALHAMBRA**  
T H A L A S S O  
★★★★★  
YASMINE HAMMAMET

*La Thalassothérapie par excellence...*



B.P.: 66 - 8052 Yasmine Hammamet - Tunisie  
Tél: +216 72 240 590 - Fax: +216 72 240 720  
E-mail: [commercial@alhambra-thalasso.com](mailto:commercial@alhambra-thalasso.com)  
[www.alhambra-thalasso.com](http://www.alhambra-thalasso.com)

Member of



**WARWICK**  
*International Hotels*



Mme Hélé Béji

« Se tourner vers le passé, c'est prendre la conscience historique de soi. Il ne s'agit pas d'une conscience nostalgique »



**Edwy Plenel, président et cofondateur de Médiapart**

### « La laïcité, une vertu détournée »

Edwy Plenel, de son côté, n'a pas caché son désaccord avec Hélé Béji, notamment sur « la nostalgie qu'elle exprime », selon lui, pour le passé, ce qui a eu le don de provoquer chez la modératrice des réactions peu modérées à plusieurs reprises. « Les idéaux démocratiques n'ont aucune culture, aucune nation propriétaire. Ils insufflent toutes les cultures. Notre époque est marquée par une lutte entre les progrès et un certain conservatisme », commence par dire le journaliste, appuyant ses propos par une citation du philosophe italien Antonio Gramsci : « La fin d'un vieux monde qui sait qu'il est condamné, mais qui s'accroche. Dans ce clair-obscur, surgissent les phénomènes morbides les plus variés ». Une référence de la part du patron de Médiapart aux dérives des groupes extrémistes, à l'instar de Daech, qu'il a qualifiés de « monstres de la guerre de tous contre tous ». « L'idéal à défendre est celui de « l'Un », du « Nous ». Nous sommes pluriels et divers. Le défi de la démocratie est d'arriver à créer l'Un avec nos diversités », déclare encore Plenel, qui poursuit en condamnant la stigmatisation subie par les musulmans de France. L'autre volet abordé par le journaliste : la laïcité et notamment la loi française de 1905 qui a cristallisé ce principe pour la première fois dans son pays. « C'est une loi révolutionnaire, mais qui ne ressemble en rien à la version véhiculée par les débats actuels », déclare-t-il. De fait, il considère que la laïcité est assimilée à l'intolérance. « On s'est emparé de la laïcité pour la transformer en une arme de guerre contre la liberté de croyance et la liberté d'être ce que l'on veut », déplore-t-il. Le journaliste poursuit en affirmant que tant que la religion sera prise pour un bouc émis-

saire, « on continuera à produire des monstres ». « La démocratie est une culture, pas seulement un droit de vote. Il faut retrouver notre pluralité et notre diversité », avance encore Edwy Plenel.

### Abou Diab Khattar, enseignant à l'Université de Paris Sud « Religions et politiques : les liaisons dangereuses »

Lors de son intervention, Abou Diab Khattar évoque, pour sa part, une crise « passion-identitaire », voire une crise de l'Islam. Un point qui a été repris et discuté plus tard, lors du débat, avec l'assistance. « On peut observer plusieurs signes de cette crise identitaire, notamment avec le Brexit de juillet

2016, le terrorisme, ou encore l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis », explique-t-il. Il revient, par la suite, à la question de l'Islam et de la religion d'une manière plus générale, en s'interrogeant sur le pourquoi du retour des mythes, alors que l'on avait prédit leur fin après la chute de l'URSS et du communisme. « Aujourd'hui, on utilise la religion pour des fins politiques. C'est un phénomène observé lors de la guerre d'Afghanistan et de la révolution iranienne à la fin des années 1970. Ils ont marqué le retour de l'islam dans la politique. Aujourd'hui, les religions sont devenues négatives pour le monde, d'où l'importance de séparer le religieux du politique pour limiter cette tendance », explique encore l'universitaire, qui déplore, également, la propagation du repli sur soi. « Les identités deviennent des identités meurtrières », souligne-t-il. Et de conclure : « le vivre ensemble est un message pour toutes les religions. L'Islam, aujourd'hui, traverse une crise à cause des intégristes et des mauvaises interprétations. Il est temps de mener la contre-offensive pour dire que les idéaux démocratiques sont toujours là ».

### « Ne pas ajouter la guerre à la guerre, la peur à la peur »

Le débat a été ouvert après les exposés des trois conférenciers. Les premiers échanges se sont déroulés entre Hélé Béji et Edwy Plenel. La philosophe n'a pas



caché son désaccord avec le journaliste, lorsque celui-ci lui avait reproché sa « *nostalgie pour le passé* ». « *se tourner vers le passé, c'est prendre la conscience historique de soi. Il ne s'agit pas d'une conscience nostalgique* ». D'autre part, Hélé Béji s'est tournée vers Abou Diab Khattar pour réagir à ses propos sur la pluralité identitaire. « *La pluralité est devenue dangereuse. Il faut savoir l'intérioriser. Si l'on va au bout des droits pluralistes, on risque de voir émerger la guerre de tous contre tous. C'est l'exemple des musulmans de France. Ils sont minoritaires, mais ils exercent une pression, notamment à travers les médias* », lance la philosophe. La réplique du co-fondateur de Médiapart a été immédiate. « *Il existe des croyances sans Dieu qui ont provoqué des catastrophes, face auxquelles les croyants étaient plus lucides. Il faut miser sur l'humanisme et expliquer aux jeunes*

“ *L'Islam, aujourd'hui, traverse une crise à cause des intégristes et des mauvaises interprétations.* ”

M. Abou Diab Khattar



*qu'il s'agit d'une forme d'émancipation. Il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre, ni la peur à la peur, car ce sont eux nos vrais ennemis* », souligne-t-il.

Les autres échanges avec l'assistance étaient nombreux, mais tout aussi constructifs. Tous, malgré quelques divergences, se sont accordés pour souligner l'importance de la séparation de la politique de la religion, la dangerosité du rejet de l'autre, tout en valorisant l'idéal démocratique. Les déclarations du professeur Abou Diab Khattar sur les religions étaient également notables lors du débat. De fait, il a estimé que le dialogue inter-religieux constitue un « *grand mensonge* », considérant que les religions monothéistes ont fait beaucoup de mal au monde. « *Cela constitue un souci pour les musulmans eux-mêmes. Les religions, de nos jours, se limitent aux rites et à la propagation de la haine. L'Islam, quant à lui, fait l'objet d'une interprétation dangereuse, conduisant au totalitarisme, et c'est cette tentation totalitaire qui fait mal* », explique-t-il. Si d'autres intervenants, à l'instar, une fois encore, d'Edwy Plenel, ont réitéré leur soutien à la richesse de la diversité, Hélé Béji est à nouveau revenue à la charge pour exprimer son désaccord, affirmant que l'individu, à travers cette diversité, « *perdait son centre de gravité* ». « *Il ne faut pas exhiber sa croyance, c'est dangereux pour la société* », lance-t-elle encore. Un autre intervenant est revenu, pour sa part, sur le thème de la table ronde qui devait s'intituler « *L'Islam et le vivre ensemble* », au lieu de « *religion et vivre ensemble* ». « *On peut, justement, aborder la question de l'Islam et du vivre ensemble* », a-t-il souligné, s'interrogeant, ensuite, sur la définition que l'on donne à l'Islam. « *Il y a eu une confiscation de l'Islam, et disons-le franchement : l'Arabie Saoudite constitue un véritable problème. Le limogeage de l'ancien ministre tunisien des Affaires religieuses pour ses propos contre le wahhabisme en sont une preuve. Le wahhabisme est une confiscation du véritable Islam, celui du Coran* », déclare-t-il. □

“ *La démocratie est une culture, pas seulement un droit de vote. Il faut retrouver notre pluralité et notre diversité.* ”

M. Edwy Plenel





Table ronde

## Médias tunisiens : quel chemin vers l'innovation ?

Modérateur : **Sadok Hammami**,  
Directeur du CAPJC

Portant sur le sujet des enjeux de l'innovation dans les médias, la table ronde organisée dans l'après midi de la deuxième journée de la 20e édition du Forum international de Réalités, a été l'occasion pour les experts en médias de déterminer les aspects et les moyens d'innovation qui représentent désormais un défi majeur pour le secteur du journalisme qui vit actuellement une crise sur tous les plans.

**Taieb Zahar,**  
président de la FTDJ

### Des pressions sur les médias

Lors de son intervention, Taieb Zahar, président de la Fédération tunisienne des directeurs de journaux a rappelé les tentatives

des gouvernements qui se sont succédé après la Révolution de mettre à genoux les médias et ce en annulant les abonnements dans les administrations publiques ainsi que l'exclusion de la plupart des médias de la liste des bénéficiaires de la part de la publicité publique. Il a dans ce contexte ajouté que ces pratiques avaient comme principal objectif de faire pression sur les médias qui ont choisi de ne pas s'aligner avec la poli- ➔



# Business News

• com • tn



L'info autrement...



⇒ tique gouvernementale. « Certains médias ont réussi à survivre à cette crise, d'autres ont malheureusement fini par disparaître de la scène, faute de moyens et d'environnement » a-t-il expliqué.

**Sadok Hammami,**  
directeur du CAPJC

## Manque de moyens matériels et financiers

Pour Sadok Hammami, directeur du centre africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs et également modérateur de la table ronde, l'innovation dans les médias est une pratique multidimensionnelle qui ne touche pas uniquement le volet digital mais plutôt tous les niveaux. Il a expliqué que l'innovation doit toucher en outre le niveau d'intégration du digital, le niveau éditorial, les modèles économiques, la relation avec le lectorat, les taux d'audience etc. Toutefois, il a évoqué la problématique du manque de moyens matériels et financiers nécessaires mis à la disposition des médias pour réus-

“ Certains médias ont réussi à survivre à la crise, d'autres ont malheureusement fini par disparaître de la scène, faute de moyens et d'environnement ”

M. Taïeb Zahar



sir leur passage à un contenu innovant qui répond aux attentes des consommateurs. Il a dans ce contexte affirmé que la formation des journalistes pourrait être une des solutions les plus efficaces pour permettre aux médias de jouir d'un capital humain en mesure de maîtriser l'ensemble des outils d'innovation et capable de produire un contenu original sur tous les plans. « A titre d'exemple, le centre africain de perfectionnement de journalistes et communicateurs a assuré

à maintes reprises des sessions de formation au profit des journalistes des médias qui se sont montrés intéressés par le processus de passage à l'innovation. Lors de ces sessions de formation, on essaye de développer des formations de haut niveau, axées notamment sur le volet digital »

**Sofiène Zghal,** directeur  
des produits et services grand  
public à Tunisie Télécom

## TT partenaire stratégique des médias en matière d'innovation

Sofiène Zghal, directeur des produits et services grand public à Tunisie Télécom, a affirmé que l'opérateur national s'est engagé depuis des années dans le processus d'encouragement des médias tunisiens à s'intégrer dans le système d'innovation et ce à travers plusieurs partenariats gagnants-gagnants offrant les solutions et les outils requis au profit des médias afin de leur permettre d'accéder au public sous de nouvelles formes, ainsi que

“ Lors de ces sessions de formation, on essaye de développer des formations de haut niveau, axées notamment sur le volet digital ”

M. Sadok Hammami



## BNA C@sh Management

Reporting, Cash Management, Paiements

# Votre banque en ligne par excellence

La Solution **BNA C@sh Management**, proposée en Pack Business et Pack Business Plus, offre aux Entreprises et Groupes d'Entreprises, une panoplie d'avantages et de services personnalisés leur permettant le pilotage et la gestion en ligne de leurs flux de trésorerie et de leurs activités en Tunisie et à l'international, en temps réel et en toute sécurité.

**BNA C@sh Management** permet la gestion des droits d'accès et de validation des différentes opérations et transactions effectuées.

### Pack Business

- Consultations de comptes, placements, Engagements ainsi que les opérations monétique.
- Gestion du portefeuille financier et commercial
- Téléchargement des documents bancaires et comptables
- Exécution des virements ponctuels et des virements de masse

### Pack Business Plus

Outre les services du Pack Business, d'autres fonctionnalités sont offertes :

- Consultation des Remises et des Crédits Documentaires
- Téléchargement des Swift
- Exécution des virements en devises
- Consultation des soldes et des mouvements AVA
- Commande de Devises



➔ pour les accompagner dans la quête de nouveaux revenus financiers. « A travers une série de solutions d'infrastructure qui répondent aux nouvelles exigences du marché, Tunisie Télécom s'est engagée dans un processus de soutien aux médias innovants en offrant aux journalistes la possibilité de travailler dans les meilleures conditions. Parmi les solutions proposées par TT pour faciliter le travail des journalistes, on cite notamment le service d'abonnements aux médias en ligne tels que l'Agence Tunis Afrique Presse. Il s'agit d'une solution de micro-paiement pour revenir au modèle économique traditionnel des médias. En fonction de cette solution, le consommateur peut acheter l'accès à l'information assuré par les médias à travers des solutions de micro-paiement en utilisant le solde

mobile et non pas la carte bancaire étant donné que le consommateur tunisien ne fait toujours pas confiance aux moyens de paiement électronique via les cartes bancaires », a-t-il expliqué.

La directrice de communication de Tunisie, Telecom, Sonia Louguini, a également appelé les médias tunisiens à tirer profit des différents moyens techniques et solutions que met à leur disposition TT en tant qu'opérateur citoyen, afin de les accompagner dans leur processus d'innovation. Selon elle, un contenu innovant aura de bonnes répercussions et générera de nouvelles possibilités pour les médias mais aussi pour l'opérateur national.

**Iheb Beji, directeur général de Medianet**

## Innovation et médias : quels défis et quelles opportunités ?

Iheb Beji, Directeur général de Medianet a affirmé que son agence web a réussi à suivre la transformation digitale depuis 19 ans. Pour lui, il n'est pas question de se contenter d'un certain niveau d'innovation.

Il a ajouté que les médias électroniques font aujourd'hui face à un défi majeur qui est celui lié à l'indifférence du consommateur par rapport au contenu diffusé. Il a expliqué que la moyenne de la durée des visites pour les sites électroniques tunisiens ne dépasse pas dans la plupart des cas les 2 minutes 30. Pour lui, l'innovation au niveau des outils digitaux ainsi qu'au niveau de la qualité des produits devient aujourd'hui une nécessité et non plus un choix. « Au lieu de se contenter de diffuser de simples news, il faut chercher à développer le contenu autrement pour attirer plus de consommateurs et pour attirer leur attention au maximum. Ceci se fait notamment grâce à l'amélioration de la qualité du produit médiatique diffusé. Les journaux électroniques et classiques, doivent

“

**Tunisie Télécom s'est engagée dans un processus de soutien aux médias innovants**

”

M. Sofiene Zghal



opter pour l'élaboration d'analyses, d'enquêtes d'investigation, pour des articles de fond contenant le maximum de détails pour expliquer les choses aux lecteurs, tout en intégrant un contenu digital tel que des vidéos et des liens externes, etc ».

Dans ce même ordre d'idée, Omar Belhouchet, journaliste algérien et directeur du quotidien algérien *Al Watan*, a affirmé que l'innovation est un accompagnement pour les médias plutôt qu'une confrontation. Il a dans ce contexte affirmé que contrairement au sort des médias classiques et des journaux en papier en Tunisie, pour les quotidiens algériens, tout se passe bien et ils ont su survivre dans cette grande transformation digitale. Il a évoqué l'exemple du journal *Al Watan* qui tire quotidiennement environ 200 mille exemplaires. D'après lui, l'innovation pour les médias ne se limite pas dans le volet digital mais plutôt touche tous les autres aspects. Il a indiqué que les quotidiens en papier qui sont en concurrence avec les journaux électroniques qui travaillent dans l'instantanéité, se sont vu obligés d'innover au niveau de la qualité des papiers qu'ils diffusent pour pouvoir survivre à cette révolution digitale. Pour lui, les lecteurs seront toujours intéressés par les médias en papier tant qu'ils leur offrent un contenu inédit, exclusif et de qualité. « Nous sommes en pleine quête d'innovation. Il nous manque seulement ce que les Tunisiens ont déjà acquis grâce à la Révolution... La liberté d'expression ! Et nous nous battons toujours pour l'avoir », a-t-il regretté.

## Nizar Chaari, directeur du groupe Tunivisions Innover pour survivre

Quant à Nizar Chaari, Directeur du groupe Tunivisions et Adel Ben Youssef, maître de conférences à l'Université

“

**L'innovation c'est une question de vie ou de mort**

”

M. Nizar Chaari



Nice-Sophia Antipolis, les médias doivent innover de façon continue, en s'intégrant dans le digital pour pouvoir survivre à cette énorme transformation que connaît actuellement le monde.

Nizar Chaari a dans ce contexte fait appel à l'exemple de Facebook et de Google qui n'arrêtent pas de faire des mises à jour depuis leur création, malgré leur considérable avancée en la matière. Pour lui, l'innovation c'est une question de vie ou de mort. « Les utilisateurs tunisiens s'adaptent rapidement avec l'innovation ». « Tunivisions en tant que groupe média multicanal depuis 2009, s'est vue dans l'obligation de s'intégrer dans un processus de développement du contenu et de se lancer dans une quête illimitée de solutions technologiques. Au début, nous avons eu recours à des boîtes de développement externes avant de s'orienter vers le recrutement d'une équipe de développeurs en interne permanente pour pouvoir maîtriser les coûts ainsi que pour gagner du temps », a-t-il expliqué.

Dans ce même ordre d'idées, Adel Ben Youssef a mis en garde contre le danger que représentent les actuels géants d'internet GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon) sur le secteur du journalisme en Tunisie. Il a évoqué l'exemple

des programmes capables de générer indépendamment des textes qui sont de plus en plus répandus dans le monde et qui produisent désormais des dizaines de milliers d'articles par an. Pour lui, les journalistes devraient être conscients de la nécessité de résister à ces nouvelles technologies et à réfléchir à comment les utiliser. D'après lui, l'intégration d'un contenu différent Rich média et l'adaptation des journalistes avec la 5G est désormais une nécessité et non plus un choix.

De leur côté, Hafedh Gheribi, directeur de rédaction du journal *Assabah*, et Mohamed Laroussi Ben Salah, membre fondateur du Conseil de la presse, ont mis l'accent sur les difficultés financières que traverse la presse écrite et électronique en Tunisie, ce qui a aggravé la situation et rendu la tâche d'innovation de plus en plus compliquée. Ils ont dans ce contexte évoqué la nécessité de la mise en place d'un fonds de recyclage des journalistes dont l'objectif est d'améliorer les compétences des journalistes et de préserver la qualité du contenu qu'ils produisent.

D'après Hafedh Gheribi, la marginalisation que connaît actuellement le secteur a conduit au recrutement de gens incompetents qui ne respectent pas la déontologie du métier. Il a également appelé à la nécessité de la mise en place d'un nouveau modèle de distribution de la publicité ainsi que d'un nouveau système de mesure et de diffusion de la presse écrite au lieu de se contenter de se référer à des sondages et des mesures de taux d'audience classiques qui manquent de crédibilité et de fiabilité.

Selon Hafedh Gheribi, ces moyens pourraient aider les entreprises de la presse écrite à faire face à la crise financière et à générer de nouvelles ressources qui vont être investies dans la quête de l'innovation. □

“

**Au lieu de se contenter de diffuser de simples news, il faut chercher à développer le contenu autrement**

”

M. Iheb Bejj





Table ronde

## Quelle banque pour demain ?

Modérateur : **Hakim Ben Hammouda**, ancien ministre de l'Economie

Le gouvernement s'est engagé depuis quelques années dans un programme de réforme structurelle qui a touché maints secteurs. L'objectif est de restructurer l'économie du pays et relancer le développement. Le secteur bancaire représente l'un des secteurs réformés. Hakim Ben Hammouda, ancien ministre de l'Economie et des Finances et Mohamed Haddar, universitaire et président de l'Association des économistes tunisiens nous livrent leurs avis sur les dernières mesures de réforme du secteur.

La Tunisie connaît un important mouvement de réformes depuis quelques années. Le secteur bancaire est concerné par ces réformes. L'idée est de réfléchir sur les dimensions de ces réformes de ce secteur. A quoi ressemblera la banque de demain, son fonctionnement, ses dispositions, sa

présence sur le marché. Le métier de banquier continuera d'être traditionnel comme aujourd'hui sachant que ce domaine connaît une révolution technologique importante, alors que la banque tunisienne connaît un énorme retard sur ce plan.

**Mohamed Haddar, universitaire et président de l'Association des économistes tunisiens**

**«La banque régionale, levier de l'investissement dans les régions»**

Le financement représente une composante du développement car depuis l'indépendance il n'y avait aucune stratégie.

Le développement régional était l'affaire de l'Etat central. par conséquent, un rôle marginal des opérateurs économiques et institutionnels dans les régions, ce qui a creusé le déséquilibre régional. Revenant au financement, Mohamed Haddar avance que nous avons un paysage de financement très complexe. Ainsi, nous avons 60 institutions qui financent le secteur privé, 25 institutions publiques qui soutiennent les PME, des institutions financières pour les PME sont au nombre de 10 ou 15 et nous avons 20 bailleurs de fonds. Quant aux institutions de micro-finance, celles-ci dépassent les 200. Dans ce paysage complexe, l'accès des PME au financement demeure très difficile. En effet selon la dernière étude de la FIPA le financement constitue le premier obstacle pour construire une PME et continuer à entacher le climat ➔

Le courage d'informer

[www.realites.com.tn](http://www.realites.com.tn)



 [www.facebook.com/realites.tn](http://www.facebook.com/realites.tn)

“

*Nous avons un paysage de financement très complexe.*

”

M. Mohamed Haddar



➔ des affaires en Tunisie. Par ailleurs, sur 500 dossiers présentés à la BFPME, 50 seulement sont approuvés. D'où vient le besoin d'une banque régionale. L'idée a commencé avec le ministre des Finances Slim Chaker. L'objectif principal était de rationaliser les dépenses publiques et aligner la banque aux politiques de l'Etat. La BFPME, la BTS et les autres institutions financières publiques fusionnement pour un pôle de crédit et de garantie pour les PME et le développement régional. Et c'est pour une meilleure coordination des instruments financiers et un meilleur ciblage dans les régions. C'est le concept de la banque de demain. Un projet malheureusement entré en veilleuse après le départ de Slim Chaker, premier initiateur de ce projet, comme beaucoup d'autres à cause de l'absence de la continuité de l'Etat.

### Hakim Ben Hammouda

## «Le paysage bancaire est très disloqué»

Hakim Ben Hammouda vient conforter ce constat, « le propre de cette période c'est qu'on passe d'un projet à l'autre sans qu'aucun projet ne soit exécuté. C'est le malheur de cette époque » a-t-il déploré. Hakim Ben Ham-

mouda avait géré ces caisses et il reconstruit la complexité entre les organismes de crédit, ceux de garantie et il avait la même idée de rationaliser et de les regrouper dans une seule structure.

*D'ailleurs, les priorités du nouveau gouvernement vont ailleurs que vers le régional et le financement des régions. On réfléchit plus à la cession des participations minoritaires de l'Etat dans 7 banques et à la privatisation des banques publiques et on ne parle plus de la banque des régions.*

Selon l'ancien ministre, jusqu'au début des années 90 le secteur bancaire tunisien était constitué de banques de développement, d'investissement et de commerce. Puis une volonté, venue à la fin de 1990, d'enlever toutes les séparations entre ces banques et ainsi construire la banque universelle dans laquelle il y a toutes les activités. Certaines banques ont eu du mal à fonctionner et se sont retrouvées avec un passif important avec ce qu'on appelle des crédits accrochés relativement élevés. On pensait, en procédant à cette fusion avec les banques commerciales qui avaient un résultat relativement positif, que cette fusion permettrait à ces banques en difficulté de se relancer. Cela n'a pas été le cas. Les banques commerciales n'étaient pas

assez solides pour subir ce choc et on s'est retrouvé avec une grande partie de crédits accrochés. Quand il était ministre des Finances Hakim Ben Hammouda a eu l'idée de créer une banque « Asset Management Compagny (AMC) » son rôle est de nettoyer les banques en difficulté en l'occurrence les crédits accrochés et les gérer. Car rien ne va dans ces banques. D'ailleurs les 1300 millions de dinars injectés dans ces banques sous forme d'augmentation de capitaux, aucun investisseur n'a participé. A l'instar de la banque régionale l'AMC n'a pas vu le jour.

Par ailleurs, Hakim Ben Hammouda pense qu'en dépit des mutations technologiques dans le secteur, les banques tunisiennes traînent toujours. « Pendant qu'à l'étranger la banque fonctionne sur ton mobile où vous pouvez faire toutes vos transactions, en Tunisie, vous ne pouvez pas faire plus que consulter votre compte. Ce n'est pas les compétences qui nous manquent. L'informatisation d'une banque londonienne a été faite par une boîte tunisienne. Cela n'a pas été appliqué chez nous par défaut de réglementation »

Quant à l'effritement du secteur bancaire, Hakim ben Hammouda se dit contre le minimum qui a été mis dans la loi bancaire à savoir 100 millions de dinars pour ouvrir une banque. « Nous avons besoin de certaines banques capables de porter l'économie et financer de grands projets. Le paysage bancaire est très disloqué, il y a des banques qui dégagent 5 millions de dinars par an c'est ridicule. Finalement ce ne sont pas des banques, mais des officines de crédits à la consommation. Alors que le vrai travail de la banque est là où elle se fait de l'argent et ce sont les financements des projets et de grands projets »

A l'instar de ce projet, un autre n'a pas vu également le sort escompté. « Nous avons créé après la Révolution un organisme qui s'appelle la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui a une force de frappe financière qui dépasse les banques existantes sur le marché. Je me suis rendu compte que les seuls placements que fait la CDC, ce sont de petits placements en bourse » A chaque fois qu'un gouvernement arrive, il ignore ce qu'a fait son prédécesseur et se lance dans d'autres actions. Aucune continuité de l'Etat. Le projet de la banque régionale ou la CDC ont été compétemment ignorés et l'actuel gouvernement selon Ben Hammouda privilégie d'autres priorités en l'occurrence la privatisation des banques publiques qui ne sont pas selon lui une priorité. □

“

*Pendant qu'à l'étranger la banque fonctionne sur ton mobile où vous pouvez faire toutes vos transactions, en Tunisie, vous ne pouvez pas faire plus que consulter votre compte.*

”

M. Hakim ben Hammouda



*INSPIRING*  
**Tunisia**  
*discovertunisia.com*



Bulla Régia



## 3e édition du «Prix Hermès» Pour la libre circulation des idées par le mot

### M. Walid Berrhouma, animateur à radio Express FM

Vingt ans déjà. Tout à l'heure, dans 35- 40 minutes, nous allons fêter ce 20e anniversaire, au bord de la piscine. Mais avant cela, on va remettre les prix Hermès. Dans la divinité de l'Olympe, Hermès est le messager de Dieu. Le prix Hermès est un prix qui honore deux grands journalistes de chaque rive de la Méditerranée. C'est un programme qui a été créé à Tunis, le 10 décembre 2014, en collaboration avec le programme Med-21 et la Conférence permanente de l'Audiovisuel méditerranéen (COPEAM). Je cède la parole à si Taïeb, pour le mot de bienvenue. Si Taïeb, A vous l'honneur.

### M. Taïeb Zahar

Merci, bonsoir, je sais que nous avons passé deux jours de dur labeur.

Chers amis, chers invités, chers lauréats, cette année nous célébrons le XXème anniversaire du Forum international de Réalités, Forum dédié à la société civile du nord et du sud de la Méditerranée, dans le cadre d'un débat qu'on a toujours voulu, franc, libre et indépendant. C'est un peu le cachet du Forum de Réalités, c'est notre Davos à nous, notre Davos du sud.

L'édition de 2017 se termine en apothéose, puisque nous célébrons maintenant, la commémoration de la 3e édition du prix Hermès, pour honorer ceux et celles qui ont passé une partie de leur vie, au combat pour la liberté d'expression. Ce sont des personnalités médiatiques du nord et du sud de la Méditerranée, qui ont lutté pour cette noble cause. Rappelons que pour la 2e édition du Prix Hermès en 2016, le prix a été attribué, pour la rive nord à monsieur Sampiero Sanguinetti, journaliste, défenseur des droits de l'homme, qui a connu l'exil, pour ses idées et monsieur Kamel Jendoubi, militant de la

gauche tunisienne, longtemps brimé et exilé. Un hommage à titre posthume a été rendu à Leila Alaoui, journaliste marocaine, tuée par balles, alors qu'elle n'avait que 33 ans, ainsi qu'au grand journaliste égyptien, Hasanein Heikal, à titre posthume également. Nous avons, lors de la première édition, également honoré Georges Wolinski, en présence de sa veuve. Georges Wolinski, a sacrifié sa vie pour la liberté d'expression et a payé un lourd tribut, dans la lutte contre le terrorisme.

Depuis des siècles, de nombreuses voix se sont élevées en Tunisie, pour défendre les libertés, en particulier la liberté d'expression. Le développement des médias, est étroitement lié à la liberté d'expression et contribue au renforcement de la paix, au développement durable des droits de l'homme et à la lutte contre la pauvreté. Il favorise ainsi, la bonne gouvernance. « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être in-

quiétude pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées, par quelques moyens d'expression que ce soit », un idéal sacro saint à atteindre, pour tous les peuples et toutes les nations, tel qu'énoncé dans l'article 19, de la déclaration universelle des Droits de l'Homme. Les plus grands auteurs ont toujours trouvé le mot juste, pour défendre cette liberté. Je citerai en ce sens, la célèbre réflexion qu'on attribue à Voltaire qui a dit : « je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites mais je me battrais jusqu'au bout, pour que vous puissiez le dire ». Et s'il fallait ne retenir qu'une seule technologie de l'information et de la communication, ce serait la possibilité d'offrir à chacun et à chacune, une tribune de la liberté d'expression. Réalités, en tant qu'organe de Presse, nous avons un défi permanent à relever, presque une spécificité de promouvoir la libre circulation des idées par nos écrits. Notre magazine depuis sa création, a toujours milité en faveur de cette liberté d'expression et nous en avons, je crois, payé, le prix fort. Mais ce combat pour la liberté n'a jamais été abandonné, encore plus aujourd'hui où on vit un contexte fragile dans le monde et surtout en Tunisie, classée 97e en matière de liberté de presse, sur 180 pays, malgré la révolution tunisienne, et ce, d'après le classement annuel de « reporters sans frontières » publié récemment. Jamais la liberté de presse n'a été aussi menacée dans le monde, s'alarme « reporters sans frontières » dans son rapport de 2017, en évoquant les attaques anti-médias, les fausses informations, la répression et le triomphe d'« hommes forts », comme MM. Trump, Erdogan et j'en passe... Cela ne fait que confirmer l'attachement à défendre cette liberté, par notre groupe Maghreb Medias. Nous sommes fiers d'avoir institué, promu en apothéose, au sein des sessions de Forum, une distinction, le prix Hermès de la liberté d'expression, remis par notre revue, qui récompense depuis 3 ans déjà, une personne ou une initiative, qui s'engage d'une manière particulière, pour défendre cette liberté. Le prix Hermès est né officiellement, à Tunis, pour la promotion des échanges et de la liberté d'expression, dans le domaine de la communication en Méditerranée, un espace dont la Tunisie fait partie et qui a toujours constitué un carrefour d'échange et de coopération. Le prix Hermès a été fondé grâce à un partenariat établi avec le Réseau de prix pour la promotion de l'excellence, en Méditerranée, MED 21, dont je remercie et félicite les initiateurs, que ce soit Mohamed Aziza ou mon ami Larbi Ben Attia, et la Conférence permanente de l'Audiovisuel en Méditerranée, COPEAM. Le prix constitue un hommage à nombre de nos confrères, qui courent chaque jour, de grands risques,



M. Walid Berrhouma

“

*La liberté de croire, de penser, de dessiner, de s'exprimer, cette liberté n'a pas de prix. Mais, ce soir, nous avons un prix et ce prix se nomme Hermès.*”

”

pour protéger leur indépendance et faire respecter la liberté de presse. Un engagement auquel, nous sommes pleinement attachés. Nos élus, cette année, méritent ce prix, pour leurs divers engagements, dont particulièrement, celui pour la liberté de presse. Ils ont été menacés, brimés ou emprisonnés pour leurs idées. Nous ne pouvons plus tolérer aujourd'hui, que des journalistes, des écrivains, des communicateurs, des artistes, soient systématiquement menacés. C'est donc, un signal fort, que nous envoyons depuis la Tunisie, depuis le Forum International de Réalités.

Hermès est un précieux prix, pour renforcer les échanges, dans le domaine de la communication, en Méditerranée qui se propose d'honorer simultanément et à partir de cette 3e édition, deux grands journalistes de la presse écrite, issus des deux rives de la Méditerranée, et deux journalistes de l'audiovisuel, pour l'ensemble de leurs œuvres ou pour des initiatives innovantes, dans le domaine de la communication. La liberté de croire, de penser, de dessiner, de s'exprimer, cette liberté n'a pas de prix. Mais, ce soir, nous avons un prix et ce prix se nomme Hermès. Et c'est avec beaucoup d'émotion, que j'annonce ouverte, cette session 2017 de remise du prix Hermès.

Pour la rive nord, cette année, on sacre Monsieur Antonio Di Bella, directeur de « All news » de la chaîne RAI. Homme remarqué et remarquable, il est connu et reconnu pour ses grands reportages sur les événements politiques, nationaux et mondiaux. Cet homme est l'un des professionnels les plus compétents et réputés d'Italie. Je dois avouer également, que cet homme a l'agenda perpétuellement chargé et ne se déplace que rarement. Nous sommes si fiers et heureux de l'avoir, malgré tout, parmi nous ce soir. Magique, n'est-ce pas ? Un autre grand homme mérite également ce prix. Il s'agit de Monsieur Edwy Plenel Président et co-fondateur de Mediapart, en France. Il est colauréat du prix de la Fondation Mumm, pour la Presse écrite, en 1986. Docteur honoris Causa, de l'université de Mons de Belgique. Il est, malgré son agenda - vous savez qu'en France, on

est entre 2 tours, et lui, a un rôle à y jouer il est venu spécialement nous honorer, pour recevoir ce prix.

En ce qui concerne le prix Hermès, pour la rive Sud de la Méditerranée, nous honorons notre frère Omar Belhouche, qui fait honneur, non pas à l'Algérie seulement, mais à toute la presse maghrébine. Grand journaliste algérien, directeur de la publication du quotidien El Watan, récompensé en 1993, par le Prix international de la liberté de presse, du Comité pour la Protection des Journalistes, détenteur de la précieuse plume d'or de la liberté, octroyée par l'Association mondiale des Journaux.

Un autre grand, il s'agit de monsieur Aissa makhoulouf, écrivain et poète, natif du Liban, et résident à Paris. Il est docteur en anthropologie sociale et culturelle, ancien professeur à l'École supérieure d'Interprètes et des Traducteurs de l'Université de la Sorbonne Nouvelle. Actuellement, il est directeur de l'information à Radio Orient. Il a été primé du prix Mac Jacob en 2009, pour son livre : Lettre aux 2 sœurs.

Nous clôturons cette ambiance forte qui fête la liberté, avec un hommage à titre posthume, à une héroïne. Je l'ai dédié à Néjiba Hamrouni, journaliste tunisienne et première femme à avoir été élue à la présidence du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), en 2011 et qui a consacré une grande partie de sa vie, à défendre la liberté d'expression. Elle avait été sélectionnée par « Reporters sans frontières », parmi les 100 héros de l'information, à l'occasion de la journée mondiale de la Presse, en 2014. Elle a été reconnue par ses pairs, comme étant un modèle d'intégrité, qui n'a ménagé aucun effort, pour la liberté de la presse. Elle est décédée le 29 mai 2016. C'était son dernier combat avec la maladie. Vive le Prix Hermès pour la promotion de la liberté de la presse. La vie est courte et la liberté, le plus précieux des biens.

### M. Walid Berrhouma

Merci si Taieb, je saisis l'occasion, pour adresser une pensée à tous ceux qui ont perdu la vie en exerçant leur métier. Leur seul crime était de vouloir informer les

gens. Ce prix est une coopération tripartite, entre le Forum international de Réalités, Med 21 et COPEAM (conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen). J'appelle Monsieur Claudio Cappon, le Secrétaire général de COPEAM, pour le mot de bienvenue.

### M. Claudio Cappon

Bonsoir à toutes et à tous. Je voudrais avant tout, remercier Monsieur Zahar, le Forum Réalités, pour l'invitation à cet important évènement, qui me donne aussi, la possibilité d'être encore une fois, en Tunisie, à Hammamet, pour la remise du prix Hermès.

COPEAM (conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen) est une association, fondée il ya 20 ans, au Caire, et qui unit les médias les plus importants, surtout les médias publics audiovisuels de la Méditerranée, et qui a pour objectifs, la coopération entre ces médias et en particulier, la coopération entre les deux rives nord et sud, de notre mer. Comme nous en sommes tous conscients, nous vivons une période très complexe, dans notre région, où pour des raisons politiques, économiques, sociales, on voit monter des divisions entre peuples et cultures et la renaissance de stéréotypes, de préjugés, que l'on pensait avoir surmonté, dépassé, depuis longtemps.

Les médias dans ce contexte, sont face à des défis importants et nouveaux, pour une information riche, libre et fiable, dans un monde où les changements technologiques, les nouveaux médias, les réseaux sociaux, les nouvelles plateformes, créent une tentation pour le citoyen, de désintermédiation, dans le journalisme, tel que nous le connaissons, le journalisme traditionnel. On en voit les conséquences : les fake news, la manipulation, la diffusion du populisme dans différentes régions européennes, mais aux Etats-Unis, aussi. Créer une communauté professionnelle, au-delà des barrières culturelles et nationales, est pourtant, aujourd'hui, impératif. C'est pourquoi COPEAM, depuis sa fondation, est engagée dans plusieurs initiatives de co-production, soit radio, soit télé, échange de news, de bonnes pratiques, de formation, création de standards déontologiques, entre les acteurs de médias de la région. Et c'est pourquoi, aussi, COPEAM est partenaire du Prix Hermès.

J'en suis personnellement heureux, je suis aussi fier de la qualité de ce prix. On le voit dans les lauréats de cette année, qui sont des professionnels qui, dans leur domaine d'activité ont tous atteint des niveaux d'excellence reconnus et de réputation universelle. J'espère que cette manifestation pourra continuer dans les prochaines années, pour contribuer à des relations de plus en

plus amicales, de plus en plus stratégiques, dans notre région.

Merci.

### M. Walid Berrhouma

Alors, le 3e segment du triangle, c'est le Programme MED 21, Réseau de prix pour la promotion de l'excellence en Méditerranée. Le Président de Med 21, Monsieur Mohamed Aziza, à vous l'honneur :

### M. Mohamed Aziza

Chers amis, je voudrais d'abord dire, combien, au nom de tous les membres de notre réseau MED 21, nous sommes heureux que le Prix Hermès ait enrichi ce réseau, qui est constitué de 12 prix pluridisciplinaires, répartis dans plusieurs villes et pays de la Méditerranée. Nous sommes heureux, mais, aussi fiers, de notre coopération, avec le Forum International de Réalités, avec Si Taieb Zahar et son équipe et avec la COPEAM, avec son Secrétaire Général, monsieur Claudio Cappon. Nous sommes heureux et fiers de servir, pour la 3e année consécutive, de clôture au Forum, surtout, en ce bel anniversaire de ses 20 ans.

Je voudrais également, saluer nos lauréats 2017, qui sont chacun, à sa manière, une référence dans leur profession. Parce que, selon le beau mot d' Albert Londres, rappelé par l'un de nos lauréats M. Plenel ils portent leurs plumes dans la plaie et que leur professionnalisme s'accompagne d'une résilience aux forces qui, en ces temps de tensions et de conflits démultipliés, continue de menacer, sous des formes anciennes et nouvelles, la liberté et la concorde, à l'intérieur des nations et entre elles. Les formes anciennes de l'oppression continuent certes, à s'exercer. Il suffit de consulter, chaque année, le rapport de « Reporters sans frontières », pour constater que prisons, tortures, quand ce n'est pas assassinats, continuent à pousser comme cham-



pignons vénéneux, dans plusieurs régions du globe sans distinction. Mais s'ajoutent aujourd'hui, des formes nouvelles, plus pernicieuses, de mainmise, sur la presse et l'information.

La première de ces formes nouvelles, la non concentration : seulement 9 milliardaires possèdent en France, des organes disposant de la plus large diffusion, à titre d'exemple. La 2e forme nouvelle d'oppression s'appelle contradiction. Elle est plus subtile. Au moment où grâce à Internet et à la révolution numérique, nous pensons être 100 fois plus informés que par le passé, une analyse plus attentive des effets de cette explosion informationnelle, nous amène à constater que nous sommes en butte à des manœuvres de distorsion, d'anamorphose, et de manipulation, qui peuvent nous amener à être en réalité, 1000 fois plus désinformés. C'est là, un des de ces effets miroir, que dénonçait Derrida et Habermas, à propos de la construction d'un ennemi, après les événements du 11 septembre et le déclenchement de la guerre contre l'Iraq, dont les effets se font tragiquement sentir encore, aujourd'hui.

Contre ces menaces brutales et ces corruptions plus subtiles, mais tout aussi naïves et nocives, sur nos perceptions et nos comportements, plus que jamais, la vigilance



M. Edwy Plenel recevant le prix Hermès pour la rive nord



est requise, pour tenter de retrouver la lumière de la lucidité, au-delà de la toile arachnéenne que tissent, dans nos consciences, nos propres créatures. Il nous faut éviter, que le balai de l'apprenti sorcier ne se retourne contre nous ou que, HAL, l'ordinateur de « 2001, l'odyssée de l'espace », ne nous chasse de notre vaisseau. Nous avons besoin de vous, pour nous aider à résister comme Ulysse, aux sirènes de la perdition. Votre désignation, aujourd'hui, comme lauréat 2017 du prix Hermès, pour la liberté de la presse et l'échange de l'information entre les deux rives de la mer commune, est la marque de notre reconnaissance, pour l'effort que vous ne cessez de mener, pour résister à l'asservissement des consciences et pour construire les bases d'un monde plus vivable et moins désaccordé. Je vous remercie de votre attention.

### M. Walid Berrhouma

Merci. Merci, si Mohamed Aziza, président du programme MED 21. On va passer à la remise des trophées. Donc, pour les prix Hermès pour la rive nord, donc, j'appelle Monsieur Edwy Plenel, qui est bien sûr, Président et Cofondateur de Mediapart en France. En 1986, il est colauréat du prix de la Fondation Mumm pour la presse écrite et il est Docteur honoris causa, un titre honorifique qui lui a été décerné en 2016, par l'Université de Mons en Belgique. M. Edwy Plenel. Monsieur Taieb Zahar remet le prix.

### M. Walid Berrhouma

Un petit mot, Monsieur Plenel ?

### M. Edwy Plenel.

Du fond du cœur, merci, d'abord, pour ce très fort symbole qui est de relation, d'avoir voulu que ce prix soit des deux rives, en ces temps où, de l'autre côté, de là où je viens, il y a la tentation de couper les ponts et de briser les liens. Je voudrais juste dire en deux mots, un hommage à Réalités et un hommage à Hermès.

Qu'est-ce que c'est que notre métier ? Je dis toujours, c'est être au service du droit de

savoir des citoyens. Les citoyens ont besoin de savoir tout ce qui est d'intérêt public. Sinon, ils sont aveugles. La démocratie, nous l'avons dit, pendant ce forum, ce n'est pas le droit de vote. C'est une culture autrement complexe, qui suppose, de manière plus importante que le droit de vote, une presse vivante, une presse indépendante, une presse loyale, une presse libre, une presse pluraliste.

Mais, derrière ce mot de droit de savoir, il y a quelque chose de très important qui résonne profondément, dans notre époque. Savoir quoi ? L'opinion, nous en avons tous. Des opinions raisonnables, voire, des opinions folles, des préjugés, des convictions. La liberté d'expression n'est pas le propre du journaliste. Elle appartient à tout le monde, à tous les citoyens. Nous ne sommes pas du côté des vérités d'opinions. Nous devons être au service des vérités de fait, les réalités, ces morceaux de puzzles qui permettent de comprendre le réel, recouper, sourcer. S'il n'y a que des vérités d'opinions, il n'y a plus de monde commun. Il y a ma croyance, ma conviction, mon préjugé contre le tien. Pour qu'il y ait une démocratie vivante, il faut créer, et c'est un appel qu'il faut faire à tous les responsables politiques, il faut créer l'écosystème qui permet de faire surgir, honnêtement, au cœur

du débat public, ces vérités de fait. Donc, Réalités, c'était le bon choix. Ensuite, Hermès, vous savez, c'est ce messager, il a ses deux petites ailes. C'est aussi, le dieu de la vitesse. Il est en écho de cette vision de la déclaration universelle des droits de l'homme, il n'y avait pas le numérique et pourtant, il parlait de la circulation sans frontières. Nous y sommes. Et comme cela était dit par vous tous, nous y sommes en ce moment où c'est une bataille. Vous honorez, à travers moi, des gens de la vieille presse imprimée, qui ont essayé de montrer qu'on pouvait relever ce défi, dans l'univers du digital, du numérique, ce défi de la qualité, ce défi de la valeur de l'information, de la valeur du journalisme, de la valeur des vérités de faits, au cœur du débat et non pas des rumeurs, non pas des fake news, non pas de tous ces monstres qui, aujourd'hui, prennent alibi de nos temps de transition, pour étouffer nos libertés. Donc, voilà, je voudrais saluer Réalités, saluer ce prix qui nous honore et que je partagerai avec toute l'équipe de Mediapart, ce journal indépendant, participatif, sans frontières.

Merci.

### M. Walid Berrhouma

Merci. Merci et félicitations, pour monsieur Edwy Plenel. On va alterner entre les deux rives. On passe à la rive sud. Et le prix Hermès pour la rive sud est attribué à Monsieur Omar Belhouchet, sous vos applaudissements. Donc, journaliste Algérien et directeur de la publication du quotidien El Watan, récompensé en 1993, par le prix international de la liberté de la presse, du comité de la protection des journalistes. L'association mondiale des journaux lui a remis la plume d'or de la liberté en 1994. Monsieur Mohamed Aziza, président du MED 21, remet le trophée.



M. Omar Belhouchet recevant le prix Hermès pour la rive sud



## M.Omar Belhouchet

C'est à Tunis que ce prix m'est donné. El Watan est... Je suis très ému. Très ému. Les amis tunisiens qui m'ont approché, savent très bien, la relation entre El Watan et la Tunisie. En de longues années, El Watan a été de tous les combats menés par les journalistes tunisiens. Durant de longues années, on accompagnait toutes les luttes politiques menées ici, à Tunis, contre la dictature de Ben Ali. El Watan a été pendant de longues années, un refuge pour toutes les voix qui étaient persécutées ici, en Tunisie. C'est pour ça, que l'attribution de ce prix au représentant d'El Watan, est quelque chose de très fort, pour nous.

En 2011, lorsque la révolte a grondé ici, dans cette partie du Maghreb, El Watan a immédiatement, accompagné ce mouvement de révolte. Nous avons compris qu'il était temps que les dictateurs, dans notre région, que les dictateurs arabes regardent leurs peuples et tiennent compte de ce que ces populations, disent et vivent. Pendant de longs mois, après la révolte menée par le peuple, en Tunisie, la révolte en Égypte, nous avons consacré pratiquement, la moitié de nos pages à ce bouleversement, qui a traversé nos régions.

C'est pour ça qu'aujourd'hui, je suis vraiment, très ému. Je viens en Tunisie, à chaque fois qu'on m'appelle, depuis 2011.

Avant, je ne pouvais pas venir, parce que, à chaque fois que je venais, à l'époque de Ben Ali, les amis le savent, j'étais également, suivi, embêté, inquiété, comme les journalistes tunisiens de l'époque. Maintenant, je viens à chaque fois qu'on me le demande. Depuis 2011, j'ai effectué une vingtaine de visites chez vous et je vois que la révolution tunisienne - et aujourd'hui, la transition démocratique tunisienne - n'est pas uniquement, un mot sophistiqué pour l'Occident, qui essaie de faire oublier tout le soutien qu'il a prodigué à nos dictateurs.

Mais, c'est une réalité. Pour nous, journalistes algériens, pour les intellectuels algériens, la transition démocratique tunisienne est un fait politique majeur. Un fait structurant pour nos débats, C'est la preuve que, dans une région du monde Arabe, on peut éloigner les islamistes du pouvoir, en passant par le vote. On peut adopter une constitution civile, c'est très important, en passant par les urnes. Je vous le dis très franchement, la transition démocratique n'est pas très aimée par le pouvoir algérien. Nous savons pourquoi. Parce que cette réussite aussi, peut menacer les fondements des régimes autoritaires dans la région.

C'est un prix qui s'adresse aussi, à une profession, à une corporation, à un métier, en Algérie, qui a beaucoup souffert. La presse privée existe depuis 1990, en Algérie. Elle

est passée par toutes les étapes. Entre 1993 et -tout à l'heure dans le débat sur les médias, eh bien je me suis permis de le rappeler- et 1998, près de 100 journalistes, ont été assassinés, dans l'exercice de leur métier. L'un des premiers gestes de solidarité, on ne le dit pas beaucoup, ce n'était pas Paris. Ce n'était pas RSF. Ce n'était pas Londres. Ce n'était pas Washington. C'était Tunis. Les journalistes tunisiens ont créé en quelques jours, un prix fictif, qui n'a plus jamais été attribué. On m'a appelé en décembre 1993 : « OMAR, voilà, tu as le prix de la liberté de la presse, au niveau du Maghreb », (les attentats ont commencé en mai 1993). Ça été pour nous, un geste fort et un soutien très important.

Ce prix s'adresse à tous ces journalistes qui ont été assassinés. Il s'adresse également, aux journalistes qui continuent d'être brimés aujourd'hui, dans mon pays. Il y a une mécanique en place, depuis 1992/93 qui change de nature, qui change de méthode plutôt, d'étape en étape, mais c'est une mécanique, c'est une volonté de réduire continuellement, les espaces de liberté. Ce prix est un encouragement pour les journalistes algériens. Je vous en remercie car, c'est un encouragement, à poursuivre le travail. C'est un encouragement, pour que les journalistes maghrébins se rencontrent davantage. C'est un encouragement, pour que nous soyons plus vigilants et plus forts. Comme l'a dit monsieur Plenel, le droit de l'information, le droit d'informer la population est un droit qui doit être sacré pour nous. Je vous remercie.

## M.Walid Berrhouma

On va rester dans la rive sud. Le deuxième prix Hermès pour la rive Sud, est pour monsieur Issa Makhoulf. Monsieur Cappon remet le trophée à monsieur Issa Makhoulf. Issa Makhoulf est un écrivain et poète né au Liban et qui réside à Paris. Docteur en anthropologie sociale et culturelle, ancien professeur à l'école supérieure d'interprètes et traducteurs de l'université Sorbonne nouvelle, il est actuellement, directeur de l'information à radio Orient. Il a reçu le prix Max-Jacob, en 2009, pour son livre : Lettre aux deux sœurs.



M. Claudio Cappon remettant le trophée à M. Issa Makhoulf

## M. Issa Makhlouf

Je tiens à remercier chaleureusement, les fondateurs du prix Hermès, pour la promotion de la liberté d'expression et des échanges de l'information en Méditerranée, de m'avoir accordé ce prix, qui m'enchanté et m'honore. La liberté d'expression, c'est exister et dire sa présence, dans le monde. Elle est indispensable à la vie. Sans elle, il n'y a ni communication, ni transmission, ni échange, ni dialogue. La liberté d'expression, c'est également, un appel à l'ouverture, au respect de l'autre et à l'amour. Car, l'absence de cette liberté fondamentale, équivaut la haine, la frustration et la violence. Elle est aussi, une atteinte à notre humanité.

Ainsi, cette liberté est l'une des premières libertés que les régimes totalitaires enlèvent aux citoyens. L'interdire, c'est interdire la pensée elle-même et recourir seulement, à la pensée unique et à la peur. C'est imposer un silence total, pour camoufler les crimes et détourner l'attention des besoins élémentaires de l'homme. Témoigner est un défi et un devoir. Continuer à lutter pour la liberté d'expression est une tâche à mener au quotidien, car le monde d'aujourd'hui, est de plus en plus, dominé par les intérêts économiques et les valeurs de consommation. Ce monde est déchiré, comme il l'a toujours été, par la discorde et la perte des repères. La discorde promène sa robe barbare et sa robe déchirée, selon Virgile. Cette quête de liberté d'expression ne fait-elle pas partie intégrante, de la quête humaine tout court, celle qui fut à l'origine de toute émancipation ?

Je dédie ce prix, à l'écrivain et journaliste libanais Samir Kassir, assassiné à Beyrouth, le 2 juin 2005, ainsi qu'à tous les écrivains et journalistes tués pour leurs idées. Merci.

## M. Walid Berrhouma

On va revenir sur le vieux continent. Le prix Hermès, pour la rive nord, est pour



monsieur Antonio Di Bella. Monsieur Larbi Ben Attia, secrétaire général de MED 21, va remettre le trophée. Félicitations. Monsieur Antonio Di Bella est le directeur de la chaîne All News de la RAI, reconnue pour ses grands reportages, sur les événements politiques, nationaux et mondiaux. Il est l'un des professionnels, les plus compétents et réputés du pays.

## M. Antonio Di Bella

Merci à tous, pour l'honneur. J'ai écouté aujourd'hui, le débat très intéressant et je voudrais seulement, dire deux mots, sur ce discours prononcé par monsieur Plenel, parce que, je pense que nous devons repartir des principes de la révolution française. C'est-à-dire, les droits de l'homme, l'égalité des hommes, l'égalité des citoyens, et cette égalité entre les individus est supérieure à la réalisation politique et spirituelle en même temps. Mais, pour avoir cette liberté, nous devons avoir la liberté d'expression, parce que, un individu sans information, n'est pas libre.

Pour cette raison, je voudrais saluer le travail de mes amis et collègues en Algérie et

en Égypte. En effet, leur travail est beaucoup plus difficile qu'en Europe. Nous, en Europe, nous avons la responsabilité de parler un peu plus de la Méditerranée. Plus que l'Europe... L'Europe n'est pas seulement, l'Europe. Pour moi, l'Europe n'est rien sans la Méditerranée, Pour cette raison, je vous remercie et je suis très honoré d'être ici, avec vous, mes collègues. Tout le monde connaît monsieur Plenel, qui montre les nouvelles frontières de l'information, qui doivent et peuvent exister, dans le marché d'aujourd'hui. C'est difficile, mais, l'information est toujours, très importante. Merci.

## M. Walid Berrhouma

Merci beaucoup. Place maintenant, à l'hommage à feu Najiba Hamrouni, militante pour la liberté de la presse et ancienne présidente du syndicat des journalistes. Monsieur Taieb Zahar remet le trophée et le diplôme, au représentant du Conseil de la presse, monsieur Mohamed Aroussi Ben Salah.

## M. Mohamed Aroussi Ben Salah

Au fait, je n'étais pas préparé pour dire un mot au nom de feu Nèjba Hamrouni ; celle qui a milité pour la liberté de presse et devint l'un des membres du Conseil de la Presse et, c'est un honneur que de recevoir l'hommage à sa place. On a une pensée à Nèjiba, à tous les confrères qui ont milité pour le Conseil, et pour la liberté de presse, d'une façon générale. Merci.

## M. Walid Berrhouma

Merci à vous tous. Ainsi s'achève cette cérémonie de remise des trophées Hermès. Merci beaucoup. Je vous invite à fêter le vingtième anniversaire du forum international de Réalités au bord de la piscine. Merci beaucoup, encore une fois, pour votre présence et à la prochaine, j'espère, pour une vingt-et-unième édition du forum international de Réalités. □



**Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...**

**20 ans d'existence et de réussite... Ça se fête...**



Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...

## Les invités du Colloque à l'honneur...



**Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...**

**Une participation active, fructueuse et enrichissante...**



### **Fondation Friedrich Ebert en Tunisie**

Depuis février 1988, la Fondation Friedrich Ebert a un bureau permanent en Tunisie et s'y engage pour le Dialogue, la Démocratie et le Développement. Avec la révolution, la Tunisie nouvelle a réaffirmé son choix stratégique d'adhésion aux valeurs de la démocratie, de la justice sociale et du respect des droits humains. Par l'inclusion des régions tunisiennes dans les processus de dialogue, et par l'organisation, en étroite collaboration avec ses partenaires, de débats nationaux et internationaux, séminaires, conférences, formations et consultations, la FES fournit, en termes de ses valeurs fondamentales, une contribution au développement socialement juste, participative et démocratique du pays, y compris les relations euro-méditerranéennes et l'intégration régionale au Maghreb.

En plus de la coopération avec le mouvement syndical et social, notre travail est de soutenir les acteurs progressistes de la société civile qui s'engagent pour une participation politique, sociale et civile, en particulier les femmes et les jeunes, à travers le renforcement de l'action citoyenne et la promotion du débat pluraliste, du principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes et du respect général de l'universalité des droits de l'homme. L'objectif final étant l'enracinement des valeurs de la démocratie dans la vie politique et dans la société et la consolidation de la justice sociale.

Nos activités à destination de la Libye, à travers des séjours d'informations, des formations et des séminaires au profit de la société civile libyenne, des syndicalistes, des journalistes, des jeunes et des femmes engagées se sont intensifiées et diversifiées, depuis 2012, et ce dans le but de sonder la possibilité de l'engagement socio-politique et la promotion de la paix en Libye.

# Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...

## Nos partenaires au rendez-vous...



# SOMMAIRE

- 04  La Tunisie de demain :  
démocrate et offrant une perspective à tous
- 06  Allocution de M. Taïeb Zahar  
20 ans de dialogue libre et indépendant
- 08  Allocution de M. Patrice Bergamini  
La Tunisie réussira
- 12  Allocution de M. Henrik Meyer  
Un partenariat exemplaire
- 14  Allocution de M. Senen Florensa  
Le voisinage avec l'UE déterminant pour l'avenir
- 18  Allocution de M. Hatem Ben Salem  
Résilience, émergence et réconciliation
- 20  Allocution de M. Farhat Horchani  
La Tunisie n'a pas choisi la voie facile
- 24  Première séance  
Quel ancrage dans l'espace régional et euro-méditerranéen ?
- 30  Deuxième séance  
Voisinage stratégique en restructuration  
Quelle place pour la Tunisie  
dans une géopolitique en mutation ?
- 36  Troisième séance  
Quels enjeux sécuritaires et quelles solutions ?
- 42  Quatrième séance  
"La Tunisie et la nouvelle économie mondiale"
- 46  Cinquième séance  
La Tunisie et les projets structurants de l'avenir
- 50  Table ronde  
La religion est-elle conciliable avec le vivre ensemble ?
- 54  Table ronde  
Médias tunisiens : quel chemin vers l'innovation ?
- 60  Table ronde  
Quelle banque pour demain ?
- 64  3e édition du «Prix Hermès»  
Pour la libre circulation des idées par le mot



## Remerciements

12 Nous remercions  
vivement tous nos  
partenaires...



18 ... ainsi que tous ceux qui ont collaboré par  
leur soutien à la réussite de cette XXe édition du  
20 Forum International de Réalités dont notamment :



30 Nous remercions également nos partenaires  
médiatiques...



Edition éditée par :

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT — fondé en 1979

# REALITES

HEBDOMADAIRE INDEPENDANT  
PARAISANT LE JEUDI  
2, Rue Imam Sahnoun - 1002 Tunis Belvédère  
Tél: 71.788.313 - 71.795.140 - Fax: 71.893.489  
Adress E-Mail: redaction@realites.com.tn  
Site Web : www.realites.com.tn

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
**Taïeb Zahar :**  
taieb.zahar@realites.com.tn

Impression: Imprimerie Maghreb Editions  
15, Bis Rue 8602 - Zone Industrielle - La Chargaïal  
Tél.: 71.772.216 - 71.773.371 - Fax.: 71.799.266

Reportage photos : Lamine Farhat



# La Tunisie de demain : démocrate et offrant une perspective à tous

*Le Forum international de Réalités demeure manifestement un événement privilégié de réflexion, d'analyse et d'échanges qui mobilise, depuis maintenant plus de vingt ans, hommes politiques, experts, chercheurs et universitaires de tout bord. Vingt éditions qui, toutes avaient l'ambition de cerner des problématiques de grand intérêt dans un esprit de liberté et d'indépendance, malgré les contrariétés et les vents contraires qui ont longtemps sévi. Soutenu par des partenaires qui ont cru en ce projet, le Forum international de Réalités voit son assise s'élargir et son influence se renforcer. En prenant l'allure d'un véritable Think tank, le forum a choisi de dédier sa 20e édition à un exercice prospectif qui cherche à mieux saisir les évolutions attendues sur les plans politique, géopolitique, économique et social pour une démocratie en construction qui fait face à des défis mais qui n'en finit pas de promettre le meilleur aussi bien aux Tunisiens qu'au monde.*



## Allocution de **M. Taïeb Zahar** Président du Forum International de Réalités

# 20 ans de dialogue libre et indépendant

Monsieur FARHAT HORCHANI :  
 (Ministre de la Défense Nationale

Monsieur M. PATRICE BERGAMINI  
 ambassadeur de l'Union Européenne en  
 Tunisie,

Monsieur HENRIK MEYER Représentant de la  
 Fondation Friedrich EBERT

Monsieur HATEM BEN SALEM  
 Directeur de l'Institut Tunisien des Etudes  
 Stratégiques) ITES

MONSIEUR SENEN FLORENSA  
 Président de l'ITEMED

Excellences

Chers invités et chers amis

Je suis particulièrement ému, fier et heureux de procéder à l'ouverture de cette vingtième édition du forum international de Réalités. C'est grâce à vous tous, hommes politiques, partenaires institutionnels, chercheurs, universitaires, experts, chefs d'entreprises, et penseurs que l'aven-

ture a pu survivre, continuer et prendre la dimension, la profondeur et la notoriété qu'elle trouve aujourd'hui. Le pari qu'on a lancé, ensemble en 1997, est réussi, votre présence assidue, votre engagement continue à nos côtés et vos contributions de qualité et votre soutien sans relâche le prouvent amplement.

Un pari qui a trouvé ses racines dans un contexte en mouvement, parfois plein d'incertitudes et qui a abouti en 2011 à l'émergence d'une expérience démocratique inédite dans le bassin sud de la Méditerranée

Un processus qui présente encore des fragilités en raison de la permanence du péril terroriste, de l'exacerbation des tensions sociales et des difficultés économiques.

En tant que Président du Forum international de Réalités, je me dois de vous exprimer ma reconnaissance, ma gratitude et mes remerciements les plus sincères d'avoir cru en nous, en notre projet et en

notre détermination à braver les difficultés et les contrariétés pour créer un espace de dialogue, de réflexion et d'échange libre et indépendant.

Toutes les problématiques qui ont polarisé les débats dans le cadre du Forum international de Réalités au cours de ces vingt dernières années ont permis d'avancer dans la réflexion et de débayer bien des pistes que ce soit pour identifier des voies de sortie de crise ou pour enrichir les diverses stratégies sur le plan géostratégique, économique ou social qu'il s'agisse de la Tunisie ou de son ancrage dans l'espace maghrébin ou méditerranéen.

Dans ce parcours qui n'a pas été toujours de tout repos, je dois dire que le Forum international de Réalités doit sa réussite et son prestige à la foi de ses initiateurs, à leur ténacité mais également au soutien et la collaboration parfaite de nos partenaires qui nous ont toujours fait confiance et qui

nous ont constamment appuyée dans notre démarche qui prône la liberté et l'ouverture sur l'autre. Je dois citer particulièrement la confiance et le soutien qui nous ont été donnés par la fondation Friedrich EBERT l'Union européenne, et l'institut européen de la Méditerranée IE MED pour conférer à ce forum la dimension d'un think tank et pour poursuivre cette aventure.

Mesdames et Messieurs

Nous avons choisi pour la 20ème édition du forum international de Réalités jeter un regard prospectif sur ce que sera la Tunisie demain, dans dix ou vingt ans. Ce besoin d'approfondir la réflexion sur le devenir de cette démocratie naissante sera un exercice à la fois utile et d'un apport considérable sur le plan stratégique. Il permettra de nous éclairer sur les préalables à satisfaire localement pour desserrer les nombreuses contraintes qui se posent actuellement avec insistance que ce soit en termes de lutte contre l'hydre terroriste, de la poursuite de la construction des institutions, de la préservation des libertés, et régionalement sur les évolutions géostratégiques et leurs influences sur la Tunisie.

La présence d'imminentes personnalités politiques, de responsables de centres de recherche et d'experts de la région du Maghreb, d'Europe, d'Asie et d'Amérique ne peut, à mon sens, que favoriser une réflexion approfondie et un échange fructueux qui permettront d'avoir une meilleure perception sur les différentes problématiques qui meubleront nos deux journées. Je suis persuadé que les panels qui se pencheront sur des thématiques d'intérêt comme la Tunisie et la nouvelle géopolitique mondiale, la Tunisie dans un voisinage stratégique, les enjeux de sécurité et de défense, la nouvelle économie mondiale, les grands projets structurant, religions et vivre ensemble, les médias face aux enjeux de l'innovation et la Banque de Demain fourniront une occasion pour saisir les préalables à satisfaire pour tirer le meilleur parti des évolutions qui se dessinent à cet horizon.

Mesdames et Messieurs

Notre pays est à la croisée des chemins. La marque indélébile du futur pour nous est une quête incessante de libertés et de droits, de dignité et d'éthique, d'ouverture et de vivre ensemble, de tolérance et de modernité.

La jeune expérience démocratique de notre pays fait face à de nombreux vents contraires, à des périls, à des pressions, des tensions et de grandes attentes. C'est de la façon dont on appréhendera toutes ces problématiques brûlantes que dépendra la



M. Taïeb Zahar

“ *La Tunisie arrive à relever les défis, à se réconcilier avec elle-même : un État émergent, résilient et réconcilié avec lui-même* ”

réussite de cette expérience qui est déterminante pour l'avenir des pays situés sur la rive sud de la méditerranée. Pour cela, il importe dès à présent de réfléchir les bonnes stratégies, trouver les meilleurs consensus et emprunter les pistes les plus sûrs afin de ne pas trébucher à mi-parcours.

La citation de Sénèque qui disait « Il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où aller » reste pour nous d'une grande actualité dans la mesure où plus que jamais la définition d'une vision qui permet de mieux cerner les contours de la Tunisie de demain est capitale pour avoir une meilleure appréciation des défis qui se dessinent, desserrer les différentes contraintes et entreprendre les réformes adéquates qui permettront au pays d'aller de l'avant sur la voie d'un développement soutenu, inclusif et durable, et en même temps de renforcer son ancrage régional et international tout en s'intégrant dans les chaînes de valeur mondiales.

De nombreuses questions lancinantes se posent actuellement et que les centres de recherche et de prospective sont appelés à disséquer et à leur trouver les bonnes articulations pour qu'elles ne se transforment pas en obstacles infranchissables, en menaces difficilement maîtrisables. Quelles sont les conditions à satisfaire pour qu'à cet horizon, la Tunisie arrive à relever les défis, à se réconcilier avec elle-même : un État émergent, résilient et réconcilié avec lui-même.

Que faire pour que cette démocratie naissante parvienne à l'horizon 2030, par exemple, à être adossée à des institutions solides, à un socle de valeurs partagées et à un État de droit fort? La Tunisie peut-elle combattre seule la montée du terrorisme, de l'extrémisme et du crime organisé international? Quelles sont les conditions à satisfaire pour que la Tunisie arrive à se réconcilier avec elle-même et renforcer sa cohésion dans un contexte international volatil?

Quelles stratégies adopter pour soutenir une croissance soutenue et partagée, se doter d'une économie compétitive, basée sur le savoir et l'innovation, atténuer efficacement les déséquilibres régionaux, lutter efficacement contre la corruption et la contrebande?

Quelles pistes suivre pour avoir une bonne perception puis un meilleur pilotage des mutations démographiques qui se dessinent, des problématiques de santé, de l'éducation, de la formation et de l'enseignement, de la gestion des ressources comme l'eau qui a tendance à se raréfier dangereusement, à l'énergie qui se hisse de plus en plus en contrainte au développement et à la pollution?

En effet, plus on dispose d'une vision claire du futur, plus il devient possible de faire des choix judicieux qui déterminent l'avenir et plus on a des chances d'être immunisés contre les fortes turbulences sécuritaires, politiques, économiques et sociales.

Le mode de gouvernance du pays, de régulation de l'économie et de la société ont observé depuis 2011 de grandes transformations? La vie politique peut-elle évoluer en harmonie avec l'évolution des systèmes économique et social?

Mesdames et Messieurs

Autant de questions vitales et stratégiques se posent actuellement où interagissent le politique, l'économique et le social et qui ne demandent qu'à être mises sous la loupe des chercheurs partout où ils se trouvent pour suivre leurs possibles évolutions et mesurer leurs étendus et anticiper leurs possibles impacts.

Ce sont ces thématiques vitales que notre forum se propose de cerner. La présence d'éminents spécialistes, chercheurs, politiques et universitaires ne peut que conférer à cet exercice que plus de profondeur et de pertinence.

Je vous remercie pour votre attention □



## Allocution de **M. Patrice Bergamini** Ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie

# La Tunisie réussira

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux d'être ici, parmi vous. Je tiens à remercier le maître des lieux, pour l'invitation, pour l'opportunité et pour la rencontre qui nous réunit en ces lieux.

Avant de parler de la Tunisie de demain, je voudrais vous livrer un souvenir ou une anecdote personnelle. Il y a un peu plus d'une dizaine d'années, j'ai eu l'honneur et le privilège de travailler aux côtés du premier chef de la diplomatie européenne. Javier Solana. J'ai travaillé avec lui presque dix ans et c'était il y a une dizaine d'années. Un jour, il m'appelle dans son bureau et il me demande de réfléchir à la rédaction d'un discours qu'il devait prononcer à l'Institut d'études européennes

de Sécurité, à Paris, et il me dit : « Voilà, il faudrait que ce soit une sorte de réponse au discours de Condoleezza Rice. A l'époque, la Secrétaire d'Etat américaine avait prononcé, un discours dans une université américaine qui allait expliquer beaucoup de choses qui sont ensuite survenues dans la région. C'était le fameux discours de la diplomatie transformationnelle de Condoleezza Rice.

Pour Javier Solana, c'était compliqué d'être chef de la diplomatie européenne, à ce moment-là, avec l'intervention américaine en Iraq, la division européenne à Bruxelles, l'élargissement de l'Union Européenne avec l'entrée de dix nouveaux membres. Je ne savais pas trop quoi lui proposer.

Finalement, je lui ai proposé une citation du philosophe français, Albert Camus qui, lors de son discours à Stockholm pour la remise du prix Nobel de la littérature a dit : « Chaque génération se croit vouée à refaire le monde. La mienne sait qu'elle ne le referra pas. Mais sa tâche est peut-être plus grande. Elle consiste à empêcher que le monde ne se défasse ». La première réaction de Javier Solana a été de dire que cette citation est compliquée vu son caractère conservateur, du fait qu'au final, Camus disait que c'est préférable d'empêcher le monde de se défaisait davantage. Mais j'ai attiré son attention que c'est l'idée ou la notion d'équilibre qu'il serait utile de développer dans le discours qu'il comptait prononcer. L'idée est que s'il

fallait changer le monde, ce serait surtout pour empêcher qu'il se défasse davantage. Au final, Solana a accepté l'idée et a inséré cette citation de Camus dans son discours.

Mais depuis lors, en tant que diplomate de carrière, cette citation de Camus m'interpelle. Sur chacun des postes sur lesquels j'ai pu travailler, les pays, les gouvernements, mes interlocuteurs, officiels ou pas, je me suis toujours posé la question : « que peut-on faire ensemble ? Dans quel scénario, dans quelle séquence, il est plus important de vouloir changer les choses, changer le monde, pour empêcher que le monde ne se défasse davantage ? » C'est une vraie dialectique, un vrai défi.

## LA TUNISIE D'AUJOURD'HUI

Depuis un peu plus de six mois, Je suis ambassadeur de l'Union Européenne en Tunisie. Je suis maintenant convaincu que la Tunisie présente une des réponses dans la mesure où elle parvient à démontrer qu'il faut agir sur les deux plans à la fois. Arriver à faire bouger les lignes, à faire changer les choses et peut-être, le monde, mais empêcher, en même temps, que les choses essentielles, que le monde ne se défasse pas davantage, voilà le défi à relever. Et à mon sens, la Tunisie d'aujourd'hui, (donc avant de parler de la Tunisie de demain), me convainc de cela. Ce que je vois ici, aujourd'hui, en tant qu'ambassadeur de l'Union Européenne, c'est unique. Je le dis, ici, aujourd'hui et je le répète, je l'ai déjà déclaré à de nombreuses reprises, c'est unique et c'est exceptionnel. Je ne néglige absolument pas les difficultés et les défis auxquels fait face la Tunisie qui évolue dans un environnement très compliqué. Six ans après la révolution, dans l'environnement régional et international qui est le notre aujourd'hui, je dis bien le notre car je suis de Marseille, je suis méditerranéen. J'ai travaillé vingt cinq ans, navigué vingt cinq ans en méditerranée et dans le monde Arabe où on partage les mêmes défis : Défis socioéconomiques, politiques, sécuritaires.

De mon point de vue, ce qui se passe aujourd'hui, en Tunisie, au niveau sécuritaire par exemple, est édifiant. Nous sommes à Hammamet. Le weekend dernier, j'étais à Sousse, avec mon épouse qui est anglaise. Hier et avant-hier, pour la première fois, le groupe d'experts antiterroristes européens comprenant des représentants des vingt huit pays de l'Union Européenne était ici, à Tunis, pour des réunions de deux jours, avec leurs homologues tunisiens des ministres

“  
*L'Union européenne et ses 28 membres, n'investiraient pas autant, ne croiraient pas autant, si l'expérience tunisienne ne devait pas bien s'achever de manière positive. Je suis convaincu que la Tunisie réussira parce qu'elle est maîtresse de son destin.*”

et de la défense et de l'intérieur, ainsi que des représentants de la société civile. Ainsi, la Tunisie est devenue un partenaire clé dans la lutte antiterroriste. La Tunisie fait donc partie de la solution. La Tunisie n'est pas un problème. Les efforts qui ont été consentis sont gigantesques. 10% de l'équivalent du PIB sont consacrés au renforcement de la sécurité et c'est gigantesque comme effort. Mais à la fin il y a une vraie résilience. Les forces de sécurité tunisiennes et la population tunisienne, qui à mon avis, sont sincèrement unis dans la lutte contre le terrorisme, ont retrouvé leur capacité à lutter efficacement contre le terrorisme.

Grâce à cette résilience, la situation en Tunisie est exceptionnelle, mais d'autres facteurs contribuent aussi à cette exceptionnalité de la situation de la Tunisie. Il y a la crédibilité, de l'équipe gouvernementale actuelle. Ce n'est pas moi qui l'affirme mais c'est le FMI qui l'a indiqué la semaine dernière. A la délégation de l'Union européenne, j'accueillais la mission du FMI après qu'elle a signé ce nouvel accord avec le gouvernement tunisien. En présence de tous mes collègues, ambassadeurs de l'Union Européenne, le représentant du FMI a commencé la réunion en disant : « Oui, c'est vrai, les chiffres ne sont pas bons, mais il y a la crédibilité d'un homme et de son équipe, la crédibilité du Chef du gouvernement et de son équipe. Et c'est au nom de cette crédibilité et de la sincérité des efforts qui sont actuellement entrepris que le FMI s'est engagé de nouveau, pour soutenir la transition sociale et économique en Tunisie ».

Ce n'est pas neutre d'avoir actuellement une équipe qui s'attèle à des tâches compliquées, difficiles, mais qui est prête à travailler sur des questions d'orthodoxie macro financière. Six ans après la révolution, c'est important à enregistrer. On est dans une phase cruciale. À mon sens, la Tunisie est une vraie démocratie. Personne ne fera rentrer le génie de la démocratie qui est sorti de la bouteille en 2010/2011. Les forces de rappel, les garde-fous sont trop forts. Mais actuellement, l'enjeu c'est la transition socioéconomique. Ça veut dire que ce sont des sujets très compliqués, qui prennent du temps, qui exigent des mesures. Qui passent sans doute aussi, par certains sacrifices. Mais c'est ainsi.

## LA TUNISIE DE DEMAIN

Et c'est justement parce que la Tunisie d'aujourd'hui, se présente ainsi que la Tunisie de demain, vous l'avez deviné, bénéficie de tout mon capital de confiance. Je suis en effet, très confiant. Malgré les défis, encore une fois, la Tunisie de demain sera celle qui arrivera à faire en sorte que le développement économique sera à fois, celui des régions du littoral, mais aussi, celui des régions de l'intérieur du pays. C'est ça que la Tunisie de demain réussira à faire. Ça veut aussi dire que la Tunisie devra réussir ses élections municipales, prévues pour la fin de cette année. Parce que la décentralisation, la déconcentration, c'est à la fin des fins, le signal, le démarrage d'un début de redistribution des richesses nationales à l'échelle de tout le territoire.

La Tunisie de demain c'est celle qui réussira ses réformes : ses réformes bancaires, fiscales et monétaires aussi. La Tunisie de demain c'est celle qui réussira à devenir une sorte de hub régional numérique et digital. Je vois ici, beaucoup de jeunes. 40% de la population, ont moins de 25 ans. Beaucoup de ces jeunes sont au chômage. Beaucoup sont inquiets, parce que, aller à l'université, avoir des diplômes et puis pas de postes d'emploi, ça c'est un vrai problème, c'est un vrai défi, bien sûr. C'est anxiogène. Mais je vois aussi, beaucoup de jeunes, de jeunes entrepreneurs qui reviennent des Etats-Unis, d'Europe, qui créent des startups et je suis étonné de ce que je vois. Récemment, un jeune de Sousse est venu me présenter une tablette qu'il va mettre sur le marché à la fin du mois de mai. Il a refusé l'offre d'une société américaine qui lui a proposé 10 millions de dollars pour acheter le

⇒ concept, c'est-à-dire, pour un projet qui est en phase de développement. Il est venu me voir dans mon bureau et m'a offert cette tablette. C'est une tablette qui développe la technologie des hologrammes, donc en 3D. Aujourd'hui, quand vous parlez par face-time ou par skype, c'est plat sur votre écran. Demain ce sera en 3D. Il a refusé que cette technologie soit achetée par une compagnie américaine. Ils sont huit à travailler sur le concept au sein d'une startup installée dans le quartier de La Fayette.

Je ne sais pas si ce développement va aboutir à quelque chose de concret mais il y a quelqu'un aux Etats-Unis qui y croit et qui veut l'acheter. Ce n'est pas le seul cas. J'en vois beaucoup, qui disent : « pour peu qu'on nous donne les moyens de nous épanouir ici, on restera dans notre pays, car ce qui se passe ici, c'est extraordinaire ». Et ça c'est la vraie nouveauté, la vraie force de la Tunisie.

La Tunisie de demain ce sera aussi celle, je crois, je l'espère... c'est ce qu'on voit aujourd'hui, depuis le dialogue national, depuis l'accord de Carthage, c'est une Tunisie qui est en train de démontrer qu'il n'y a pas de fatalité en Méditerranée, que l'Islam et démocratie sont compatibles. D'autres pourront dire : « oui, en Tunisie, l'enjeu, c'est le clivage tradition/ modernité ». Cependant, chaque pays est traversé par cette logique de tradition et modernité. Le problème c'est que, entre tradition et modernité, il y a les réalités quotidiennes. Mais peu importe, je pense que la Tunisie de demain sera celle qui va fonctionner, qui va marcher, parce qu'on n'a pas le choix. Vous me direz que je suis peut-être très optimiste. Je ne suis pas du tout optimiste, je le disais tout à l'heure à un ami que je suis méditerranéen donc je suis pessimiste, par nature, par superstition. Je ne suis pas du tout optimiste, je ne suis pas naïf, je suis plutôt, volontariste. Il ya des problèmes certes. J'ai un peu évoqué les problèmes intérieurs. Je n'ai pas parlé de deux autres problèmes qui sont peut-être potentiellement plus importants, que les défis qu'affronte aujourd'hui la Tunisie.

Il ya d'abord, la Lybie. Le problème libyen est très compliqué. Il ya peut-être aussi, l'Algérie. L'Algérie pourrait en effet redevenir un problème, malheureusement. Evidemment, des efforts seront faits pour que cela ne soit pas le cas. Mais même, encore une fois, vis-à-vis, de ses deux voisins immédiats, la Tunisie, a, selon la diplomatie européenne, selon Bruxelles, selon moi, une chance extraordinaire, dans tout le Maghreb. C'est en effet, le seul pays qui n'a



M. Patrice Bergamini

“  
*Ce qui se passe  
aujourd'hui, en  
Tunisie, au niveau  
sécuritaire par  
exemple, est édifiant.*  
”

aucun problème avec aucun des pays voisins. Cela constitue une force pour la stabilisation et le développement du Maghreb. Je ne sais pas quel sera le modèle que suivra la Tunisie de demain, celui de Singapour ou celui de la Suisse, mais ce sera à vous, dans les discussions durant ces deux jours de décider, de définir et de choisir.

Mais ce sera au gouvernement en fin de compte, de décider. Cependant, là où il pourrait y avoir problème sur le moyen et le long terme, c'est effectivement sur le plan de la géographie. L'histoire et la géographie des êtres humains, ce sont les piliers du développement de nos projets politiques. On ne peut envisager que dans 10 à 15 ans, la Tunisie soit devenue ce hub régional numérique tant souhaité, qu'elle ait réussi parfaitement sa transition sociale et économique, si à l'Est, il y a une sorte de scénario somalien qui se met en place. La Lybie inquiète. Mais malgré tout cela, encore une fois, je suis confiant, en tant que représentant de l'Union Européenne. La marge de manœuvre est étroite, mais, à l'Union européenne, nous considérons que la Tunisie est véritablement en mesure de faire la différence, de transformer l'essai.

Quelque part, la Tunisie est en train de relever, ce que j'appelle le pari européen. Le Président de la République tunisienne s'est rendu à Bruxelles le 1er Décembre l'année dernière, les relations entre l'Union Européenne et la Tunisie, ne sont pas qu'économiques, ou commerciales. Ces relations sont d'abord humaines, basées sur l'histoire et la géographie. Sur la base de cette visite du chef de l'Etat tunisien à Bruxelles et ses réunions avec les plus hautes autorités, les plus hautes instances européennes, en décembre de l'année dernière, il a été décidé que ces relations deviennent stratégiques, c'est à dire multi facettes, multisectorielles. Cette coopération est sécuritaire, humaine, politique,

artistique. Elle est sur les questions agricoles, les dossiers culturels, scientifiques, technologiques, sur l'innovation... et la Tunisie est en train de réussir son pari, le pari européen. Permettez-moi, je parle de pari au sens de Pascal. Nous sommes en terre d'Islam, mais il faut savoir que Saint Augustin est passé par Carthage. Donc chacun sait ce que veut dire un pari au sens pascalien.

Réussir le pari européen de la Tunisie, nous sommes convaincus de cela, et c'est pour cela que l'Union Européenne, je terminerai là-dessus, investit autant en Tunisie. Quand j'ai été nommé, le jour même du dépôt de mes lettres de créances, au Palais de Carthage, j'étais en mesure d'annoncer le doublement de l'aide européenne à la Tunisie. Beaucoup de chiffres ont suivi. Mais il n'y a pas que les chiffres. Il n'y a pas que de l'argent. J'étais aussi en mesure d'annoncer, en décembre, le doublement du nombre de bourses Erasmus+ pour toute la jeunesse tunisienne. 1500 jeunes chercheurs qui pourront, désormais aller en Europe, chaque année.

Je voudrais, pour l'année prochaine, doubler encore ce chiffre. Mais pour vous montrer que nous sommes convaincus que ça va marcher, que ce pari européen va être relevé, et que, aujourd'hui même, à Bruxelles, le Commissaire européen Pierre Moscovici, avec la ministre des finances de la Tunisie et le gouverneur de la banque centrale, signeront un nouvel accord. L'Union Européenne va annoncer le déblocage d'une assistance macro financière de 500 millions d'Euros supplémentaires. L'Union européenne et ses 28 membres, n'investiraient pas autant, ne croiraient pas autant, si l'expérience tunisienne ne devait pas bien s'achever de manière positive.

Je suis convaincu que la Tunisie réussira parce qu'elle est maîtresse de son destin.

Je vous remercie. ▣



## Allocution de **M. Henrik Meyer** Représentant de la fondation Friedrich EBERT

# Un partenariat exemplaire

M. le Ministre, cher Taieb Zahar, excellences, mesdames et messieurs, chers invités.

C'est avec un immense plaisir et honneur que je vous souhaite la bienvenue, en mon nom et au nom de la fondation Friedrich EBERT à l'occasion de la vingtième édition du Forum international de Réalités.

En tant que partenaire du Forum, je me permets de vous parler un peu de l'histoire. Cette session du Forum de Réalités est une session encore plus spéciale qu'habituellement, car le Forum Réalités est toujours spécial. Mais nous célébrons aujourd'hui, les vingt ans du Forum Réalités. C'est un âge impressionnant, surtout vu l'unicité et l'histoire de ce format. 20 ans, c'est une longue période, de toutes les manières, mais 20 ans en Tunisie, c'est encore plus impres-

sionnant. Il y a 20 ans, la situation était fondamentalement différente. La politique tunisienne était différente. La situation régionale était différente. La situation économique était aussi différente et j'en parlerai plus tard. Les changements qu'a vus la Tunisie entre 1997 et 2017 ont altéré le visage du pays, mais ils n'ont pas changé le visage de ce Forum. L'année dernière en 2016, c'était pour moi personnellement, le premier Forum Réalités. Et en me préparant à l'époque pour ce dix-neuvième Forum, j'ai cherché dans les archives pour comprendre ce qui s'est passé depuis 1997. J'ai constaté que le Forum accompagnait la Tunisie et la région tel un chroniqueur. Et rien qu'en regardant les titres et les programmes des dix-huit forums passés, j'ai l'impression de vivre l'histoire contemporaine de la Tunisie

et de la région et de la comprendre beaucoup mieux. Cette tradition est précieuse et ne doit pas être perdue.

En parlant de tradition, la fondation Friedrich EBERT que j'ai l'honneur de représenter a soutenu si Taieb et son équipe depuis le premier Forum, en tant que partenaire, comme Taieb Zahar l'a évoqué. Nous, la fondation Friedrich EBERT sommes en Tunisie depuis 29 ans. Le Forum Réalités est donc parmi nos partenaires historiques les plus anciens et importants et je suis très fier de pouvoir continuer cet héritage et cette tradition.

### LE DEBAT POLITIQUE EN QUESTION

Le Forum Réalités représente donc, une des rares continuités dans le domaine

des débats politiques régionaux. Mais bien sûr, il y a des changements importants que nous avons observés. En 1997, la Tunisie était un pays différent. Sous le régime de l'époque, toute discussion politique était soumise à des difficultés. Les débats publics étaient largement contrôlés, les espaces d'échange d'opinions réellement libres étaient rares et souvent obligés d'avoir lieu dans un cadre privé. Le Forum Réalités a, pendant toute cette phase, réussi à jouer un rôle important, notamment celui d'un espace en même temps protégé et ouvert où les questions importantes, politiques, sociétales et économiques de la région ont pu être abordées de manière libre et publique. On ne peut donc sous-estimer le mérite historique de ce Forum et de si Taieb.

En 2010/2011, il est devenu évident donc, que la Tunisie a réussi à garder l'idée de la liberté et de la démocratie vivante pendant une longue phase qui était difficile. Et je suis convaincu que ce Forum était parmi ceux qui ont contribué à cette fin. Aujourd'hui bien sûr, la situation est encore différente. Les restrictions sur les débats publics ont quasiment disparu. A ce jour, sans doute, le plus grand succès de la révolution paisible que la Tunisie a vécue est la liberté d'expression dont les Tunisiens profitent largement.

Le problème aujourd'hui, se pose de manière différente. La chute des barrières a laissé la place à une multitude incontrôlable de débats et discussions qui sont parfois, soumis à l'influence d'agitateurs et alarmistes promulguant des semi vérités et contribuant à la frustration des tunisiens. Pendant que la génération facebook a su bien se servir de ce nouvel outil pour protester contre les contraintes de l'époque et pour organiser une révolution, elle a du mal à l'utiliser pour des débats fondés sur des faits et non sur des rumeurs et des légendes.

Le magazine Réalités et son Forum doivent continuer à jouer le rôle de modérateur et facilitateur de débat, de guide, aussi, dans un paysage de discussions embrouillées et agitées. La liberté d'expression ne demande pas moins, mais plus de journalisme de qualité.

A ces problèmes s'ajoute un problème que l'on observe dans le monde entier bien sûr. Les médias classiques sont sous pression. Dans presque tous les pays du monde, des journaux et des magazines se trouvent en difficulté économique et il y en a même qui sont en voie de disparition. Les médias sociaux et l'internet ne remplacent pas la qualité des médias clas-



M. Henrik Meyer

“  
Personne ne sait  
exactement, à  
quoi la Tunisie  
de demain va  
ressembler.”

siques, mais ils représentent une nouvelle concurrence. On se retrouve donc dans un paradoxe. En même temps, la nouvelle liberté d'expression permet un échange d'opinions politiques libres et en même temps, les garants d'une discussion informelle s'en trouvent en grande difficulté. J'espère que ce Forum pourra contribuer à garder la haute culture des débats politiques libres vivante, comme il l'a fait dans le passé. Je remercie à cette occasion, notre ami Taieb Zahar et son équipe des efforts qu'ils déploient pour cela.

## LA FONDATION FRIEDRICH EBERT

Jusqu'à maintenant, j'ai beaucoup parlé du passé, ce qui me sert maintenant comme transition au sujet du Forum de 2017, car cette année, le Forum porte sur la Tunisie de demain. Avec ce thème, le Forum évoque la question que tout le monde se pose : A quoi ressemblera la Tunisie après cette phase de transformation que vivent la Tunisie et toute la région ? Le monde est en train de se restructurer et la Tunisie se trouve dans une région dont la géopolitique est en train de prendre forme. Et je vous dis aussi, du point de vue d'un Européen, que cette question est d'une grande importance pour nous tous.

Assurer un voisinage stable et prospère est dans l'intérêt partagé des deux rives de la Méditerranée. Assurer des débats qui évitent certaines fautes du passé est la tâche d'organisations comme la fondation Friedrich EBERT et le Forum International de Réalités. La fondation Friedrich EBERT fait partie d'une certaine façon, de la politique étrangère de l'Allemagne ou de l'Europe. Elle a été fondée en 1925 et elle est la plus ancienne organisation politique dans le monde. Elle porte le nom du premier président allemand démocratiquement élu. Et c'est dans l'esprit de Friedrich EBERT qui disait : « La démocratie

a besoin de démocrates », qu'elle essaie de soutenir tous ceux qui travaillent pour un monde plus juste, plus démocrate et plus solidaire.

A l'origine, la fondation Friedrich EBERT (en allemand Friedrich-Ebert-Stiftung abrégée en FES), ne travaillait qu'en Allemagne. Elle a joué un rôle important après la deuxième guerre mondiale pour rétablir la démocratie en Allemagne qui avait été radicalement détruite. Dans les années 1960, la FES a commencé à élargir son mandat et à chercher des contacts avec les partenaires à l'étranger qui partagent ses valeurs. Les bureaux de la fondation Friedrich EBERT existent en Tunisie, depuis 1988 et il y a eu de longues périodes durant laquelle, sa marge de manœuvre et ses actions étaient très restreintes.

Après la révolution, nous avons vu notre effectif plus que tripler, avec une multiplication de nos activités, notamment en soutien à la société civile. Comme le Forum de Réalités, la Fondation accompagne la Tunisie dans ses différentes phases historiques et essaie de contribuer à une discussion ouverte des questions importantes de la Tunisie et de la région.

Excellences, mesdames et messieurs. Le Forum Réalités d'aujourd'hui et de demain abordera des questions cruciales pour la Tunisie et pour la région. Je remercie notre ami Taieb Zahar et son équipe une fois de plus, pour cette initiative et pour leur engagement. Les différentes analyses des experts économiques et politiques au cours des deux prochains jours vont porter sur le thème de la Tunisie de demain. Personne ne sait exactement, à quoi la Tunisie de demain va ressembler. Mais je suis confiant à propos d'une chose. La Tunisie de demain va bénéficier aussi de futurs Forums Réalités. Pour le moment, je félicite Réalités pour le vingtième anniversaire, et j'espère être ici en 2037, pour son quarantième anniversaire.

Je vous remercie pour votre attention. □



## Allocution de **M. Senen Florensa** Président de l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed) **Le voisinage avec l'UE** **déterminant pour l'avenir**

Je voudrais en premier lieu remercier les organisateurs de cette rencontre : mes amis de Réalités, spécialement M. Taieb Zahar, avec qui j'ai l'honneur de partager cette session d'ouverture, et toute son équipe.

De même, je voudrais aussi chaleureusement saluer :

- M. Patrice Bergamini, Ambassadeur de l'UE en Tunisie
- M. Henrik Meyer, Représentant de la Fondation Friedrich Ebert
- M. Juan López-Dóriga, Ambassadeur du Royaume d'Espagne en Tunisie
- M. Farhat Horchani, Ministre de la Défense Nationale

C'est pour moi un vrai plaisir que d'être aujourd'hui ici parmi vous une fois de plus au Forum International Réalités,

et d'autant plus dans cette édition qui fête le vingtième anniversaire de cette importante rencontre internationale, qui est le Forum Réalités. J'oserai dire que l'hebdomadaire de *Réalités* n'est pas seulement une des publications de référence en Tunisie mais aussi un vrai exemple dans toute la Méditerranée du Sud. Son engagement en faveur de la démocratie en fait un acteur majeur de la construction progressive de cette Tunisie démocratique d'aujourd'hui.

En tant que président de l'Institut Européen de la Méditerranée, qui a son siège à Barcelone, je suis spécialement heureux de participer à ce colloque. Cela fait déjà des années que l'IEMed collabore avec Réalités et avec d'autres initiatives d'institutions tunisiennes car nous sommes conscients de l'importance que relève le soutien d'ini-

tatives qui contribuent à consolider un régime démocratique comme celui que le peuple tunisien, les institutions de la société civile et son gouvernement sont en train de construire. Un régime démocratique qui a en plus la grande responsabilité d'être un exemple pour tout le monde arabe et pour notre Méditerranée.

Dans le contexte actuel, la Tunisie s'érige nettement comme un référent pour les pays du sud et de l'est méditerranéen. Cela, car c'est le premier pays de la région à mener à bout une transition démocratique exemplaire dans laquelle ont été inclus les différents courants, et sensibilités politiques et idéologiques dans un système démocratique et constitutionnel, qui a fait l'objet d'un vrai consensus national.

“  
Les relations de tout  
ordre avec l’Europe  
voisine et amie  
continueront sans doute  
à être la référence cen-  
trale pour la Tunisie.”

M. Senen Florensa



## CONTEXTE HISTORIQUE

La société tunisienne qui lutte pour la démocratie et pour la dignité nationale est héritière d’ailleurs d’une histoire substantielle. Je crois que la révolution tunisienne initiée en 2011 marque une grande étape nouvelle dans le processus historique de modernisation et de normalisation du pays.

D’abord, l’actuelle transition tunisienne trouve ses racines dans la grande tradition historique qui a façonné le devenir de la nation tunisienne. Une grande tradition ou s’insèrent depuis des siècles de grandes figures intellectuelle historique comme Ibn Khaldun ou de grandes réformateurs comme Keredine. Mais dans l’histoire contemporaine il y a eu une première grande étape de modernisation et normalisation du pays dans l’ensemble des grandes nations qui composent la société internationale avec tout le mouvement national pour l’indépendance dirigé par le Président Habib Bourguiba, qui réussit à façonner la nationalité tunisienne en un État moderne, tellement singulier dans l’ensemble des pays arabes. En effet la nationalité tunisienne, qui se bat aujourd’hui pour défendre et développer sa démocratie, se construit au fil des années et des siècles comme produit d’une histoire complexe qui se veut dans la continuité des civilisations qui ont façonné son histoire.

Cette histoire de la nation tunisienne est celle des réformateurs tunisiens qui en 1861 ont déjà approuvé la première Constitution ou qui encore fondèrent le Collège Sadiki en 1871. Leur esprit modernisateur est jusqu’aujourd’hui une source d’inspiration pour les réformateurs tunisiens de nos jours.

Ce fut grâce à ce riche héritage que la Tunisie contemporaine a forgé sa grande construction politique : l’État national, social, modernisateur et laïque, mais en harmonie avec le concept arabe de nation

tunisienne. Ces principes fondamentaux ont permis le pays d’entreprendre un processus de modernisation sociale qui a donné une priorité à l’éducation et par ce faisant, à l’évolution des mentalités, ce qui a entraîné des évolutions modernisatrices dans tout le système juridique tunisien, à commencer par le droit de la famille et celui des femmes, un système scolaire moderne et républicain et un État capable de diriger l’évolution du pays.

Il est vrai que sous le régime de Ben Ali et malgré le puissant cycle de croissance économique internationale, les inégalités ne firent qu’augmenter, et avec elles l’irritation populaire face aux excès de la famille présidentielle. En termes de sécurité, sous l’excuse d’étouffer un mouvement islamiste naissant et de casser le gauchisme, la Tunisie se vit imposer un État policier pour exercer un contrôle poussé de sa population.

Ce qui constituait un anachronisme croissant dans une société tunisienne en pleine évolution et modernisation. La cupidité du régime le conduisit à sa perte et ce fut le peuple tunisien, la société civile tunisienne, véritable héros de cette histoire de modernisation sociale contemporaine, qui décida en 2011 de lutter pour la dignité du pays et qui avec un courage admirable renversa le régime.

Avec la révolution de 2011 et la transition démocratique, la Tunisie est en train d’accomplir un nouveau grand pas en avant historique dans son processus de modernisation et de normalisation cette fois-ci, celui de son alignement avec les sociétés démocratiques avancées.

## CONTEXTE ACTUEL

Lors de ces derniers six ans, la Tunisie a réussi à mettre en place des changements sociaux et politiques importants, d’une portée véritablement historique. Depuis la chute de Ben Ali, la Tunisie peut se flatter d’avoir un niveau de liberté d’expression et

des libertés civiles élevées qui s’est traduit dans une reconfiguration fondamentale du système politique.

En plus des grandes formations politiques comme Nidaa Tounes et Ennahda, ce qui est particulier à la Tunisie reste le labeur des organisations de la société civile, comme le Quartet National pour le dialogue en Tunisie, qui ont su tendre des ponts de dialogue et de compromis dans l’objectif de renforcer la transition démocratique dans le pays, ce qui d’ailleurs lui a été reconnu mondialement avec le Prix Nobel de la Paix. Le changement a été, par conséquence, véritablement historique : avec le pacte constitutionnel, le peuple tunisien a su conquérir progressivement ses droits civils, politiques et sociaux.

Cependant l’instabilité dans la région, autant en Libye qu’au Proche Orient, surtout la continuation de l’affreuse guerre civile en Syrie et l’activité des groupes terroristes ailleurs constituent un empêchement majeur qui est utilisé par ceux dont l’objectif est de saboter le progrès politique, économique et social en Tunisie. En raison de cela il est fondamental que la Tunisie réussisse à ne pas perdre son chemin vers son futur démocratique en paix, progrès et sécurité.

## LA TUNISIE DE DEMAIN

Sous le titre “La Tunisie de demain”, cette vingtième session du Forum Réalités prétend être un espace de dialogue et de discussion sur le futur de la Tunisie, et tout spécialement dans les toutes prochaines années.

Pour atteindre ces objectifs, il est indispensable, en premier lieu de réfléchir sur la place et le rôle de la Tunisie dans la nouvelle géopolitique régionale et dans la mondialisation ; évaluer sa position dans le voisinage euro-méditerranéen en tenant compte de sa relation importante avec l’UE; ainsi qu’analyser les principaux défis du pays en termes sécuritaires et de défense. De ses relations de voisinage euro-méditerranéen et arabe dépend le rôle futur de la Tunisie dans l’économie mondiale. Finalement, il est tout aussi important de porter un regard plus introspectif du pays afin de réconcilier en son sein les différentes traditions politiques, idéologiques, sociales et même culturelles qui peuvent faire un apport au progrès futur du pays.

Concernant les enjeux et défis actuels de la Tunisie, la société tunisienne fait face à une triple menace : politique, quant à la



consolidation de son système politique démocratique ; économique, puis qu'elle supporte les effets d'une économie plombée par l'insécurité, et, donc sécuritaire, puis qu'il fait se prémunir se prémunit contre la violence djihadiste radicale qui essaye de détruire le progrès politique, économique et social de la Tunisie.

Pour ce qui fait de son processus politique, la Tunisie aura besoin en plus de surmonter les profonds clivages idéologiques entre les principales forces politiques qui menacent la cohabitation actuelle et la stabilité du système.

De la même façon, il reste à souligner l'existence de certains défis importants concernant les politiques publiques. Le premier d'entre eux a à voir avec la désaffection envers le système politique que peuvent ressentir beaucoup de groupes sociaux, en particulier la jeunesse, déçue

par l'absence des opportunités qui étaient tant espérées avec la révolution. Cette situation a pour conséquence un certain manque de légitimité, et non seulement la légitimité démocratique des nouveaux acteurs politiques.

D'autres défis son encore le déficit de représentation politique des zones de l'intérieur du pays, ou les difficultés de mener à bout une réconciliation dans le cadre de la justice transitionnelle. Un autre défi finalement à mettre en relief : la nécessité de surmonter le possible sentiment d'un ample pan de la société selon lequel il n'y aurait pas de « plan » d'avenir en Tunisie, ce qui oblige à un grand effort de leadership, de pédagogie et de dynamisme aussi bien du gouvernement que de l'ensemble des partis représentés au parlement.

## CONCLUSION

Comme conclusion, je dois dire que le Forum de Réalités a vocation à réviser tous ces défis en abordant une série de sujets qui peuvent définir le futur de la Tunisie. D'abord, comme il a été dit, le rôle que la Tunisie de demain jouera dans la nouvelle géopolitique régionale et mondiale. La reconfiguration de l'ordre mondial et le changement de pouvoir au niveau international obligent la Tunisie à réfléchir sur sa position dans ce monde changeant. Les relations de tout ordre avec l'Europe voisine et amie continueront sans doute à être la référence centrale pour la Tunisie.

De même, les changements dans la région du Proche-Orient ne peuvent pas être ignorés par les décideurs tunisiens. Il est important d'analyser ces changements pour que la Tunisie puisse jouer son rôle de stabilisateur au sein du monde arabe.

Parallèlement, l'autre question ayant une relevance dans le contexte actuel, nous devons le répéter encore en guise de conclusion, demeure la sécurité et la défense. Les menaces terroristes et le crime organisé transnational peuvent engendrer une nuisance considérable à la démocratie, au progrès et aux institutions du pays. C'est pour ce motif qu'il est crucial et fondamental de traiter ces sujets avec rigueur et réalisme, avec la collaboration et la coopération, qui est en cours, mais je ne sais pas si au niveau suffisant des pays amis.

Finalement, la base de toute démarche politique doit être les efforts nécessaires pour redresser l'économie au pays, avancer vers le progrès et offrir spécialement aux jeunes les emplois et les opportunités qu'ils ont le droit d'espérer.

Ce Forum, pense je, va se consolider une fois de plus comme une expérience de référence d'échange d'idées et de débat fondamental en Tunisie.

Au vue de la sélection réussie des sujets à traiter et de la qualité de tous les intervenants qui vont participer aujourd'hui et demain aux débats, il ne fait aucun doute que le Forum de cette année sera encore une fois, un véritable succès.

Merci beaucoup pour votre attention. □

“  
*Les menaces terroristes et le crime organisé transnational peuvent engendrer une nuisance considérable à la démocratie, au progrès et aux institutions du pays.*  
”



## Allocution de **M. Hatem Ben Salem**

Directeur de l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques (ITES)

# Résilience, émergence et réconciliation

Monsieur le ministre, madame et messieurs les ambassadeurs, nos chers invités.

C'est toujours avec un très grand plaisir que je participe, à titre personnel et en tant que directeur général de l'ITES, aux différents forums de Réalités, d'autant plus que, aujourd'hui, et depuis maintenant deux ans, nous sommes partenaire à part entière, de ce Forum dont la longévité nous honore et qui reste aujourd'hui, le seul forum qui a duré autant et qui est en train d'impacter d'une façon certaine, sur le paysage politique, économique et médiatique tunisien. Et c'est pour cela que je souhaite féliciter son président, si Taieb Zahar.

Tu l'as très bien dit, nous avons estimé lors de nos discussions, à propos du thème à fixer pour le vingtième anniversaire du Forum International de Réalités, nous

avons estimé qu'il fallait se départir un peu, de cette morosité ambiante qui, justement, créait une sorte de pessimisme dans notre pays, compte tenu des très grands défis auxquels nous faisons face et compte tenu malheureusement, des résultats très limités que nous sommes en train d'obtenir en matière surtout, de développement économique.

Nous avons estimé qu'il fallait parler de la Tunisie de demain. D'autant plus que l'Institut a été chargé par le Président de la République, de préparer une étude stratégique, une vision pour la Tunisie, dans les dix prochaines années. Et nous avons remis au Président, il y a deux jours, cette étude qui a mobilisé plus d'une quarantaine d'experts et qui a réuni autour d'elle, plus de 900 participants. Cette étude, nous l'avons fondé sur le triptyque : résilience, émergence et réconciliation.

## UNE VISION POUR LA TUNISIE

Résilience, parce que nous estimons que, par la définition même de ce terme, nous devons tirer les leçons du passé, tout en observant, de façon objective, le présent afin de pouvoir construire en toute sérénité, l'avenir. Et cette résilience, elle est d'abord, au niveau de notre Etat et de nos institutions. Les différents intervenants ont insisté sur le fait que la Tunisie vit aujourd'hui, dans le monde Arabe, dans le monde arabo-musulman, une expérience exceptionnelle de démocratie et de liberté. Cette expérience, elle a bien sûr, ses très grands avantages, mais elle a aussi, ses inconvénients. Et aujourd'hui, plus de six ans après 2011, nous sommes en droit de nous poser des questions, c'est ce que nous avons fait à l'institut, sur l'Etat que

nous souhaitons avoir à l'avenir. Nous avons estimé que cet Etat doit être un Etat stratège.

Malheureusement, c'est une théorie qui a été reprise par le Front National, en France, mais nous l'avions déjà dit, depuis le départ de cette étude. Un Etat stratège, c'est-à-dire, un Etat capable d'être à la fois actif, dans la dynamisation des différents secteurs, dans le domaine du développement, mais aussi, un Etat qui ne s'immisce pas dans tout ce qui est gestion particulière des affaires de la Tunisie. Donc, c'est cet Etat-là que nous avons souhaité. Un Etat qui se fonde sur un régime politique capable de porter la Tunisie dans l'avenir. Et je ne cache pas que le régime politique actuel, c'est-à-dire, un régime parlementaire mixte n'est peut-être pas, en tout cas, ce sont des questions que nous nous sommes posées, le régime politique idoine capable justement, de relever les défis de cette période cruciale dans l'histoire et le présent de la Tunisie.

Nous avons estimé aussi, que cet Etat, doit se fonder sur le droit, sur la primauté de la loi. Cet Etat ne doit, en aucune manière, laisser, par exemple, la religion s'immiscer dans les affaires de la cité ou les affaires politiques. Et je dois dire qu'à notre niveau, il y a une sorte d'unanimité à rejeter toute théorie de compatibilité entre l'Islam et la démocratie, parce que, ceux qui parlent aujourd'hui, de compatibilité démocratie/Islam pourront demain, parler de compatibilité Islam/dictature. Et c'est pour cela que nous voulons, nous souhaitons que notre religion –notre religion est une religion sacrée, c'est une religion holistique dans son essence même – puisse être à part et ne pas constituer un des facteurs de la vie politique dans le pays. La religion n'est pas une idéologie. Elle ne peut pas souffrir de critiques. C'est pour cela qu'elle ne doit pas être un

“  
*On ne peut envisager la Tunisie de demain en dehors d'une véritable réconciliation. Chacun a droit à avoir ses propres idées, sa propre idéologie, mais chacun doit bannir la violence et doit faire en sorte que nos problèmes soient résolus autour d'une table de négociation.*  
”



“  
*Il y a une sorte d'unanimité à rejeter toute théorie de compatibilité entre l'Islam et la démocratie*  
”

M. Hatem Ben Salem

acteur politique dans notre pays et je l'espère, dans aucun autre pays musulman.

Cette résilience, nous l'avons voulue aussi, économique. Nous avons fait le constat de l'échec de nos modèles successifs de développement après l'indépendance et jusqu'à nos jours. Ces modèles traditionnels, ces modèles qui, par la force des choses, deviennent exclusifs, ne peuvent pas être la réponse aux problèmes exceptionnels que vit aujourd'hui, la Tunisie, dans le domaine économique. J'entends bien quand on parle d'innovations ; nous devons parier sur les technologies de l'information et de la communication, nous devons réformer notre système éducatif de l'enseignement supérieur à l'enseignement primaire, nous devons faire en sorte que le régime fiscal en Tunisie, soit un régime plus juste et plus équitable ; mais tout cela ne peut être fait dans une approche traditionnelle et classique. Car ces approches-là, une fois encore, ont échoué. Nous devons prendre la responsabilité aussi de réfléchir et d'innover. Et c'est là où je fais énormément confiance à cette nouvelle classe politique, à cette nouvelle jeunesse qui est en train aujourd'hui, de se battre dans des conditions très difficiles, de se battre pour que la Tunisie soit un pays pouvant jouer un rôle, non seulement dans sa région, mais aussi, dans le cadre des relations internationales.

Donc, une résilience, une émergence comme je l'ai dit, avec de nouvelles approches, mais aussi, une réconciliation. Une réconciliation d'abord, des citoyens avec l'Etat. Car, c'est aujourd'hui, l'un des plus gros problèmes que vit la Tunisie. Il y a un manque flagrant de confiance entre les citoyens et l'Etat et on le voit déjà, même dans les écoles et d'abord dans les écoles. Il y a aujourd'hui, des actes de vandalisme dans les écoles, dans les lycées qui montrent, si besoin est, que cet esprit d'appropriation, que ce sentiment de ci-

toyenneté n'existe pas, parce que l'école qui aurait du être modèle du civisme et le creuset de la citoyenneté, l'école ne joue pas son rôle. Il faut absolument, que l'Etat se réconcilie aussi, avec les citoyens, en se réappropriant ses prérogatives régaliennes qui aujourd'hui, sont mises en doute, parce que j'appelle moi, les forces de la haine et qui sont justement combattues quasiment, tous les jours, face à un Etat qui, dans ce cadre démocratique, n'arrive pas à défendre ses positions.

C'est une réconciliation aussi, de tous les citoyens entre eux. Nous sommes un petit pays. Nous sommes un grand peuple. Mais aujourd'hui, des voix de la division s'élèvent de partout et essaient de déstabiliser cette expérience unique de démocratie. Il faut que le peuple tunisien soit uni pour faire face à ces tentatives de division et je crois que cela ne peut être que par le dialogue, que par le consensus. On ne peut envisager la Tunisie de demain en dehors d'une véritable réconciliation. Chacun a droit à avoir ses propres idées, sa propre idéologie, mais chacun doit bannir la violence et doit faire en sorte que nos problèmes soient résolus autour d'une table de négociation.

Voilà, c'est rapidement ce que nous avons essayé de dégager au sein de cette réflexion. Tout le monde disait que la Tunisie souffre de l'absence d'une vision. Cette vision, nous l'avons aujourd'hui et nous allons tout faire, pour la médiatiser au maximum, pour la faire adopter par le gouvernement, pour la discuter devant le parlement. Nous allons tout faire pour que cette vision puisse constituer le véritable cadre civilisationnel soutenant l'avenir de la Tunisie.

Voilà assez rapidement comment je vois, comme je considère que nous pouvons à l'avenir, avancer et je suis très optimiste, je suis même certain que ce peuple tunisien qui a fait face à tant de défis, sera encore une fois, capable de relever ce grand défi civilisationnel qu'est l'avenir de la Tunisie.

Merci de votre attention. □



## Allocution de **M. Farhat Horchani** Ministre de la Défense Nationale (Tunisie)

# La Tunisie n'a pas choisi la voie facile

Monsieur le Président du Forum de Réalités, excellences, mesdames, messieurs.

Je voudrais d'abord, vous remercier pour l'invitation. Je voudrais aussi, vous féliciter pour avoir tenu vingt ans. Ce forum est très important pour discuter de ce qui se passe en Tunisie et constituer un groupe d'aide à la décision. Je vous souhaite également de continuer cette tradition et de nous voir peut-être, dans les vingt ou trente prochaines années pour discuter de la Tunisie et du chemin parcouru.

Je voudrais vous dire que je suis heureux de partager avec vous, quelques idées sur ce qui se passe en Tunisie, parce que la Tunisie n'a pas choisi la voie facile. D'abord, elle a fait une révolution, ce qui

n'est pas simple en soi. Ensuite, elle ambitionne depuis 2011, de construire une démocratie, ce qui est encore beaucoup plus compliqué. Et en troisième lieu, elle a fait tout cela ou elle ambitionne de le faire dans un contexte extrêmement difficile. De plus, elle n'a pas choisi les solutions faciles à l'image de la constitution qu'elle a préféré réécrire entièrement plutôt que de la réadapter.

La Tunisie a ainsi opté pour l'élection d'une Assemblée nationale constituante pour écrire une nouvelle constitution et a ainsi choisi la voie difficile. La constitution issue de cette démarche est une constitution de consensus. Comme pour toute constitution de compromis ou de consensus, tout le monde y trouve son compte. Et évidemment, lorsque tout le monde

trouve son compte dans un texte juridique, ce texte ne peut être qu'interprété de manière différente selon les points de vue. Heureusement, la constitution n'a pas laissé à quiconque le soin de l'interpréter, mais a confié cette mission à un organe spécifique: la Cour Constitutionnelle actuellement, en cours de création.

La Cour constitutionnelle est un organe essentiel dans la construction démocratique de l'Etat, notamment, sur le plan des droits et libertés. Comme vous le savez, dans la constitution tunisienne, il y a tous les droits et libertés qui peuvent parfois, être contradictoires. Et c'est le juge constitutionnel qui va nous dire ce qu'est, par exemple, la liberté de conscience ou encore, ce qu'est la protection du sacré, ce que sont par exemple, tous les droits et

“  
*Nous pensons que la démocratie est le meilleur rempart contre tous les dangers, y compris le danger terroriste.*”

M. Farhat Horchani



libertés fondamentaux qui sont inhérents à l'être humain, aux citoyens ou à l'étranger qui vit parmi nous. La Cour constitutionnelle nous indiquera également, les limites de cette liberté en interprétant la portée réelle de l'article 49 de la constitution et du cadre juridique qui doit en découler.

Aujourd'hui, nous avons un régime politique fruit d'une approche consensuelle. Ce n'est pas un régime parlementaire à l'état pur. Ce n'est pas non plus, un régime présidentiel à l'état pur. Nous avons en fait, un régime politique où, pour que ça marche en Tunisie, il faut que le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, soient, ou bien, du même parti politique, ou du moins, de partis politiques non opposés. Cela pourrait créer éventuellement, un conflit de compétences. Ce genre de conflit de compétence est également, du ressort de la Cour constitutionnelle qui jouera à ce niveau-là, un rôle de régulateur entre les compétences de l'un et de l'autre.

Lorsque l'on parle dans ce cadre général, des enjeux de la sécurité et de la défense, l'on parle de la politique et de la stratégie de l'Etat et du gouvernement en matière de défense et de sécurité pour les années à venir, pour la Tunisie de demain. Cette politique et cette stratégie s'inscrivent dans le moyen et le long terme. Mais avant d'en parler, il convient de pré-

“  
*En élargissant notre champ de vision, l'on ne peut pas remarquer que toute la région à laquelle nous appartenons est une région où les tensions sont nombreuses.*”

ciser deux ou trois choses.

Il est important de garder à l'esprit que la Tunisie est en train de vivre une transition démocratique qui, comme cela a été précisé, n'est pas des plus simples. En même temps, nous sommes en train de mener une guerre, contre le terrorisme, ce fléau mondial. Des pays qui ont vécu des transitions démocratiques comme ceux de l'Europe centrale, et orientale ou ceux de l'Europe de l'Ouest, du sud ou même ceux de l'Amérique du sud, n'ont pas eu à faire face en même temps, à un danger aussi mortel que ce fléau mondial, qui a pris la Tunisie pour l'une des ses cibles majeures.

## LA MENACE TERRORISTE

La Tunisie est confrontée à ce défi majeur qui consiste à mener à bien la transition démocratique, avec toutes les difficultés économiques que vous connaissez, dans un contexte régional très tendu qui ne lui est pas favorable puisqu'il s'est traduit par l'émergence du phénomène terroriste comme défi, qu'il importe de combattre et de vaincre. Des difficultés inattendues surgissent ainsi, du fait que les deux défis ne sont pas forcément conciliables. Les attentes citoyennes qui résultent d'une transition démocratique ne sont pas forcément, ceux qui résultent de la lutte contre le terrorisme. La transition démocratique implique des attentes en matière de liberté: liberté d'information, démocratie, élections libres, transparence, société ouverte, monde ouvert. Mais la lutte antiterroriste exige quelque fois, des contraintes liées parfois, aux questions sécuritaires. Et comme vous savez, les questions sécuritaires, dans un contexte tendu, peuvent exiger de l'Etat et du gouvernement, la mise en place de contraintes spéciales.

Une menace majeure pour notre sécurité est aujourd'hui, représentée par le contexte libyen. Le peuple libyen n'a pas encore, su trouver une solution politique

aux problèmes auxquels il est confronté. Nous avons une frontière de près de 530 kilomètres avec la Libye, ce pays où les armes circulent de manière totalement libre, et où le peuple n'est pas uni sur une plateforme politique minimale. En raison de cette situation très particulière, la Tunisie se trouve dans l'obligation de faire face à cette menace sécuritaire.

En élargissant notre champ de vision, l'on ne peut pas remarquer que toute la région à laquelle nous appartenons est une région où les tensions sont nombreuses. Le problème syrien et celui de l'Iraq, ont une implication directe, d'abord, sur la région elle-même aussi bien du nord que du sud, de la Méditerranée, mais surtout sur la côte sud de cette région et donc, essentiellement, sur la Tunisie. Mais également, nous avons aussi, le problème sécuritaire de la région du Sahel, qui impacte toute la région du sud de la Tunisie.

## POLITIQUE SECURITAIRE

**Quelle devrait être la politique sécuritaire de l'Etat, dans un tel contexte ?**

Tout d'abord, il y a nécessité d'un cadre juridique, pour fixer le rôle des institutions militaire et sécuritaire pour jouer dans la lutte antiterroriste. Le cadre juridique c'est d'abord, la constitution. Dans la constitution tunisienne, et ça c'est l'exception tunisienne, il est dit que l'armée est une force républicaine. La constitution indique également, que le rôle de l'armée est la défense sacrée de la patrie. Le terme « sacrée » signifie que ce rôle de défense de la patrie, est un devoir, pour tous les citoyens. Ce sont là, deux idées très importantes. L'armée est une armée républicaine qui a une fonction en matière de défense du territoire, mais qui a également, un rôle pour soutenir les forces civiles, Et deuxième chose, la défense de la patrie est un devoir sacré pour tous les citoyens.

D'abord, si on revient au terme « républicaine », l'armée (al jaych al jomhuri), est républicaine. Lorsqu'on dit que, l'armée est républicaine, cela veut dire que l'armée défend le pays. Elle défend la patrie. Elle est insensible aux fluctuations politiques. Elle n'est pas concernée par la politique. Ceci constitue une exception dans la région, tout en constituant une force pour la Tunisie. Mais toute armée républicaine, pour qu'elle soit républicaine, il faut qu'elle soit contrôlée. Disons, entièrement. Ainsi, le système tunisien, aussi bien constitutionnel que juridique, institue des mécanismes de contrôle de l'armée et de la sécurité, en général.

⇒ D’abord, il y a un contrôle financier annuel, à travers les articles de la loi des finances, relatifs aux budgets des deux ministères, loi des finances, qui est discutée et votée par le parlement. C’est un moyen de contrôle. Que dépense l’armée ? Qu’est-ce qu’elle a comme recettes ? Etc. Ainsi, et en toute transparence, le gouvernement a donné une importance essentielle au budget de l’armée, qui a été largement renforcé, compte tenu du fait, que nous vivons un contexte sécuritaire très sensible.

Il existe un second contrôle que le parlement exerce à travers la commission de la sécurité et de la défense, qui est chargée de contrôler les forces armées et de sécurité. La Tunisie et le Liban constituent les seuls Etats de la région, qui sont impliqués dans le contrôle démocratique, des forces armées.

Deuxième élément : La défense du territoire est un devoir sacré, pour tout citoyen. Cela veut dire que la défense du territoire n’est pas seulement, l’œuvre des forces sécuritaires et de l’armée. Tous les citoyens ont le devoir de défendre leur patrie. Cette affirmation permet d’instituer une conception nouvelle de la défense de la patrie : la défense globale, qui institue un système où tous les citoyens sont impliqués dans cette défense de la patrie. Bien évidemment, cela est très important, dans la lutte antiterroriste.

Le terrorisme et tous les crimes qui s’y greffent, comme la contrebande, le crime organisé, la traite des êtres humains, hommes ou femmes, le trafic de drogue, constituent des dangers non conventionnels. Face à ces dangers non conventionnels, il faut être convenablement armé au sens large du terme, notamment du fait que ce sont des dangers qui transcendent les frontières. C’est là, l’un des aspects négatifs de la mondialisation. Il faut savoir,

“ *Le terrorisme et tous les crimes qui s’y greffent, comme la contrebande, le crime organisé, la traite des êtres humains, hommes ou femmes, le trafic de drogue, constituent des dangers non conventionnels.* ”



qu’un nombre très important de jeunes ont été recrutés par les réseaux terroristes, à travers les réseaux sociaux, qui transcendent les frontières. Peut-on affirmer pour autant, que la frontière physique n’a plus de sens ? A vous d’en juger.

Il est bien connu que le terrorisme utilise la tactique de la surprise. Un seul individu peut causer beaucoup de dégâts. Il y a donc, nécessité à ce que l’armée et les forces sécuritaires soient bien adaptées, bien formées, coopèrent ensemble, pour faire face à ce genre de menace et cela exige bien évidemment, des contraintes très importantes. Si on met sur la balance, d’un côté, la transition démocratique et de l’autre, la nécessité de lutter efficacement contre le terrorisme, le choix ne devient pas forcément, cornélien, mais, vous êtes obligé, à la fois, de respecter les impératifs de la démocratie, et d’être efficace dans la lutte antiterroriste.

## STRATEGIE SECURITAIRE

Quelle est la stratégie de l’Etat en cette matière ?

D’abord, c’est une stratégie en matière de formation. Il est important, qu’il y ait une génération de militaires, qui soient

adaptés à la lutte contre cette menace non conventionnelle. Le gouvernement tunisien a fait des efforts extraordinaires, depuis quelques années pour que les forces sécuritaires et armées soient aujourd’hui, bien formées, dans cette lutte antiterroriste.

C’est aussi, une stratégie en matière d’équipements militaires adaptée à ces menaces. Là aussi, l’Etat a fait également, des efforts très importants, dans cette matière.

Le terrorisme étant une menace qui dépasse ou qui transcende les frontières, il est important aussi, qu’il y ait une stratégie en matière de coopération internationale. Une coopération avec d’abord, les Etats voisins avec lesquels, nous coopérons d’une manière très efficace. Mais également, avec les Etats qui ont une longue expérience en la matière avec lesquels, des liens étroits ont été noués.

La frontière, je le disais, n’a plus de sens lorsqu’il s’agit de lutter contre le terrorisme. Vous savez que la frontière est une ligne, qui peut être, soit naturelle, soit artificielle pour protéger des Etats. C’est au sein d’une frontière, que l’Etat exerce sa souveraineté. Mais on constate aujourd’hui, que par l’influence de plusieurs facteurs, comme par exemple, la mon-



“  
*Le défi du retour des jihadistes, concerne un nombre important de pays, d'où la nécessité qu'il y ait une stratégie multinationale, pour résoudre ce problème.*  
 ”

dialisation, l'économie ouverte, le terrorisme, le crime organisé, il y a comme une superposition de plusieurs notions de frontières. Ainsi, on peut avoir une frontière juridique, celle qui sépare ou celle qui protège, une frontière économique comme l'espace Schengen, ou encore, une frontière supranationale, à l'image de celle de l'Union Européenne. On peut aussi, avoir des frontières qui unissent des Etats, sur la base de valeurs partagées, comme la démocratie, ou des besoins de défense commune, comme l'OTAN.

Lorsqu'on dit en Tunisie, que nous protégeons nos frontières, parce qu'il y a en Libye, une dangereuse prolifération des armes. On dit en fait, que nous ne protégeons pas uniquement, le territoire tunisien. Nous jouons un rôle important, et nos alliés le savent, dans la protection de la frontière sud de l'Europe et celle de tous les pays, avec qui, nous partageons les valeurs démocratiques. Il est donc, très important, face à ces fléaux nouveaux, qui ont une facilité considérable, à transcender les frontières, d'être armés, pour protéger ses frontières, au sens large du terme, c'est-à-dire, aussi bien les frontières naturelles, que les frontières virtuelles.

Enfin, il y a aussi, une stratégie en matière de crimes, dans l'espace virtuel. Il est bien évidemment, très important, que les Etats unissent leurs efforts, pour essayer de lutter contre ces dangers et ces fléaux, qui prolifèrent, à travers les réseaux sociaux.

## LE LIVRE BLANC DE LA SECURITE ET DE DEFENSE

En plus de la stratégie nationale déclinée en quatre points, tels qu'énoncé ci-haut, nous avons également, commencé à discuter et à rédiger, au sein du ministère de la Défense, un document d'une importance considérable, que l'on a appelé : « Le livre blanc de la sécurité et de la défense ». C'est un document qui sera rédigé au sein de l'Institut national de la défense et sera appelé à constituer la politique publique de l'Etat, en matière de sécurité et de défense, après son approbation par le parlement. Mais, parce que nous considérons, que tout tunisien est concerné par la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, la société civile sera également, appelée à se prononcer sur le contenu de ce document.

## STRATEGIE GLOBALE

Cette stratégie sécuritaire, qui constitue la politique publique de l'Etat, en matière de défense et de sécurité, ne constitue en fait, qu'une part, de ce que l'Etat doit faire, en matière de lutte contre le terrorisme et ce n'est pas forcément, la part essentielle. Il ya un travail essentiel, qui doit et sera fait aux niveaux culturel, éducationnel, économique, etc. Ce volet est très important, pour essayer de comprendre, pourquoi un jeune de 20 ans, choisit de devenir terroriste. Une stratégie globale, basée sur une approche

englobant tous les aspects, de la vie en société, doit être élaborée et discutée avec toutes les parties prenantes.

Nous pensons également, que la question de la coopération internationale est d'une importance capitale. Le défi du retour des jihadistes, concerne un nombre important de pays, d'où la nécessité qu'il y ait une stratégie multinationale, pour résoudre ce problème. Il s'agit de convenir de la manière de traiter ces jihadistes, une fois de retour dans leurs pays respectifs, afin de neutraliser leur capacité de nuisance, sans porter atteinte, à leurs droits fondamentaux, en tant qu'êtres humains.

Dernier point, la stratégie globale doit être fondée aussi, sur le renseignement. Le nerf de la guerre, en matière de lutte anti terroriste, c'est le renseignement. Le renseignement, c'est d'abord un renseignement technique et c'est un aussi, un renseignement humain. Lorsqu'on dit que le citoyen doit participer à la défense de sa patrie, cela veut dire, que le citoyen doit participer également, à la défense de sa patrie, en matière de lutte anti-terroriste. Et le renseignement humain, et ça été démontré dans beaucoup de pays, y compris, en Tunisie, constitue une composante importante, en matière de lutte anti-terroriste. Mais il n'y a pas que le renseignement humain, il ya aussi, le renseignement technique. Et en cette matière, la coopération internationale entre les Etats, entre ceux qui ont un savoir faire avancé, en matière de lutte anti-terroriste, et en matière de renseignement, et les autres, est très importante. En la matière, nous avons fait des progrès très importants, en Tunisie.

Comme vous le savez, en peu de temps, nous avons fait un travail considérable en matière de lutte anti-terroriste. Ça n'a pas été simple parce que la Tunisie est un pays, qui reste fragile, sur le plan économique. Il n'y a pas de démocratie, sans un minimum de prospérité et évidemment, lorsque vous avez une jeunesse en pleine attente de postes de travail et d'opportunités de réussites économiques, des attentes légitimes, cela complique encore plus, les choses. Mais il faut rester optimiste. Nous sommes sur la bonne voie, même si cette voie n'a pas été une voie bordée de roses. Ce n'est pas la voie la plus simple. La Tunisie est en train de construire sa démocratie. Et nous pensons que la démocratie est aussi, le meilleur rempart contre tous les dangers, y compris le danger terroriste.

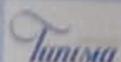
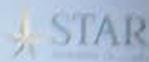
Je vous remercie. □



Première séance

## Quel ancrage dans l'espace régional et euro-méditerranéen ?

Modérateur : **Jean Louis Guigou**,  
Délégué général d'IPEMED



Sponsors Médias



Jean Louis Guigou, Délégué général de l'IPMED (institut de prospective économique du monde méditerranéen) a assuré la modération de la première séance du forum international de Réalités consacrée au thème « la Tunisie et la nouvelle géopolitique mondiale ». Dans un mot introductif il a fait ressortir que la Tunisie en pleine transformation politique, religieuse, économique et

sociale, est obligée de consentir de lourds sacrifices en faisant la guerre au terrorisme. Pour lui, il existe trois forces qui vont dans le sens du développement de la Tunisie. Il y a d'abord, la régionalisation de l'économie. Entre la mondialisation sauvage et le repli sur soi, estime-t-il, il y a un échelon intermédiaire. A cet effet, il remarque que l'UE doit mettre le cap au sud de la méditerranée

après avoir stabilisé les pays de l'Europe de l'Est, ce qui permet de faire du Maghreb, le Mexique de l'Europe. L'Allemagne, a précisé J.L.Guigou a pris la mesure de cette nouvelle donne en s'appêtant à abriter en juillet prochain à Hambourg un G20 qui sera une occasion pour lancer un plan exceptionnel pour l'Afrique. Il y a ensuite la coproduction et, enfin, l'industrialisation du sud.





“  
*La Tunisie est obligée de consentir de lourds sacrifices en faisant la guerre au terrorisme*  
”

M. Jean Louis Guigou



## Hatem Ben Salem L'Europe, un grand point d'interrogation

Pour le Directeur de l'PTES, la Tunisie fait face à une nouvelle donne géopoliti-

que en vivant dans un cadre de transformations nationales, régionales et internationales radicales. Bien plus, la construction de l'UMA est en panne et aucun signe d'évolution n'est perceptible, faisant des pays de cet ensemble les grands perdants du non Maghreb.

Au plan arabe, les choses n'évoluent

pas non plus au niveau souhaité, les pays de la région sont aujourd'hui dans l'incapacité de construire un nouvel ordre arabe, n'arrivent plus à jouer leur rôle de temporisation des conflits et différends qui surgissent et font face à des interférences qui viennent du rôle que l'Iran et la Turquie veulent jouer dans la région.

Hatem Ben Salem soutient que l'avenir de la Tunisie est totalement lié à l'Europe, qui reste un grand point d'interrogation. « Devant les défis et le caractère exceptionnel de l'expérience démocratique du pays, ce qui est donné à la Tunisie ne peut être d'aucune efficacité pour faciliter les transformations radicales qu'elle est en train de vivre ». Bien plus, l'émergence de forces extrémistes dans le vieux continent et d'un discours de la haine, du racisme et de radicalité, suscite inquiétudes et questionnements lancinants.

Ben Salem s'interroge sur l'orientation de l'Europe à la confrontation avec la Rus-





“ ce qui est donné à la Tunisie ne peut être d’aucune efficacité pour faciliter les transformations radicales qu’elle est en train de vivre ”

M. Hatem ben Salem

sie, une puissance importante dans le jeu de la sécurité et la stabilité dans le monde. Il s’agit, dit-il, d’un mauvais signal qui va à l’antipode des objectifs recherchés. La même incertitude entoure aujourd’hui les relations entre la Tunisie et les Etats-Unis. D’un allié de la Tunisie sous l’Administration Obama, beaucoup de flou, de doutes

et d’improvisation commencent à voir le jour depuis l’arrivée du Président Trump.

### Amy Hawthorne (POMED) “Trump imprévisible et impulsif”

Amy Hawthorne, spécialiste du monde arabe, directrice adjointe pour la recherche au projet sur la démocratie au Moyen Orient (POMED) à Washington DC, s’est interrogée sur les changements et les zones d’ombre qui caractérisent la politique étrangère américaine depuis la venue du Président Donald J. Trump. Le couac réside en particulier dans son approche du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord qui marque l’amorce de changements où les incertitudes risquent d’être le point fort de cette politique qui peut être déstabilisatrice.

Aujourd’hui, il est difficile de comprendre la politique étrangère de Trump. Outre l’absence de lignes directrices cohérentes, Amy Hawthorne estime que les contradictions de ses déclarations rendent cet exercice quelque peu ardu. Cela s’explique par la personnalité peu conven-

tionnelle de Trump, qui n’a aucune expérience politique ou militaire.

Imprévisible et gagné par l’esprit de contradiction, le Président, Trump exprime, au sujet du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord, des avis divergents et inconstants. Trump ne s’intéresse pas aux alliances et ne trouve aucun intérêt aux institutions multilatérales (l’ONU, etc.) en tant que moyen de mettre en œuvre la politique américaine.

Pour Amy Hawthorne, la Tunisie ne peut plus espérer un large soutien économique de Washington dans un avenir proche.

L’argument fondamental d’Obama pour le renforcement de liens avec la Tunisie après 2011 et sa propension à soutenir la seule démocratie arabe, n’est plus de mise. Trump, appréhende ses relations avec la Tunisie principalement à travers le prisme de la lutte anti-terroriste.

Pour le chercheur du POMED, Trump est impulsif, très difficile à prédire dans un monde qui a besoin de stabilité, de prévisibilité de la part des Etats-Unis. Ce style obligera la Tunisie et la région entière de faire des ajustements significatifs. En effet, Trump n’écarte pas la possibilité de réduire de moitié son aide à la Tunisie en la ramenant à 40 millions de dollars.

### Igor Borovkov, Directeur adjoint de l’institut russe des études stratégiques « RISS »

### L’OTAN a fragmenté la Libye

Pour Igor Borovkov, même si la Russie n’est pas un pays méditerranéen, elle n’est pas indifférente à tout ce qui se passe dans cette zone, dont l’importance géostraté-



“ Désormais, la Tunisie ne peut pas espérer un large paquet d’aide économique de Washington, dans un avenir proche. ”

Mme. Amy Hawthorne



“ La Russie n’a pas d’ambitions idéologiques, comme ce fut le cas au temps de l’ex-URSS ”

M. Igor Borokov



gigue n’échappe à personne. En effet, cette mer est un point de passage commercial et militaire stratégique. En témoignent la présence de la 6e flotte américaine dans cette mer et l’existence de bases de l’OTAN dans cette région où l’on assiste à une multiplication des zones de tension et de conflit.

Compte tenu de l’importance de cette région, la Russie n’y est pas restée indifférente et depuis 2015, précise Igor Borokov, le Président Poutine a développé même une nouvelle doctrine maritime dans la région à l’effet de renforcer sa présence navale pour en faire une zone de stabilité politique et militaire et de pouvoir faire face à la menace terroriste.

Pour le directeur adjoint de RISS, parler de vellétés hégémoniques de la Russie et du retour de l’Union soviétique relève de la pure spéculation. La Russie n’a pas d’ambitions idéologiques, comme ce fut le cas au temps de l’ex-URSS et sa politique extérieure est empreinte de pragmatisme. Au sujet de la base navale russe à Tartous en Syrie, il a indiqué qu’elle était jusqu’à

2013 un simple point d’appui non stratégique. « Sa modernisation a été rendue nécessaire pour apporter un soutien aux opérations militaires engagées depuis 2015 contre les groupes terroristes ». Evoquant la situation en Libye, il a indiqué que cette



M. Emilio Cassinello

“ La Méditerranée a besoin de démocratie et le rôle joué par la Tunisie aujourd’hui est un rôle clé ”

crise est une illustration parfaite de l’intervention de l’OTAN qui a transgressé le droit international et précipité la frag-

mentation d’un pays. Il a conclu que son pays œuvre actuellement à réunir tous les belligérants autour d’une même table pour trouver une issue à cette grave crise.

**Emilio Cassinello,**  
Directeur de l’Institut international Toledo pour la paix  
**L’Espagne, un facilitateur de convergences**

Emilio Cassinello a présenté les facteurs de similarité qui existent entre la transition démocratique espagnole et tunisienne. En effet, la constitution espagnole a été le fruit d’un consensus et le pays a connu plusieurs transitions. Une transition politique qui a permis au pays le passage à un système parlementaire et à une monarchie constitutionnelle.

Une transition économique qui a permis le passage d’une autarcie à un marché ouvert. Une transition sociale qui a permis à la femme de recouvrer ses droits. Une transition militaire en mettant en place une armée républicaine contrôlée par le parlement et enfin une transition religieuse qui a scellé la séparation entre l’église et l’Etat. Pour Emilio Cassinello, la Méditerranée a subi de nombreuses influences et de situations d’incertitudes paralysantes qui soulèvent de nombreuses interrogations.

Dans cette tourmente, l’ambition naturelle de l’Espagne, indique-t-il, est d’être un facilitateur de convergences en plaidant pour la résolution des problèmes régionaux selon des approches régionales. Et de conclure que la démocratie a besoin de démocrates et la Méditerranée. □





Deuxième séance

Voisinage stratégique en restructuration

## Quelle place pour la Tunisie dans une géopolitique en mutation ?

Modérateur : **Hassen Zargouni**,  
directeur du cabinet Sigma Conseil



« *La Tunisie dans son voisinage stratégique en restructuration* » était le thème de la deuxième séance de la première journée du Forum international de Réalités. Animé par Hassen Zargouni, directeur du cabinet Sigma Conseil, le panel a constitué l'occasion pour les intervenants d'interagir avec l'assistance sur les défis géopolitiques auxquels la Tunisie fait face dans son voisinage maghrébin, africain, méditerranéen, mais également avec d'autres acteurs de la scène internationale, à leur tête les États-

Unis et l'Union européenne (UE).

Quelle place pour la Tunisie dans ce paysage géopolitique en ébullition ? C'est à cette problématique que les conférenciers ont tenté de répondre. « *Difficile de définir la zone géographique à laquelle appartient la Tunisie* », a commencé par dire Hassan Zargouni, qui précise, avant de donner le coup d'envoi à la séance, que la notion du voisinage varie en fonction « *du contexte dans lequel on évolue ou à travers lequel on analyse la situation du pays* ».

## Steven Ekovich, professeur à l'université américaine de Paris Les États-Unis, principaux fournisseurs d'équipements militaires à la Tunisie

Steven Ekovich, professeur à l'université américaine de Paris, commence par





➔ un constat qui souligne la faiblesse des relations commerciales et économiques liant les États-Unis au Maghreb : 1% des échanges commerciaux et des investissements américains se font avec cette zone, contre 50% pour l'Asie. « *Les intérêts économiques avec la Tunisie sont minces* », concède-

t-il pour le cas de la Tunisie, mais il enchaîne en affirmant que les deux pays ont toujours été côte à côte. « *Défendre la Tunisie, c'est défendre un pays arabe démocratique, et il y va de l'intérêt des États-Unis* », déclare-t-il.

L'universitaire rappelle que les relations tuniso-américaines sont positives, et

ce depuis l'arrivée de Habib Bourguiba au pouvoir après l'indépendance. « *L'Amérique n'a jamais fait de mal à la Tunisie* », dit-il. La coopération entre les deux pays est, notamment, d'ordre militaire. De fait, selon Steven Ekevich, 75% du matériel militaire de la Tunisie provient des États-Unis. Qu'en est-il des relations tuniso-américaines avant le 14 janvier 2011 ? D'après le professeur universitaire, les États-Unis avaient l'intention de suspendre toute forme d'aides à la Tunisie à l'ère de Ben Ali. « *Le régime n'agissait pas dans l'optique de la guerre contre le terrorisme* », explique-t-il.

Steven Ekevich poursuit en rappelant que les intérêts sécuritaires des États-Unis sont importants dans la zone méditerranéenne. « *On ne peut concevoir l'arrêt du soutien américain à la Tunisie* », conclut l'universitaire.



“  
*La notion de voisinage varie en fonction du contexte dans lequel on évolue ou à travers lequel on analyse la situation du pays*”

M. Hassen Zargouni

«  
Défendre la Tunisie, c'est défendre un pays arabe démocratique, et il y va de l'intérêt des États-Unis »

M. Steven Ekvovich



## Abou Diab Khattar, enseignant à l'université de Paris Sud

### La Tunisie, ce pays « multi-identitaire » aux enjeux géopolitiques importants

Abou Diab Khattar, enseignant à l'université de Paris Sud, spécialiste du Moyen-Orient, de la Méditerranée et du monde musulman, souligne, de son côté, que l'environnement géopolitique, aujourd'hui, est en mutation. La Tunisie, selon Abou Diab Khattar, possède cinq identités, à savoir maghrébine, africaine, arabe, musulmane et mondiale. « C'est un cas unique, un microcosme important, le berceau du printemps arabe. La Tunisie est un pays important d'un point de vue géopolitique, d'où l'intérêt qu'elle suscite », explique-t-il. Par ses cinq identités et ses appartenances, la Tunisie a subi de plein fouet les effets de la crise financière de 2008 et ceux de la chute du capitalisme, d'après l'universitaire.

D'autre part, Abou Diab Khattar considère que l'Union du Maghreb et le système régional arabe ont été « enterrés », et ce depuis l'intervention des États-Unis

«  
Pour réussir la mutation tunisienne, il faut que les Tunisiens sachent compter sur eux-mêmes »

M. Abou Diab Khattar



en Irak, en 2003. « Aujourd'hui, Israël, l'Iran et la Turquie se disputent le Moyen-Orient. Le défi, pour la Tunisie, est de ne pas regarder uniquement vers l'Europe, puisque cette même Europe fait face à ses propres problèmes », déclare le spécialiste du Moyen-Orient, de la Méditerranée et du monde musulman, qui considère que l'Europe doit se rappeler que son avenir est lié à celui de l'aile sud

«  
L'Allemagne, souhaite que la Tunisie devienne une terre d'accueil pour les réfugiés refoulés de Syrie »

Mme Gisela Baumgratz



sincère. « La Tunisie est importante dans ce monde en mutation. Pour réussir la mutation tunisienne, il faut que les Tunisiens sachent compter sur eux-mêmes », conclut-il.

## Gisela Baumgratz, professeure universitaire en sciences sociales

### « Dire non aux cadeaux empoisonnés de l'UE »

De son côté, Gisela Baumgratz, professeure universitaire allemande en sciences sociales, n'a pas mâché ses mots sur la question des relations maghrébo-européennes. C'est toute la politique de l'UE, vis-à-vis du Maghreb et de la zone méditerranéenne, qui a été remise en question par l'universitaire, qui parle même de « cadeaux empoisonnés » en évoquant les accords avec le Vieux Continent. « Il faut avoir le courage de dire non aux cadeaux empoisonnés de l'Union », lance-t-elle.

de la Méditerranée, « de la Turquie jusqu'à la Tunisie », précise-t-il. « L'Europe aura tort de ne pas prendre en considération ce fait, surtout en ce qui concerne la Tunisie. », enchaîne-t-il, rappelant que l'engagement européen de l'Europe vis-à-vis de la Tunisie demeure

La politique européenne, selon Gisela Baumgratz, est loin d'être gérée par les politiciens, mais plutôt par les lobbies créés par les grandes entreprises. « Il arrive que des projets de loi ne soient soumis au Parlement ou à un Conseil des ministres qu'après avoir été examinés par la loupe des lobbyistes. Ces derniers veillent à ce que les intérêts des entreprises ne soient pas affectés par telle ou telle décision politique », explique-t-elle.

Autre volet abordé par Gisela Baumgratz : l'accord de libre-échange signé entre la Tunisie et l'Union européenne. Cet accord, à titre d'information, est venu remplacer l'accord d'association signé en 1995 et qui a pris fin en 2008. Selon l'universitaire, le système de libre-échange a plongé l'industrie tunisienne dans une crise et a conduit 3000 entreprises à fermer leurs portes. De fait, ces dernières ont été exposées à la concurrence des entreprises



⇒ européennes. Elle va plus loin en affirmant que la politique européenne a conduit à la Révolution tunisienne. « L'Union européenne veut faire de la Tunisie la Turquie numéro 2. L'Allemagne, à titre d'exemple, souhaite que la Tunisie devienne une terre d'accueil pour les réfugiés refoulés de Syrie, qu'ils soient tunisiens ou d'une autre nationalité. L'accord a déjà été signé », déclare-t-elle encore.

### Khalifa Chater, historien et universitaire, spécialiste de l'époque moderne et contemporaine

## Enrichir la « maghrébinité » de la Tunisie

L'autre intervention à retenir lors de la séance consacrée au thème de « La Tunisie dans son voisinage stratégique en restructuration » est celle de Khalifa Chater, historien et universitaire, spécialiste de l'époque moderne et contemporaine. Il évoque, tout d'abord, l'affaiblissement de l'Union

du Maghreb arabe (UMA) qui, selon ses mots, « fait partie d'une certaine virtualité ». De ce fait, une volonté d'aller voir ailleurs a émergé, notamment en Tunisie, qui est allée voir du côté de la communauté orientale, d'après l'historien.

« Les relations économiques entre les pays d'Afrique du Nord ne sont pas complémentaires, ce qui crée un malaise et de la souffrance dans ces pays. Il est, de ce fait, vital d'enrichir la « maghrébinité », et ce à travers le renforcement des relations avec l'Afrique subsaharienne et l'Europe », souligne Khalifa Chater. L'universitaire s'interroge, par la suite, sur les relations pouvant lier la Tunisie à ses voisins, notamment l'Algérie et la Libye. « Elle [l'Algérie] peut inquiéter. Quelle sera l'alternative au pouvoir actuel ? Et qu'en est-il de la Libye ? Certains s'étonnent de voir la Tunisie tisser des relations avec le pouvoir à Tripoli. Or, les dérives de ce pouvoir peuvent avoir plusieurs impacts sur la Tunisie », s'interroge encore l'historien.

Il déplore, par ailleurs, l'influence négative de l'expansion turque au détriment de l'industrie tunisienne. Et de conclure :

« L'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne ou encore le Portugal : tous souhaitent entretenir des relations avec la Tunisie. Cependant, il ne s'agit que de virtualités. La vraie question est de savoir comment va-t-on rendre ces virtualités réelles ».

## Existe-t-il une sortie de crise ?

La séance a été clôturée par un débat où l'assistance a réagi aux propos des quatre conférenciers. Plusieurs intervenants, dans le public, ont souligné l'augmentation des inégalités dans la région méditerranéenne, qui a conduit à la recomposition des structures sociales dans les pays et à un bouleversement de la vie politique, notamment en France avec l'arrivée d'Emmanuel Macron et de Marine Le Pen sur les devant de la scène. Autre interrogation notable, soulevée par Adel Ben Youssef, maître de conférences à l'Université Côte d'Azur (Nice) : quelle alternative au système capitaliste qui a montré ses limites ? « Sommes-nous capables d'inventer un modèle de société plus juste », s'est-il interrogé.

D'autres questions ont porté sur la signification même de l'expression « la Tunisie de demain », qui est le thème central du Forum International de Réalités. Face à cette question, l'universitaire allemande Gisela Baumgratz est revenue sur les « cadeaux empoisonnés de l'UE ». « Ce demain en question commencera lorsque les Tunisiens auront eu le courage de refuser les cadeaux empoisonnés de l'Union européenne. Avec sa politique, l'Union a détruit ses relations traditionnelles avec l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne », a-t-elle expliqué. □



« Il est, de ce fait, vital d'enrichir la « maghrébinité », et ce à travers le renforcement des relations avec l'Afrique subsaharienne et l'Europe »

M. Khalifa Chater



Troisième séance

## Quels enjeux sécuritaires et quelles solutions ?

Modérateur : **Senen Florensa**,  
Président de l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed)



Organisée sous le thème « *La Tunisie de demain et les enjeux de sécurité et de défense : un spectre volatil* », la troisième séance de la première journée du Forum international de Réalités, a porté sur les enjeux sécuritaires et de défense, auxquels fait face aujourd'hui la Tunisie en transition démocratique. Les intervenants, experts en la matière, ont essayé de cerner les menaces qui pèsent sur la sécurité de la Tunisie et ont par là

même occasion livré leurs propositions de solutions qui pourraient faire face à ce fléau intercontinental.

Senen Florensa, modérateur de la séance et président de l'ITEMED, s'est montré inquiet quant à la situation de l'ensemble des pays méditerranéens et particulièrement la Tunisie, frontalière avec la Libye. Il a ajouté que la Tunisie fait face à des menaces sécuritaires intérieures mais aussi extérieures.

« *Vous avez un entourage général dans toute la région extrêmement compliqué qui vous complique la vie. Plusieurs parties de l'intérieur et de l'extérieur, essaient d'empêcher la transition démocratique et cherchent à faire avorter la Révolution et à mettre terme au progrès de la Tunisie. On cherche à faire reculer le pays plusieurs siècles en arrière.* » a-t-il affirmé. Et d'ajouter : « *Le monde a tellement changé. Les concepts et les réflexions ne sont plus les mêmes. La guerre n'est plus ce qu'elle était. La*



« Plusieurs parties de l'intérieur et de l'extérieur, essayent d'empêcher la transition démocratique et à faire avorter la Révolution tunisienne »

M. Senen Florensa

politiques et sociales. L'expérience montre que la violence, les conflits et le terrorisme se nourrissent de la peur, de la méfiance ainsi que du désespoir provenant de la pauvreté et des frustrations. Ces dernières qui se manifestent sous forme de radicalisation, de djihadisme et de salafisme ne vont pas se résoudre du jour au lendemain. Ce terrorisme lié à l'Islam extrémiste risque de durer 150 ans. »

Selon lui, ces frustrations sont dus notamment aux pertes de valeurs, à l'absence de causes de motivation et se traduisent ensuite sous formes de radicalisation et d'extrémisme allant jusqu'au passage à l'action.

En ce qui concerne les solutions pour faire face à la menace terroriste dans l'ensemble de la région et particulièrement en Tunisie, Eric Denecé a mis l'accent sur la nécessité de savoir gérer les quelques milliers de combattants qui ont rejoint Daech au cas où ils décident de rentrer chez eux. D'après lui, l'enjeu est de gérer ces personnes qui sont dans la plupart des cas des ex-délinquants et des personnes souffrants de troubles psychologiques qui n'ont rien à voir avec la religion.

L'expert en renseignement a également mis l'accent sur la nécessité de mener des actions afin de mettre un terme à la radicalisation en général et celle féminine en particulier. D'après lui, la menace terroriste risque de se proliférer plus rapidement une

↳ guerre d'aujourd'hui c'est la cybernétique, le terrorisme, la déstabilisation. L'armée et les équipements militaires ne sont plus les instruments fondamentaux de cette guerre qui met en péril la sécurité humaine, financière et économique ».

**Eric Denecé, directeur du centre français de recherche sur le renseignement (CF2R)**

## Les arabo-musulmans, premières victimes du terrorisme

Pour Eric Denecé, directeur du centre français de recherche sur le renseignement (CF2R), les premières victimes du terrorisme sont les arabo-musulmans et non pas les Européens. En effet, 90% des actions terroristes qui ont eu lieu pendant les 15 dernières années ont eu lieu dans le monde arabo-musulman. « A titre d'exemple, en France, le nombre des victimes du terrorisme pendant ces 15 dernières années s'élève à 350, soit une moyenne de 22 morts par an ce qui est très insignifiant par rapport aux milliers de victimes du terrorisme dans le monde arabo-musulman. Toutefois le phénomène du terrorisme occupe 85% de l'espace des médias. Les médias en parlent trop mais finalement l'Europe est très peu touchée par ce fléau par rapport aux pays arabo-musulmans ».

Selon lui, les nombreuses attaques qui ont eu lieu en Tunisie ont engendré d'importantes pertes sur le plan économique, étant donné que le secteur du tourisme, l'un des piliers de l'économie tunisienne, a été extrêmement touché par cette vague de terrorisme. Selon Eric Denecé, cette menace terroriste pourrait s'amplifier notamment avec le retour des djihadistes en Tunisie. « Ce qui menace le plus la Tunisie est sans doute le retour de milliers de combattants tunisiens qui sont partis participer à la lutte, en Syrie, en Irak et en Libye et qui pourraient un jour revenir sur le

territoire tunisien et mener des actions. On estime cela parce que l'Algérie avait vécu le même scénario dans les années 1990 où les combattants rentrant à la fin de conflits chez eux, ont à chaque fois déclenché de véritables problèmes et mené des attentats un peu partout à travers le pays. Les Algériens ont vécu ce phénomène pendant plusieurs années et ça n'a pas encore été résolu. On craint que cela se répète en Tunisie et notamment au niveau des frontières avec la Libye, mais aussi avec l'Algérie qui vit toujours des troubles. »

D'après Eric Denecé, la menace terroriste persistera dans l'ensemble de la région tant qu'il y a toujours des frustrations politiques et sociales. « La guerre a changé de nature, elle se nourrit désormais des frustrations



fois que la radicalisation touche désormais le sexe féminin.

Quant au rôle des renseignements dans la lutte contre la menace terroriste, l'expert sécuritaire s'est montré inquiet quant à la nature du travail de renseignement d'aujourd'hui. Il a expliqué que le travail de renseignement est devenu plutôt un travail policier. Il a dans ce contexte évoqué l'absence de réflexions à long terme. « *Tout le monde travaille désormais à court terme pour empêcher les attentats terroristes à quelques semaines. On se contente donc de se baser sur des informations policières. Alors qu'en réalité il faut qu'on se base sur des réflexions moyen et long termes pour pouvoir comprendre les racines de ces problématiques et de ces menaces* », a-t-il affirmé. Il a dans ce contexte mis l'accent sur la nécessité de remettre la Tunisie dans son environnement régional pour pouvoir bien décrypter les événements internationaux et leur donner une autre dimension. C'est ainsi qu'on pourra certainement avoir une vision objective et réaliste des choses.

Par ailleurs, l'expert sécuritaire a mis en cause la spontanéité des révolutions du printemps arabe en évoquant une intervention occidentale. D'après lui, l'alliance des USA avec le régime saoudien et avec les Frères musulmans a conduit à cette situation de chaos.



M. Eric Denecé

“  
Ce qui menace le plus la Tunisie est sans doute le retour de milliers de combattants tunisiens qui sont partis participer à la lutte en Syrie”

« *Quand on ferme les yeux sur la guerre que mène l'Arabie Saoudite au Yémen et nous contentons de dénoncer ceux qui sont nos ennemis, on est là très mal placé pour donner des leçons de démocratie aux autres. Les USA doivent désormais être plus cohérents dans leur façon de promotion de la démocratie pour éviter une politique à deux vitesses* », a-t-il ajouté.

**Mehdi Taje, directeur  
du département des politiques  
publiques, Etudes stratégiques  
et Prospectives**

## Le terrorisme n'est pas la seule menace

Pour sa part, Mehdi Taje, directeur du département des politiques publiques, Etudes stratégiques et Prospectives, a affirmé que la menace terroriste est devenue la menace principale de la sécurité nationale. Il a ajouté qu'un attentat terroriste commis en Tunisie provoque des répercussions négatives sur l'économie nationale à long terme. « *Qu'on le veuille ou non, la menace terroriste est devenue la menace principale en Tunisie. Un acte nous pénalise sur deux ou 3 ans et provoque un impact considérable sur l'image du pays et sur le secteur touristique en tant que pilier de l'économie nationale* », a-t-il indiqué.

Mehdi Taje a toutefois mis l'accent sur les avancées considérables réalisées par les unités sécuritaires et militaires, évoquant dans ce contexte l'acquisition de nouveaux matériaux, la montée en gamme capacitaire, l'intensification des formations au profit des sécuritaires et des militaires, ainsi que le renforcement du niveau de coopération en matière de sécurité avec plusieurs pays et partenaires stratégiques, ainsi que l'amélioration du niveau de renseignement stratégique qui est au cœur de la lutte contre le

terrorisme.

Par ailleurs le jeune chercheur a indiqué que la menace terroriste n'est pas seule à mettre en péril la sécurité nationale. Il a dans ce contexte évoqué la montée de la logique tribale un peu partout à travers le pays, en faisant référence à la confiscation des richesses du pays telles que le pétrole et le phosphate par les habitants de certaines régions. Selon lui, ces tensions sociales pourraient peser sur la sécurité nationale une fois qu'elles sont instrumentalisées par des parties extérieures pour des fins malveillantes et pour affaiblir l'Etat.

Une autre menace qui pèse sur la sécurité est celle liée au rejet de l'Etat par des minorités communautaires, arabe ou encore islamique.

En ce qui concerne les solutions pour faire face à ces menaces sécuritaires, Mehdi Taje a jugé nécessaire de tenter de comprendre le phénomène de manière rationnelle. Mehdi Taje a indiqué que la compréhension de la complexité géopolitique de la menace terroriste se base sur 6 points stratégiques. Il s'agit de :

- La définition consensuelle du terme terrorisme par la détermination de la part des jeunes déracinés facilement manipulables et celle de l'instrumentalisation commanditaire.

- L'élaboration d'un bon diagnostic de la menace et d'une bonne stratégie propre à la Tunisie en analysant le contexte local régional et international.

- La réintégration du phénomène du terrorisme dans l'histoire du fait que la colonisation a inversé les rôles dominants dominés.

- Comprendre l'islamisme en tant que nouvel horizon révolutionnaire d'existentialisme dans un contexte de déracinement.

- L'exclusion des fausses certitudes et d'éviter de se contenter de la partie émergée de l'iceberg qui fait de la religion première

⇒ cause du phénomène, alors qu'en réalité, les organisations criminelles transnationales en sont la principale cause.

- La compréhension des calculs et jeux stratégiques des puissances régionales et internationales qui ont tendance à instrumentaliser certains groupes pour des fins stratégiques géopolitiques et pour servir des agendas masqués.

**Alvaro de Vasconcelos, ancien directeur de l'institut d'études de sécurité de l'UE**

## Les salafistes ne sont pas forcément djihadistes

Pour Alvaro de Vasconcelos, ancien directeur de l'institut d'études de sécurité de l'Union européenne, la Tunisie fait aujourd'hui face à des dangers sécuritaires majeurs d'autant plus qu'elle est frontalière avec la Libye, ce pays qui fait partie d'une région en réintégration et où la guerre est l'état normal. « Ceci aggrave la situation sécuritaire de la Tunisie qui a d'une part ses propres problèmes internes de sécurité notamment avec la propagation de mouvements djihadistes sur les hauteurs notamment au niveau des frontières avec l'Algérie. Il y a eu des attentats terroristes et politiques un peu partout dans le pays pour dérailler le processus transition démocratique et pour semer la terreur », a-t-il lancé.

En ce qui concerne les solutions pour tenter de cerner ce phénomène, Vasconcelos a mis l'accent sur la nécessité de faire face à l'effet miroir qui consiste à la valorisation d'un acte de terreur d'une manière exagérée dans les médias de masse, mais aussi dans les discours des politiques opportunistes qui cherchent à gagner des points sur la scène politique en jetant la lumière sur la menace sécuritaire et en lançant de fausses promesses. Il a également mis en garde contre la confusion entre les mouvements djihadistes extrémistes avec l'Islam, l'Islam politique, et les mouve-

“  
*Qu'on le veuille ou non, la menace terroriste est devenue la menace principale en Tunisie*  
”

M. Mehdi Taje



ments salafistes qui ne sont pas forcément djihadistes. Selon lui, les mouvements djihadistes sont plutôt des mouvements politiques armés et non pas des mouvements religieux. L'expert sécuritaire a également mis en garde contre le recours à l'armée pour vaincre le terrorisme. D'après lui, il faut savoir différencier entre un acte de guerre et un acte de police. C'est pour ça que les actes terroristes doivent être contrôlés par la police, par les services de renseignement et non pas par l'armée.

Vasconcelos a mis l'accent sur la nécessité de la défense de l'Etat de droit, de la démocratie et des libertés. « Il faut savoir que la violence telle que les actes de torture ou autre engendre et légitime la violence djihadiste. On ne peut pas combattre les mouvements djihadistes tant qu'on n'est pas garant des droits et des libertés. Ceci donne une légitimité aux actes de violence commis par ces terroristes » a-t-il lancé.

En ce qui concerne le niveau de coopération entre la Tunisie et l'Union européenne, l'expert sécuritaire a affirmé que l'UE doit faire de la Tunisie une priorité absolue l'appelant ainsi à lui apporter davantage de soutien aussi bien sur le niveau financier que logistique. « La Tunisie est le seul espoir de consolidation de la démocratie dans le monde arabe et dans le Sud méditerranéen. Une Tunisie démocratique aura certainement un impact positif sur l'ensemble de la région. Il faut

rappeler que le printemps arabe a vu le jour en Tunisie et s'est répandu dans d'autres pays ».

## Une population découragée et des politiques hostiles à l'Etat à l'origine de la crise ?

Une fois le débat est lancé, Adel Ben Youssef, maître de conférences à l'Université de Nice-Sophia, est revenu sur l'intervention d'Eric Denecé où il affirme que le phénomène du terrorisme pourrait durer 150 ans avant d'être éradiqué. Se basant sur ses recherches et analyses personnelles en tant que chercheur, Adel Ben Youssef a indiqué que l'éradication du terrorisme pourrait se faire plus rapidement que ça si on se base désormais sur des études ciblant la population à laquelle personne ne s'intéresse qui est celle des découragés. « Toutes les recherches se basent uniquement sur deux types de populations. Celle qui travaille et celle qui est au chômage. Toutefois personne n'a jugé nécessaire de s'intéresser à la population des découragés qui ne sont pas réellement au travail et qui ne pointent pas aux bureaux d'emploi. Leur nombre en Tunisie s'élève à 400 mille personnes. Ils sont découragés, ils ne cherchent plus rien du tout. Ces jeunes sont la cible par excellence des djihadistes. Ces derniers pourraient les influencer grâce aux nouveaux outils technologiques au bout de quelques minutes », a-t-il expliqué.

Quant à Hichem Amri, ingénieur et enseignant à l'ISET de Sidi Bouzid, la montée de politiciens incompetents, hostiles à l'Etat et non démocrates pourrait être à l'origine de la crise. « Le terrorisme que nous vivons aujourd'hui pourrait être le résultat de la montée au pouvoir de politiciens incompetents, hostiles à l'Etat. Ceux qui avaient lutté contre la dictature ne sont pas forcément des démocrates. Ces politiciens ont été et seront à l'origine de la création d'une génération mal encadrée qui manque de sens d'appartenance à l'Etat, ce qui pourrait certainement aggraver la situation » a-t-il affirmé. □

“  
*On ne peut pas combattre les mouvements djihadistes tant qu'on n'est pas garant des droits et des libertés.*  
”

M. Alvaro de Vasconcelos



20 ANS FORUM  
INTERNATIONAL DE REALITES

La Tunisie  
de Dema

27 et 28 Avril 2017

Ambra Thalassos...smine



## “La Tunisie et la nouvelle économie mondiale”

Modérateur : **Tahar Sioud**,  
ancien ministre et ancien diplomate



Au milieu des débats actuels sur la transition économique de la Tunisie dans un contexte international appuyé sur la mondialisation, le forum de *Réalités* vient apporter une nouvelle piste de réflexion. Des experts et responsables politiques ont réfléchi ensemble sur l'avenir de la Tunisie sous le thème de la Tunisie de demain.

Tahar Sioud, ancien ministre et ancien diplomate, nous livre le fruit de sa longue

expérience dans le domaine et nous précise les actions que nous pouvons accomplir pour une meilleure diplomatie économique efficace qui contribuera au renouveau du pays.

Après avoir dressé un bilan des mutations politiques, géopolitiques économiques et sociales survenues dans le monde et dans la région, Tahar Sioud, propose des préalables nécessaires pour que la Tunisie se po-

sitionne dans ce contexte. Il est primordial selon lui de gagner le pari de la transition démocratique sous le signe de la concorde et de l'unité nationale, relever le défi de la sécurité et de la stabilité et mettre en place un modèle de développement durable, basé sur les potentialités nationales, ouvert sur l'économie mondiale de développement durable et consacrant les réformes structurelles nécessaires. Tahar Sioud appelle le

“ Il est primordial de gagner le pari de la transition démocratique sous le signe de la concorde et de l’unité nationale ”

M. Tahar Sioud



tenir. Il s’agit d’une campagne européenne dans le but est de convaincre les parlementaires européens de soutenir la Tunisie.

Pour Tahar Sioud, la Tunisie bénéficie de plusieurs atouts géopolitiques économiques et culturels, avec une qualité certaine de ses ressources humaines et de ses compétences. La Tunisie peut se prévaloir également d’être le lien agile entre l’Europe, l’Afrique et l’Asie. Pour lui, il faut promouvoir la marque « Tunisie » pour drainer les IDE et stimuler le tourisme.

➔ gouvernement à établir un statut privilégié de l’investissement tant national qu’étranger favorisant le partenariat financier, technologique et commercial. Pour y arriver « il nous faut aussi définir les objectifs et les moyens, du moins à court terme, nécessaires à la réussite d’un tel projet ». Ainsi, il suggère d’intégrer la composante économique dans la diplomatie tunisienne en vue de drainer les opportunités de coopération, d’investissement et de partenariat.

### Chakib Nouira, homme d’affaires et ancien président de l’IACE Mettre en place un plan de relance économique

Chakib Nouira Rejoint cette analyse et signale que « plus les pays et les entreprises s’internationalisent plus la diplomatie doit jouer pleinement son rôle ». Par ailleurs, il est indispensable, selon lui de « mettre en place un plan de relance économique et de mise à niveau en rapport avec le plan d’action sur le partenariat privilégié avec l’Union européenne, moyennant la mobilisation d’un soutien financier substantiel (un plan Marshall quinquennal) pour rendre le statut

de partenariat privilégié équilibré et équitable ». Dans ce cadre, Chakib Nouira rappelle le rôle important de la société civile à travers l’Association le « Cercle de Kheireddine » dont il est membre. D’ailleurs, un plan Marshall a été lancé par elle. Il s’agit de récolter les 20 milliards d’euros qui manquent aux 60 milliards d’euros, le montant de l’investissement en Tunisie pour les cinq ans à venir. Dans ce cadre Nouira annonce que le



Mme Lilia Rebai

### Lilia Rebai, directrice des programmes du réseau EuroMed Droit Pour une nouvelle image de la Tunisie

Leila Rebai considère que « Nous avons besoin d’une nouvelle image de la Tunisie que

“ Voulons-nous continuer dans le tourisme de masse à bas prix, ou allons nous monter en gamme vers un tourisme haut de gamme à forte valeur ajoutée ? ”

4 mai prochain, le cercle de Kheireddine rencontrera des parlementaires italiens pour lancer un appel de la Tunisie pour la sou-

nous voulons véhiculer. Celle d’aujourd’hui, une Tunisie à bas prix et pas de très bonne qualité, basée sur la sous-traitance, où voulons-nous changer ? ». Elle évoque l’exemple du secteur du tourisme. « Voulons-nous continuer dans le tourisme de masse à bas prix, ou allons nous monter en gamme vers un tourisme haut de gamme à forte valeur ajoutée ? »

Pour réussir notre nouvelle diplomatie économique, il est indispensable que la Tunisie valorise ses relations privilégiées avec le Maghreb, le Moyen Orient et l’Europe. « La Tunisie devra garder la latitude de redéployer sa diplomatie dans le sens d’une plus grande diversification de ses relations extérieures, notamment sur le plan économique en direction des pays amis d’Afrique, d’Asie et d’Amérique, parole d’un ancien diplomate » signale Tahar Sioud.

“ Plus les pays et les entreprises s’internationalisent plus la diplomatie doit jouer pleinement son rôle ”

M. Chakib Nouira





## Slim Feriani, PDG de la BFPME La Tunisie peut être un hub pour l'Afrique

Pour Slim Feriani, PDG de la BFPME, l'Afrique coptera d'ici 2050 deux milliards de personnes où la croissance sera exponentielle. « *Nous avons pris du retard sur l'Afrique, mais nous pouvons le rattraper. Cela se concrétise avec les nouvelles lignes aériennes récemment ouvertes et la diplomatie économique qui vient de commencer. Ainsi, la Tunisie peut être un hub pour l'Afrique, tout en se concentrant sur les marchés du Nord* ». Slim Feriani ajoute que le capital de la BFPME est de 100 millions de dinars pour un PIB national de 100 millions de dinars, certes peu mais la BFPME peut faire la différence et créer des opportunités notamment dans les régions intérieures du pays. Lilia Rebai quant à elle, a fait un parallèle entre l'économie de la Tunisie en 1986 et celle d'aujourd'hui en matière de relations internationales.

Selon elle, cela nous aidera à comprendre et peut être trouver les moyens de faire mieux. « *Ces 12 années d'ouvertures progressives avec le programme de mise à niveau ont échoué sur le plan social et n'étaient pas capables d'assurer une richesse pour tous les Tunisiens. Il faut reconnaître l'échec de l'aide*



M. Slim Feriani

“  
*Nous avons pris  
du retard sur  
l'Afrique, mais nous  
pouvons le rattraper*  
”

*européenne. une aide qui ne génère pas de croissance* », a-t-elle constaté.

## Adel Ben yousef, professeur assistant à l'université de Nice La Tunisie de demain et la fracture numérique

L'homme de la technologie Adel Ben yousef nous parle du tsunami technologique survenu dans monde depuis quelques années. Selon lui « *le changement*

*technologique dans les 5 prochaines années est équivalent au changement technologique des 50 dernières années* ».

La Tunisie est amenée à suivre ses mutations technologiques, pour ce faire, le gouvernement a mis en place une stratégie pour la Tunisie de demain, « *TUNISIE 2020* ». Pour y arriver, Adel Ben Youssef présente ces préalables. Tout d'abord, il faut assurer la couverture totale sur tout le territoire et pour tous les citoyens tunisiens, faire basculer le modèle d'enseignement de l'ancien modèle au nouveau modèle et ce avec la généralisation de l'apprentissage des e-skills et la modification de l'expérience d'enseignement (supports, nature des interactions et des formats de l'apprentissage).

Ben Youssef préconise la transformation de l'Administration, héritée du XIXe siècle en une Administration du XXIe siècle, avec la dématérialisation croissante des interactions (homme – Administration pour arriver à zéro papiers d'ici 4 ans). Adel Ben Youssef estime que les stratégies politiques vont dans le bon sens, car il y a une bonne compréhension des enjeux et des avantages colossaux que pouvait avoir cette stratégie. A titre d'exemple, dans le secteur économique, des industries, ainsi que de nouveaux profils peuvent exister. □



M. Adel Ben yousef

“  
*Le changement  
technologique  
dans les 5 prochaines  
années est équiva-  
lent au changement  
technologique des 50  
dernières années*  
”



## La Tunisie et les projets structurants de l'avenir

Modérateur : **Slim Tlatli**, ancien ministre du Tourisme



Slim Tlatli, ancien ministre du Tourisme s'interroge sur la dimension sectorielle et territoriale de ces projets structurants.

Comment peut-on définir ces projets ? Leur rôle ? Et est-ce qu'ils sont l'expression de la politique du pays et d'une vision économique globale ? Le rôle du secteur public, du secteur privé et du PPP dans la réalisation de ces projets structurants ? Quel est le processus de choix des projets structurants ? Quelle gouvernance pour gérer ces projets ?

**Hichem Elloumi,**  
premier vice-président de l'UTICA  
et PDG du groupe COFICAB

## Drainer des investissements

Hichem Elloumi, avance deux moteurs essentiels dans le développement de l'économie tunisienne. Il s'agit de l'exportation et de l'investissement. « *C'est positif que le gouvernement annonce ces projets structurants*

*mais il nous faut plus. Il nous faut des projets qui devraient avoir un impact direct sur les filières économiques. Les projets en rapport avec la logistique, en l'occurrence le port en eau profonde », a-t-il ajouté. Le gouvernement doit réfléchir à mettre en place des zones de développement économique, une expérience réussie en Jordanie. L'UTICA avait proposé d'installer une zone de développement économique à Ben Guerdane mais sans suite. L'UTICA a proposé également des projets dans des filières agricoles, d'ailleurs, de grands groupes ont annoncé de*



## Abdejelil Bedoui, économiste et homme politique, La Tunisie perd la valeur du temps

Revenant sur le thème des projets structurants, pour Abdejelil Bedoui, économiste et homme politique, les projets structurants sont un fourre-tout avec toute sorte de projets, dont certains ne sont pas structurants.

En effet, selon Bedoui, la taille ne suffit pas mais le cadre institutionnel est essen-

→ grands investissements dans le secteur de l'huile d'olive avec un investissement de 200 millions de dinars. Il existe un énorme potentiel dans le secteur de l'agriculture mais encore faut-il s'y mettre, a regretté Hichem Elloumi. « Au niveau de l'UTICA et du gouvernement, nous sommes en train de travailler ensemble pour convaincre un constructeur automobile de s'implanter en Tunisie. Il s'agit d'un investissement d'un milliard de dinars qui créera 30.000 emplois et à forte valeur ajoutée. Nous sommes opérationnels sur plusieurs fronts pour drainer des investissements ».

d'entreprendre et ont aidé des jeunes vietnamiens à créer leurs propres entreprises.



M. Slim Tlatli

“  
Quel est le processus de choix des projets structurants ? Quelle gouvernance pour gérer ces projets ?  
”

## Gisela Baumgratz, professeure universitaire en sciences sociales en Allemagne une situation socioéconomique

Gisela Baumgratz, n'a pas manqué de critiquer la situation de l'entrepreneuriat et une situation socioéconomique précaire des employés, malgré une situation des entreprises offshore très confortable en termes de fiscalité et d'impôts. Mais elle n'a pas manqué non plus d'espoir pour l'avenir du pays. Citant l'exemple de deux entreprises tunisiennes, Leoni et Bizertex, deux entreprises prospères. Des employées de Bizertex ont été au Vietnam pour former des Vietnamiens sur la culture

“  
Les projets structurants sont un fourre-tout avec toute sorte de projets, dont certains ne sont pas structurants  
”

M. Abdejelil Bedoui



M. Hichem Elloumi

“  
Il nous faut des projets qui doivent avoir un impact direct sur les filières économiques.  
”

tiel. Le Maroc et la Tunisie ont commencé à parler des projets structurants presque à la même période. 20 ans après, le Maroc réalise tous ces projets, par contre, la Tunisie traverse un tournant dangereux. La Tunisie perd la valeur du temps et devient laxiste. Ainsi, nous sommes court-termiste et moins stratège. Le Maroc réalise aujourd'hui un mégaprojet, qui pourrait être le plus grand au monde, il s'agit d'un complexe solaire qui combine le solaire thermique et le photovoltaïque. D'ici 2030, le Maroc produira 42% de sa consommation en électricité de ce projet. Abdejelil Bedoui n'a pas cessé de donner les exemples de mégaprojets construits par le Maroc, lui permettant d'être leader dans la région devant une Tunisie inerte. □

# La Tunisie de Demain

27 et 28 Avril 2017

Chambre Thalasso - Yasmine Hammamet



Table ronde

## La religion est-elle conciliable avec le vivre ensemble ?

Modératrice : **Hélé Béji**, philosophe et écrivaine

« Religions et vivre ensemble » est le thème d'une table ronde organisée dans le cadre du Forum international de Réalités. Un sujet qui a fait l'objet d'un grand débat, parfois musclé. Un débat auquel ont participé Edwy Plenel, président et cofondateur de Médiapart, Abou Diab Khattar, enseignant à l'Université de Paris Sud et spécialiste du Moyen-Orient, de la Méditerranée et du monde musulman, et Hélé Béji, philosophe et écrivaine.

Vif était le débat suscité lors de la table

ronde autour de la question des « religions et du vivre ensemble ». Un thème qui s'inscrit parfaitement dans le cadre du thème général du Forum international de Réalités : « la Tunisie de demain ». Les trois intervenants ont, tout d'abord, exposé leurs visions respectives du vivre ensemble dans le cadre de la religion, mais, surtout, de l'humanisme. Les échanges, lors du débat, étaient plus ou moins musclés, notamment entre Edwy Plenel et Hélé Béji. Le premier défendait une tolérance et une laïcité absolues, basées

sur un respect tout aussi absolu des religions et du principe de la cohabitation. La seconde, s'était montrée moins tendre en parlant de la manifestation des signes religieux. Hélé Béji, modératrice de la séance, a évoqué, dans son intervention d'ouverture, ce qu'elle considère comme les six conditions du vivre ensemble : la tolérance parentale, l'hospitalité dans les familles et ce, quelle que soit la religion des membres, une formation républicaine à l'école, les voyages et la proximité avec les anciens.





*Passez des vacances incoubliables à  
l'Alhambra Thalasso...*

*AT*  
**ALHAMBRA**  
T H A L A S S O  
★★★★★  
YASMINE HAMMAMET

*La Thalassothérapie par excellence...*



B.P.: 66 - 8052 Yasmine Hammamet - Tunisie  
Tél: +216 72 240 590 - Fax: +216 72 240 720  
E-mail: [commercial@alhambra-thalasso.com](mailto:commercial@alhambra-thalasso.com)  
[www.alhambra-thalasso.com](http://www.alhambra-thalasso.com)

Member of



**WARWICK**  
*International Hotels*



Mme Hélé Béji

« Se tourner vers le passé, c'est prendre la conscience historique de soi. Il ne s'agit pas d'une conscience nostalgique »

⇒ **Edwy Plenel, président et cofondateur de Médiapart**

### « La laïcité, une vertu détournée »

Edwy Plenel, de son côté, n'a pas caché son désaccord avec Hélé Béji, notamment sur « la nostalgie qu'elle exprime », selon lui, pour le passé, ce qui a eu le don de provoquer chez la modératrice des réactions peu modérées à plusieurs reprises. « Les idéaux démocratiques n'ont aucune culture, aucune nation propriétaire. Ils insufflent toutes les cultures. Notre époque est marquée par une lutte entre les progrès et un certain conservatisme », commence par dire le journaliste, appuyant ses propos par une citation du philosophe italien Antonio Gramsci : « La fin d'un vieux monde qui sait qu'il est condamné, mais qui s'accroche. Dans ce clair-obscur, surgissent les phénomènes morbides les plus variés ». Une référence de la part du patron de Médiapart aux dérives des groupes extrémistes, à l'instar de Daech, qu'il a qualifiés de « monstres de la guerre de tous contre tous ». « L'idéal à défendre est celui de « l'Un », du « Nous ». Nous sommes pluriels et divers. Le défi de la démocratie est d'arriver à créer l'Un avec nos diversités », déclare encore Plenel, qui poursuit en condamnant la stigmatisation subie par les musulmans de France. L'autre volet abordé par le journaliste : la laïcité et notamment la loi française de 1905 qui a cristallisé ce principe pour la première fois dans son pays. « C'est une loi révolutionnaire, mais qui ne ressemble en rien à la version véhiculée par les débats actuels », déclare-t-il. De fait, il considère que la laïcité est assimilée à l'intolérance. « On s'est emparé de la laïcité pour la transformer en une arme de guerre contre la liberté de croyance et la liberté d'être ce que l'on veut », déplore-t-il. Le journaliste poursuit en affirmant que tant que la religion sera prise pour un bouc émis-

saire, « on continuera à produire des monstres ». « La démocratie est une culture, pas seulement un droit de vote. Il faut retrouver notre pluralité et notre diversité », avance encore Edwy Plenel.

### Abou Diab Khattar, enseignant à l'Université de Paris Sud « Religions et politiques : les liaisons dangereuses »

Lors de son intervention, Abou Diab Khattar évoque, pour sa part, une crise « passion-identitaire », voire une crise de l'Islam. Un point qui a été repris et discuté plus tard, lors du débat, avec l'assistance. « On peut observer plusieurs signes de cette crise identitaire, notamment avec le Brexit de juillet

2016, le terrorisme, ou encore l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis », explique-t-il. Il revient, par la suite, à la question de l'Islam et de la religion d'une manière plus générale, en s'interrogeant sur le pourquoi du retour des mythes, alors que l'on avait prédit leur fin après la chute de l'URSS et du communisme. « Aujourd'hui, on utilise la religion pour des fins politiques. C'est un phénomène observé lors de la guerre d'Afghanistan et de la révolution iranienne à la fin des années 1970. Ils ont marqué le retour de l'islam dans la politique. Aujourd'hui, les religions sont devenues négatives pour le monde, d'où l'importance de séparer le religieux du politique pour limiter cette tendance », explique encore l'universitaire, qui déplore, également, la propagation du repli sur soi. « Les identités deviennent des identités meurtrières », souligne-t-il. Et de conclure : « le vivre ensemble est un message pour toutes les religions. L'Islam, aujourd'hui, traverse une crise à cause des intégristes et des mauvaises interprétations. Il est temps de mener la contre-offensive pour dire que les idéaux démocratiques sont toujours là ».

### « Ne pas ajouter la guerre à la guerre, la peur à la peur »

Le débat a été ouvert après les exposés des trois conférenciers. Les premiers échanges se sont déroulés entre Hélé Béji et Edwy Plenel. La philosophe n'a pas



caché son désaccord avec le journaliste, lorsque celui-ci lui avait reproché sa « nostalgie pour le passé ». « se tourner vers le passé, c'est prendre la conscience historique de soi. Il ne s'agit pas d'une conscience nostalgique ». D'autre part, Hélé Béji s'est tournée vers Abou Diab Khattar pour réagir à ses propos sur la pluralité identitaire. « La pluralité est devenue dangereuse. Il faut savoir l'intérioriser. Si l'on va au bout des droits pluralistes, on risque de voir émerger la guerre de tous contre tous. C'est l'exemple des musulmans de France. Ils sont minoritaires, mais ils exercent une pression, notamment à travers les médias », lance la philosophe. La réplique du co-fondateur de Médiapart a été immédiate. « Il existe des croyances sans Dieu qui ont provoqué des catastrophes, face auxquelles les croyants étaient plus lucides. Il faut miser sur l'humanisme et expliquer aux jeunes

“  
**L'Islam, aujourd'hui, traverse une crise à cause des intégristes et des mauvaises interprétations.**”

M. Abou Diab Khattar



qu'il s'agit d'une forme d'émancipation. Il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre, ni la peur à la peur, car ce sont eux nos vrais ennemis », souligne-t-il.

Les autres échanges avec l'assistance étaient nombreux, mais tout aussi constructifs. Tous, malgré quelques divergences, se sont accordés pour souligner l'importance de la séparation de la politique de la religion, la dangerosité du rejet de l'autre, tout en valorisant l'idéal démocratique. Les déclarations du professeur Abou Diab Khattar sur les religions étaient également notables lors du débat. De fait, il a estimé que le dialogue inter-religieux constitue un « grand mensonge », considérant que les religions monothéistes ont fait beaucoup de mal au monde. « Cela constitue un souci pour les musulmans eux-mêmes. Les religions, de nos jours, se limitent aux rites et à la propagation de la haine. L'islam, quant à lui, fait l'objet d'une interprétation dangereuse, conduisant au totalitarisme, et c'est cette tentation totalitaire qui fait mal », explique-t-il. Si d'autres intervenants, à l'instar, une fois encore, d'Edwy Plenel, ont réitéré leur soutien à la richesse de la diversité, Hélé Béji est à nouveau revenue à la charge pour exprimer son désaccord, affirmant que l'individu, à travers cette diversité, « perdait son centre de gravité ». « Il ne faut pas exhiber sa croyance, c'est dangereux pour la société », lance-t-elle encore. Un autre intervenant est revenu, pour sa part, sur le thème de la table ronde qui devait s'intituler « L'Islam et le vivre ensemble », au lieu de « religion et vivre ensemble ». « On peut, justement, aborder la question de l'islam et du vivre ensemble », a-t-il souligné, s'interrogeant, ensuite, sur la définition que l'on donne à l'Islam. « Il y a eu une confiscation de l'Islam, et disons-le franchement : l'Arabie Saoudite constitue un véritable problème. Le limogeage de l'ancien ministre tunisien des Affaires religieuses pour ses propos contre le wahhabisme en sont une preuve. Le wahhabisme est une confiscation du véritable Islam, celui du Coran », déclare-t-il. □

“  
**La démocratie est une culture, pas seulement un droit de vote. Il faut retrouver notre pluralité et notre diversité.**”

M. Edwy Plenel





Table ronde

## Médias tunisiens : quel chemin vers l'innovation ?

Modérateur : **Sadok Hammami**,  
Directeur du CAPJC

Portant sur le sujet des enjeux de l'innovation dans les médias, la table ronde organisée dans l'après midi de la deuxième journée de la 20e édition du Forum international de Réalités, a été l'occasion pour les experts en médias de déterminer les aspects et les moyens d'innovation qui représentent désormais un défi majeur pour le secteur du journalisme qui vit actuellement une crise sur tous les plans.

**Taieb Zahar,**  
président de la FTDJ

### Des pressions sur les médias

Lors de son intervention, Taieb Zahar, président de la Fédération tunisienne des directeurs de journaux a rappelé les tentatives

des gouvernements qui se sont succédé après la Révolution de mettre à genoux les médias et ce en annulant les abonnements dans les administrations publiques ainsi que l'exclusion de la plupart des médias de la liste des bénéficiaires de la part de la publicité publique. Il a dans ce contexte ajouté que ces pratiques avaient comme principal objectif de faire pression sur les médias qui ont choisi de ne pas s'aligner avec la poli- ➔

⇒ tique gouvernementale. « Certains médias ont réussi à survivre à cette crise, d'autres ont malheureusement fini par disparaître de la scène, faute de moyens et d'environnement » a-t-il expliqué.

**Sadok Hammami,**  
directeur du CAPJC

## Manque de moyens matériels et financiers

Pour Sadok Hammami, directeur du centre africain de perfectionnement des journalistes et communicateurs et également modérateur de la table ronde, l'innovation dans les médias est une pratique multidimensionnelle qui ne touche pas uniquement le volet digital mais plutôt tous les niveaux. Il a expliqué que l'innovation doit toucher en outre le niveau d'intégration du digital, le niveau éditorial, les modèles économiques, la relation avec le lectorat, les taux d'audience etc. Toutefois, il a évoqué la problématique du manque de moyens matériels et financiers nécessaires mis à la disposition des médias pour réus-

“ Certains médias ont réussi à survivre à la crise, d'autres ont malheureusement fini par disparaître de la scène, faute de moyens et d'environnement ”

M. Taïeb Zahar



sir leur passage à un contenu innovant qui répond aux attentes des consommateurs. Il a dans ce contexte affirmé que la formation des journalistes pourrait être une des solutions les plus efficaces pour permettre aux médias de jouir d'un capital humain en mesure de maîtriser l'ensemble des outils d'innovation et capable de produire un contenu original sur tous les plans. « A titre d'exemple, le centre africain de perfectionnement de journalistes et communicateurs a assuré

à maintes reprises des sessions de formation au profit des journalistes des médias qui se sont montrés intéressés par le processus de passage à l'innovation. Lors de ces sessions de formation, on essaye de développer des formations de haut niveau, axées notamment sur le volet digital »

**Sofiène Zghal,** directeur  
des produits et services grand  
public à Tunisie Télécom

## TT partenaire stratégique des médias en matière d'innovation

Sofiène Zghal, directeur des produits et services grand public à Tunisie Télécom, a affirmé que l'opérateur national s'est engagé depuis des années dans le processus d'encouragement des médias tunisiens à s'intégrer dans le système d'innovation et ce à travers plusieurs partenariats gagnants-gagnants offrant les solutions et les outils requis au profit des médias afin de leur permettre d'accéder au public sous de nouvelles formes, ainsi que

“ Lors de ces sessions de formation, on essaye de développer des formations de haut niveau, axées notamment sur le volet digital ”

M. Sadok Hammami



## BNA C@sh Management

Reporting, Cash Management, Paiements

# Votre banque en ligne par excellence

La Solution **BNA C@sh Management**, proposée en Pack Business et Pack Business Plus, offre aux Entreprises et Groupes d'Entreprises, une panoplie d'avantages et de services personnalisés leur permettant le pilotage et la gestion en ligne de leurs flux de trésorerie et de leurs activités en Tunisie et à l'international, en temps réel et en toute sécurité.

**BNA C@sh Management** permet la gestion des droits d'accès et de validation des différentes opérations et transactions effectuées.

### Pack Business

- Consultations de comptes, placements, Engagements ainsi que les opérations monétique.
- Gestion du portefeuille financier et commercial
- Téléchargement des documents bancaires et comptables
- Exécution des virements ponctuels et des virements de masse

### Pack Business Plus

Outre les services du Pack Business, d'autres fonctionnalités sont offertes :

- Consultation des Remises et des Crédits Documentaires
- Téléchargement des Swift
- Exécution des virements en devises
- Consultation des soldes et des mouvements AVA
- Commande de Devises



➔ pour les accompagner dans la quête de nouveaux revenus financiers. « A travers une série de solutions d'infrastructure qui répondent aux nouvelles exigences du marché, Tunisie Télécom s'est engagée dans un processus de soutien aux médias innovants en offrant aux journalistes la possibilité de travailler dans les meilleures conditions. Parmi les solutions proposées par TT pour faciliter le travail des journalistes, on cite notamment le service d'abonnements aux médias en ligne tels que l'Agence Tunis Afrique Presse. Il s'agit d'une solution de micro-paiement pour revenir au modèle économique traditionnel des médias. En fonction de cette solution, le consommateur peut acheter l'accès à l'information assuré par les médias à travers des solutions de micro-paiement en utilisant le solde

mobile et non pas la carte bancaire étant donné que le consommateur tunisien ne fait toujours pas confiance aux moyens de paiement électronique via les cartes bancaires », a-t-il expliqué.

La directrice de communication de Tunisie, Telecom, Sonia Louguini, a également appelé les médias tunisiens à tirer profit des différents moyens techniques et solutions que met à leur disposition TT en tant qu'opérateur citoyen, afin de les accompagner dans leur processus d'innovation. Selon elle, un contenu innovant aura de bonnes répercussions et générera de nouvelles possibilités pour les médias mais aussi pour l'opérateur national.

Iheb Beji, directeur général de Medianet

## Innovation et médias : quels défis et quelles opportunités ?

Iheb Beji, Directeur général de Medianet a affirmé que son agence web a réussi à suivre la transformation digitale depuis 19 ans. Pour lui, il n'est pas question de se contenter d'un certain niveau d'innovation.

Il a ajouté que les médias électroniques font aujourd'hui face à un défi majeur qui est celui lié à l'indifférence du consommateur par rapport au contenu diffusé. Il a expliqué que la moyenne de la durée des visites pour les sites électroniques tunisiens ne dépasse pas dans la plupart des cas les 2 minutes 30. Pour lui, l'innovation au niveau des outils digitaux ainsi qu'au niveau de la qualité des produits devient aujourd'hui une nécessité et non plus un choix. « Au lieu de se contenter de diffuser de simples news, il faut chercher à développer le contenu autrement pour attirer plus de consommateurs et pour attirer leur attention au maximum. Ceci se fait notamment grâce à l'amélioration de la qualité du produit médiatique diffusé. Les journaux électroniques et classiques, doivent

“

**Tunisie Télécom s'est engagée dans un processus de soutien aux médias innovants**

”

M. Sofiene Zghal



opter pour l'élaboration d'analyses, d'enquêtes d'investigation, pour des articles de fond contenant le maximum de détails pour expliquer les choses aux lecteurs, tout en intégrant un contenu digital tel que des vidéos et des liens externes, etc ».

Dans ce même ordre d'idée, Omar Belhouchet, journaliste algérien et directeur du quotidien algérien *Al Watan*, a affirmé que l'innovation est un accompagnement pour les médias plutôt qu'une confrontation. Il a dans ce contexte affirmé que contrairement au sort des médias classiques et des journaux en papier en Tunisie, pour les quotidiens algériens, tout se passe bien et ils ont su survivre dans cette grande transformation digitale. Il a évoqué l'exemple du journal *Al Watan* qui tire quotidiennement environ 200 mille exemplaires. D'après lui, l'innovation pour les médias ne se limite pas dans le volet digital mais plutôt touche tous les autres aspects. Il a indiqué que les quotidiens en papier qui sont en concurrence avec les journaux électroniques qui travaillent dans l'instantanéité, se sont vu obligés d'innover au niveau de la qualité des papiers qu'ils diffusent pour pouvoir survivre à cette révolution digitale. Pour lui, les lecteurs seront toujours intéressés par les médias en papier tant qu'ils leur offrent un contenu inédit, exclusif et de qualité. « Nous sommes en pleine quête d'innovation. Il nous manque seulement ce que les Tunisiens ont déjà acquis grâce à la Révolution... La liberté d'expression ! Et nous nous battons toujours pour l'avoir », a-t-il regretté.

## Nizar Chaari, directeur du groupe Tunivisions Innover pour survivre

Quant à Nizar Chaari, Directeur du groupe Tunivisions et Adel Ben Youssef, maître de conférences à l'Université

“

**L'innovation c'est une question de vie ou de mort**

”

M. Nizar Chaari



Nice-Sophia Antipolis, les médias doivent innover de façon continue, en s'intégrant dans le digital pour pouvoir survivre à cette énorme transformation que connaît actuellement le monde.

Nizar Chaari a dans ce contexte fait appel à l'exemple de Facebook et de Google qui n'arrêtent pas de faire des mises à jour depuis leur création, malgré leur considérable avancée en la matière. Pour lui, l'innovation c'est une question de vie ou de mort. « Les utilisateurs tunisiens s'adaptent rapidement avec l'innovation ». « Tunivisions en tant que groupe média multicanal depuis 2009, s'est vue dans l'obligation de s'intégrer dans un processus de développement du contenu et de se lancer dans une quête illimitée de solutions technologiques. Au début, nous avons eu recours à des boîtes de développement externes avant de s'orienter vers le recrutement d'une équipe de développeurs en interne permanente pour pouvoir maîtriser les coûts ainsi que pour gagner du temps », a-t-il expliqué.

Dans ce même ordre d'idées, Adel Ben Youssef a mis en garde contre le danger que représentent les actuels géants d'internet GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon) sur le secteur du journalisme en Tunisie. Il a évoqué l'exemple

des programmes capables de générer indépendamment des textes qui sont de plus en plus répandus dans le monde et qui produisent désormais des dizaines de milliers d'articles par an. Pour lui, les journalistes devraient être conscients de la nécessité de résister à ces nouvelles technologies et à réfléchir à comment les utiliser. D'après lui, l'intégration d'un contenu différent Rich média et l'adaptation des journalistes avec la 5G est désormais une nécessité et non plus un choix.

De leur côté, Hafedh Gheribi, directeur de rédaction du journal *Assabah*, et Mohamed Laroussi Ben Salah, membre fondateur du Conseil de la presse, ont mis l'accent sur les difficultés financières que traverse la presse écrite et électronique en Tunisie, ce qui a aggravé la situation et rendu la tâche d'innovation de plus en plus compliquée. Ils ont dans ce contexte évoqué la nécessité de la mise en place d'un fonds de recyclage des journalistes dont l'objectif est d'améliorer les compétences des journalistes et de préserver la qualité du contenu qu'ils produisent.

D'après Hafedh Gheribi, la marginalisation que connaît actuellement le secteur a conduit au recrutement de gens incompetents qui ne respectent pas la déontologie du métier. Il a également appelé à la nécessité de la mise en place d'un nouveau modèle de distribution de la publicité ainsi que d'un nouveau système de mesure et de diffusion de la presse écrite au lieu de se contenter de se référer à des sondages et des mesures de taux d'audience classiques qui manquent de crédibilité et de fiabilité.

Selon Hafedh Gheribi, ces moyens pourraient aider les entreprises de la presse écrite à faire face à la crise financière et à générer de nouvelles ressources qui vont être investies dans la quête de l'innovation. □

“

**Au lieu de se contenter de diffuser de simples news, il faut chercher à développer le contenu autrement**

”

M. Iheb Bejj





Table ronde

## Quelle banque pour demain ?

Modérateur : **Hakim Ben Hammouda**, ancien ministre de l'Economie

Le gouvernement s'est engagé depuis quelques années dans un programme de réforme structurelle qui a touché maints secteurs. L'objectif est de restructurer l'économie du pays et relancer le développement. Le secteur bancaire représente l'un des secteurs réformés. Hakim Ben Hammouda, ancien ministre de l'Economie et des Finances et Mohamed Haddar, universitaire et président de l'Association des économistes tunisiens nous livrent leurs avis sur les dernières mesures de réforme du secteur.

La Tunisie connaît un important mouvement de réformes depuis quelques années. Le secteur bancaire est concerné par ces réformes. L'idée est de réfléchir sur les dimensions de ces réformes de ce secteur. A quoi ressemblera la banque de demain, son fonctionnement, ses dispositions, sa

présence sur le marché. Le métier de banquier continuera d'être traditionnel comme aujourd'hui sachant que ce domaine connaît une révolution technologique importante, alors que la banque tunisienne connaît un énorme retard sur ce plan.

**Mohamed Haddar, universitaire et président de l'Association des économistes tunisiens**  
**«La banque régionale, levier de l'investissement dans les régions»**

Le financement représente une composante du développement car depuis l'indépendance il n'y avait aucune stratégie.

Le développement régional était l'affaire de l'Etat central. par conséquent, un rôle marginal des opérateurs économiques et institutionnels dans les régions, ce qui a creusé le déséquilibre régional. Revenant au financement, Mohamed Haddar avance que nous avons un paysage de financement très complexe. Ainsi, nous avons 60 institutions qui financent le secteur privé, 25 institutions publiques qui soutiennent les PME, des institutions financières pour les PME sont au nombre de 10 ou 15 et nous avons 20 bailleurs de fonds. Quant aux institutions de micro-finance, celles-ci dépassent les 200. Dans ce paysage complexe, l'accès des PME au financement demeure très difficile. En effet selon la dernière étude de la FIPA le financement constitue le premier obstacle pour construire une PME et continuer à entacher le climat ➔

Le courage d'informer

[www.realites.com.tn](http://www.realites.com.tn)



 [www.facebook.com/realites.tn](http://www.facebook.com/realites.tn)

“

*Nous avons un paysage de financement très complexe.*

”

M. Mohamed Haddar



➔ des affaires en Tunisie. Par ailleurs, sur 500 dossiers présentés à la BFPME, 50 seulement sont approuvés. D'où vient le besoin d'une banque régionale. L'idée a commencé avec le ministre des Finances Slim Chaker. L'objectif principal était de rationaliser les dépenses publiques et aligner la banque aux politiques de l'Etat. La BFPME, la BTS et les autres institutions financières publiques fusionnement pour un pôle de crédit et de garantie pour les PME et le développement régional. Et c'est pour une meilleure coordination des instruments financiers et un meilleur ciblage dans les régions. C'est le concept de la banque de demain. Un projet malheureusement entré en veilleuse après le départ de Slim Chaker, premier initiateur de ce projet, comme beaucoup d'autres à cause de l'absence de la continuité de l'Etat.

### Hakim Ben Hammouda

## «Le paysage bancaire est très disloqué»

Hakim Ben Hammouda vient conforter ce constat, « le propre de cette période c'est qu'on passe d'un projet à l'autre sans qu'aucun projet ne soit exécuté. C'est le malheur de cette époque » a-t-il déploré. Hakim Ben Ham-

mouda avait géré ces caisses et il reconstruit la complexité entre les organismes de crédit, ceux de garantie et il avait la même idée de rationaliser et de les regrouper dans une seule structure.

*D'ailleurs, les priorités du nouveau gouvernement vont ailleurs que vers le régional et le financement des régions. On réfléchit plus à la cession des participations minoritaires de l'Etat dans 7 banques et à la privatisation des banques publiques et on ne parle plus de la banque des régions.*

Selon l'ancien ministre, jusqu'au début des années 90 le secteur bancaire tunisien était constitué de banques de développement, d'investissement et de commerce. Puis une volonté, venue à la fin de 1990, d'enlever toutes les séparations entre ces banques et ainsi construire la banque universelle dans laquelle il y a toutes les activités. Certaines banques ont eu du mal à fonctionner et se sont retrouvées avec un passif important avec ce qu'on appelle des crédits accrochés relativement élevés. On pensait, en procédant à cette fusion avec les banques commerciales qui avaient un résultat relativement positif, que cette fusion permettrait à ces banques en difficulté de se relancer. Cela n'a pas été le cas. Les banques commerciales n'étaient pas

assez solides pour subir ce choc et on s'est retrouvé avec une grande partie de crédits accrochés. Quand il était ministre des Finances Hakim Ben Hammouda a eu l'idée de créer une banque « Asset Management Compagny (AMC) » son rôle est de nettoyer les banques en difficulté en l'occurrence les crédits accrochés et les gérer. Car rien ne va dans ces banques. D'ailleurs les 1300 millions de dinars injectés dans ces banques sous forme d'augmentation de capitaux, aucun investisseur n'a participé. A l'instar de la banque régionale l'AMC n'a pas vu le jour.

Par ailleurs, Hakim Ben Hammouda pense qu'en dépit des mutations technologiques dans le secteur, les banques tunisiennes traînent toujours. « Pendant qu'à l'étranger la banque fonctionne sur ton mobile où vous pouvez faire toutes vos transactions, en Tunisie, vous ne pouvez pas faire plus que consulter votre compte. Ce n'est pas les compétences qui nous manquent. L'informatisation d'une banque londonienne a été faite par une boîte tunisienne. Cela n'a pas été appliqué chez nous par défaut de réglementation »

Quant à l'effritement du secteur bancaire, Hakim ben Hammouda se dit contre le minimum qui a été mis dans la loi bancaire à savoir 100 millions de dinars pour ouvrir une banque. « Nous avons besoin de certaines banques capables de porter l'économie et financer de grands projets. Le paysage bancaire est très disloqué, il y a des banques qui dégagent 5 millions de dinars par an c'est ridicule. Finalement ce ne sont pas des banques, mais des officines de crédits à la consommation. Alors que le vrai travail de la banque est là où elle se fait de l'argent et ce sont les financements des projets et de grands projets »

A l'instar de ce projet, un autre n'a pas vu également le sort escompté. « Nous avons créé après la Révolution un organisme qui s'appelle la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui a une force de frappe financière qui dépasse les banques existantes sur le marché. Je me suis rendu compte que les seuls placements que fait la CDC, ce sont de petits placements en bourse » A chaque fois qu'un gouvernement arrive, il ignore ce qu'a fait son prédécesseur et se lance dans d'autres actions. Aucune continuité de l'Etat. Le projet de la banque régionale ou la CDC ont été compétemment ignorés et l'actuel gouvernement selon Ben Hammouda privilégie d'autres priorités en l'occurrence la privatisation des banques publiques qui ne sont pas selon lui une priorité. □

“

*Pendant qu'à l'étranger la banque fonctionne sur ton mobile où vous pouvez faire toutes vos transactions, en Tunisie, vous ne pouvez pas faire plus que consulter votre compte.*

”

M. Hakim ben Hammouda





## 3e édition du «Prix Hermès» Pour la libre circulation des idées par le mot

### M. Walid Berrhouma, animateur à radio Express FM

Vingt ans déjà. Tout à l'heure, dans 35- 40 minutes, nous allons fêter ce 20e anniversaire, au bord de la piscine. Mais avant cela, on va remettre les prix Hermès. Dans la divinité de l'Olympe, Hermès est le messager de Dieu. Le prix Hermès est un prix qui honore deux grands journalistes de chaque rive de la Méditerranée. C'est un programme qui a été créé à Tunis, le 10 décembre 2014, en collaboration avec le programme Med-21 et la Conférence permanente de l'Audiovisuel méditerranéen (COPEAM). Je cède la parole à si Taïeb, pour le mot de bienvenue. Si Taïeb, A vous l'honneur.

### M. Taïeb Zahar

Merci, bonsoir, je sais que nous avons passé deux jours de dur labeur.

Chers amis, chers invités, chers lauréats, cette année nous célébrons le XXème anniversaire du Forum international de Réalités, Forum dédié à la société civile du nord et du sud de la Méditerranée, dans le cadre d'un débat qu'on a toujours voulu, franc, libre et indépendant. C'est un peu le cachet du Forum de Réalités, c'est notre Davos à nous, notre Davos du sud.

L'édition de 2017 se termine en apothéose, puisque nous célébrons maintenant, la commémoration de la 3e édition du prix Hermès, pour honorer ceux et celles qui ont passé une partie de leur vie, au combat pour la liberté d'expression. Ce sont des personnalités médiatiques du nord et du sud de la Méditerranée, qui ont lutté pour cette noble cause. Rappelons que pour la 2e édition du Prix Hermès en 2016, le prix a été attribué, pour la rive nord à monsieur Sampiero Sanguinetti, journaliste, défenseur des droits de l'homme, qui a connu l'exil, pour ses idées et monsieur Kamel Jendoubi, militant de la

gauche tunisienne, longtemps brimé et exilé. Un hommage à titre posthume a été rendu à Leila Alaoui, journaliste marocaine, tuée par balles, alors qu'elle n'avait que 33 ans, ainsi qu'au grand journaliste égyptien, Hasanein Heikal, à titre posthume également. Nous avons, lors de la première édition, également honoré Georges Wolinski, en présence de sa veuve. Georges Wolinski, a sacrifié sa vie pour la liberté d'expression et a payé un lourd tribut, dans la lutte contre le terrorisme.

Depuis des siècles, de nombreuses voix se sont élevées en Tunisie, pour défendre les libertés, en particulier la liberté d'expression. Le développement des médias, est étroitement lié à la liberté d'expression et contribue au renforcement de la paix, au développement durable des droits de l'homme et à la lutte contre la pauvreté. Il favorise ainsi, la bonne gouvernance. « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être in-

quiétude pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées, par quelques moyens d'expression que ce soit », un idéal sacro saint à atteindre, pour tous les peuples et toutes les nations, tel qu'énoncé dans l'article 19, de la déclaration universelle des Droits de l'Homme. Les plus grands auteurs ont toujours trouvé le mot juste, pour défendre cette liberté. Je citerai en ce sens, la célèbre réflexion qu'on attribue à Voltaire qui a dit: « je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites mais je me battrais jusqu'au bout, pour que vous puissiez le dire ». Et s'il fallait ne retenir qu'une seule technologie de l'information et de la communication, ce serait la possibilité d'offrir à chacun et à chacune, une tribune de la liberté d'expression. Réalités, en tant qu'organe de Presse, nous avons un défi permanent à relever, presque une spécificité de promouvoir la libre circulation des idées par nos écrits. Notre magazine depuis sa création, a toujours milité en faveur de cette liberté d'expression et nous en avons, je crois, payé, le prix fort. Mais ce combat pour la liberté n'a jamais été abandonné, encore plus aujourd'hui où on vit un contexte fragile dans le monde et surtout en Tunisie, classée 97e en matière de liberté de presse, sur 180 pays, malgré la révolution tunisienne, et ce, d'après le classement annuel de « reporters sans frontières » publié récemment. Jamais la liberté de presse n'a été aussi menacée dans le monde, s'alarme « reporters sans frontières » dans son rapport de 2017, en évoquant les attaques anti-médias, les fausses informations, la répression et le triomphe d'« hommes forts », comme MM. Trump, Erdogan et j'en passe... Cela ne fait que confirmer l'attachement à défendre cette liberté, par notre groupe Maghreb Medias. Nous sommes fiers d'avoir institué, promu en apothéose, au sein des sessions de Forum, une distinction, le prix Hermès de la liberté d'expression, remis par notre revue, qui récompense depuis 3 ans déjà, une personne ou une initiative, qui s'engage d'une manière particulière, pour défendre cette liberté. Le prix Hermès est né officiellement, à Tunis, pour la promotion des échanges et de la liberté d'expression, dans le domaine de la communication en Méditerranée, un espace dont la Tunisie fait partie et qui a toujours constitué un carrefour d'échange et de coopération. Le prix Hermès a été fondé grâce à un partenariat établi avec le Réseau de prix pour la promotion de l'excellence, en Méditerranée, MED 21, dont je remercie et félicite les initiateurs, que ce soit Mohamed Aziza ou mon ami Larbi Ben Attia, et la Conférence permanente de l'Audiovisuel en Méditerranée, COPEAM. Le prix constitue un hommage à nombre de nos confrères, qui courent chaque jour, de grands risques,



M. Walid Berrhouma

“

*La liberté de croire, de penser, de dessiner, de s'exprimer, cette liberté n'a pas de prix. Mais, ce soir, nous avons un prix et ce prix se nomme Hermès.*”

”

pour protéger leur indépendance et faire respecter la liberté de presse. Un engagement auquel, nous sommes pleinement attachés. Nos élus, cette année, méritent ce prix, pour leurs divers engagements, dont particulièrement, celui pour la liberté de presse. Ils ont été menacés, brimés ou emprisonnés pour leurs idées. Nous ne pouvons plus tolérer aujourd'hui, que des journalistes, des écrivains, des communicateurs, des artistes, soient systématiquement menacés. C'est donc, un signal fort, que nous envoyons depuis la Tunisie, depuis le Forum International de Réalités.

Hermès est un précieux prix, pour renforcer les échanges, dans le domaine de la communication, en Méditerranée qui se propose d'honorer simultanément et à partir de cette 3e édition, deux grands journalistes de la presse écrite, issus des deux rives de la Méditerranée, et deux journalistes de l'audiovisuel, pour l'ensemble de leurs œuvres ou pour des initiatives innovantes, dans le domaine de la communication.

La liberté de croire, de penser, de dessiner, de s'exprimer, cette liberté n'a pas de prix. Mais, ce soir, nous avons un prix et ce prix se nomme Hermès. Et c'est avec beaucoup d'émotion, que j'annonce ouverte, cette session 2017 de remise du prix Hermès.

Pour la rive nord, cette année, on sacre Monsieur Antonio Di Bella, directeur de « All news » de la chaîne RAI. Homme remarqué et remarquable, il est connu et reconnu pour ses grands reportages sur les événements politiques, nationaux et mondiaux. Cet homme est l'un des professionnels les plus compétents et réputés d'Italie. Je dois avouer également, que cet homme a l'agenda perpétuellement chargé et ne se déplace que rarement. Nous sommes si fiers et heureux de l'avoir, malgré tout, parmi nous ce soir. Magique, n'est-ce pas ? Un autre grand homme mérite également ce prix. Il s'agit de Monsieur Edwy Plenel Président et co-fondateur de Mediapart, en France. Il est colauréat du prix de la Fondation Mumm, pour la Presse écrite, en 1986. Docteur honoris Causa, de l'université de Mons de Belgique. Il est, malgré son agenda - vous savez qu'en France, on

est entre 2 tours, et lui, a un rôle à y jouer il est venu spécialement nous honorer, pour recevoir ce prix.

En ce qui concerne le prix Hermès, pour la rive Sud de la Méditerranée, nous honorons notre frère Omar Belhouche, qui fait honneur, non pas à l'Algérie seulement, mais à toute la presse maghrébine. Grand journaliste algérien, directeur de la publication du quotidien El Watan, récompensé en 1993, par le Prix international de la liberté de presse, du Comité pour la Protection des Journalistes, détenteur de la précieuse plume d'or de la liberté, octroyée par l'Association mondiale des Journaux.

Un autre grand, il s'agit de monsieur Aissa makhoul, écrivain et poète, natif du Liban, et résident à Paris. Il est docteur en anthropologie sociale et culturelle, ancien professeur à l'École supérieure d'Interprètes et des Traducteurs de l'Université de la Sorbonne Nouvelle. Actuellement, il est directeur de l'information à Radio Orient. Il a été primé du prix Mac Jacob en 2009, pour son livre : Lettre aux 2 sœurs.

Nous clôturons cette ambiance forte qui fête la liberté, avec un hommage à titre posthume, à une héroïne. Je l'ai dédié à Néjiba Hamrouni, journaliste tunisienne et première femme à avoir été élue à la présidence du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), en 2011 et qui a consacré une grande partie de sa vie, à défendre la liberté d'expression. Elle avait été sélectionnée par « Reporters sans frontières », parmi les 100 héros de l'information, à l'occasion de la journée mondiale de la Presse, en 2014. Elle a été reconnue par ses pairs, comme étant un modèle d'intégrité, qui n'a ménagé aucun effort, pour la liberté de la presse. Elle est décédée le 29 mai 2016. C'était son dernier combat avec la maladie. Vive le Prix Hermès pour la promotion de la liberté de la presse. La vie est courte et la liberté, le plus précieux des biens.

### M. Walid Berrhouma

Merci si Taieb, je saisis l'occasion, pour adresser une pensée à tous ceux qui ont perdu la vie en exerçant leur métier. Leur seul crime était de vouloir informer les

gens. Ce prix est une coopération tripartite, entre le Forum international de Réalités, Med 21 et COPEAM (conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen). J'appelle Monsieur Claudio Cappon, le Secrétaire général de COPEAM, pour le mot de bienvenue.

### M. Claudio Cappon

Bonsoir à toutes et à tous. Je voudrais avant tout, remercier Monsieur Zahar, le Forum Réalités, pour l'invitation à cet important évènement, qui me donne aussi, la possibilité d'être encore une fois, en Tunisie, à Hammamet, pour la remise du prix Hermès.

COPEAM (conférence permanente de l'audiovisuel méditerranéen) est une association, fondée il ya 20 ans, au Caire, et qui unit les médias les plus importants, surtout les médias publics audiovisuels de la Méditerranée, et qui a pour objectifs, la coopération entre ces médias et en particulier, la coopération entre les deux rives nord et sud, de notre mer. Comme nous en sommes tous conscients, nous vivons une période très complexe, dans notre région, où pour des raisons politiques, économiques, sociales, on voit monter des divisions entre peuples et cultures et la renaissance de stéréotypes, de préjugés, que l'on pensait avoir surmonté, dépassé, depuis longtemps.

Les médias dans ce contexte, sont face à des défis importants et nouveaux, pour une information riche, libre et fiable, dans un monde où les changements technologiques, les nouveaux médias, les réseaux sociaux, les nouvelles plateformes, créent une tentation pour le citoyen, de désintermédiation, dans le journalisme, tel que nous le connaissons, le journalisme traditionnel. On en voit les conséquences : les fake news, la manipulation, la diffusion du populisme dans différentes régions européennes, mais aux Etats-Unis, aussi. Créer une communauté professionnelle, au-delà des barrières culturelles et nationales, est pourtant, aujourd'hui, impératif. C'est pourquoi COPEAM, depuis sa fondation, est engagée dans plusieurs initiatives de co-production, soit radio, soit télé, échange de news, de bonnes pratiques, de formation, création de standards déontologiques, entre les acteurs de médias de la région. Et c'est pourquoi, aussi, COPEAM est partenaire du Prix Hermès.

J'en suis personnellement heureux, je suis aussi fier de la qualité de ce prix. On le voit dans les lauréats de cette année, qui sont des professionnels qui, dans leur domaine d'activité ont tous atteint des niveaux d'excellence reconnus et de réputation universelle. J'espère que cette manifestation pourra continuer dans les prochaines années, pour contribuer à des relations de plus en

plus amicales, de plus en plus stratégiques, dans notre région.

Merci.

### M. Walid Berrhouma

Alors, le 3e segment du triangle, c'est le Programme MED 21, Réseau de prix pour la promotion de l'excellence en Méditerranée. Le Président de Med 21, Monsieur Mohamed Aziza, à vous l'honneur :

### M. Mohamed Aziza

Chers amis, je voudrais d'abord dire, combien, au nom de tous les membres de notre réseau MED 21, nous sommes heureux que le Prix Hermès ait enrichi ce réseau, qui est constitué de 12 prix pluridisciplinaires, répartis dans plusieurs villes et pays de la Méditerranée. Nous sommes heureux, mais, aussi fiers, de notre coopération, avec le Forum International de Réalités, avec Si Taieb Zahar et son équipe et avec la COPEAM, avec son Secrétaire Général, monsieur Claudio Cappon. Nous sommes heureux et fiers de servir, pour la 3e année consécutive, de clôture au Forum, surtout, en ce bel anniversaire de ses 20 ans.

Je voudrais également, saluer nos lauréats 2017, qui sont chacun, à sa manière, une référence dans leur profession. Parce que, selon le beau mot d' Albert Londres, rappelé par l'un de nos lauréats M. Plenel ils portent leurs plumes dans la plaie et que leur professionnalisme s'accompagne d'une résilience aux forces qui, en ces temps de tensions et de conflits démultipliés, continue de menacer, sous des formes anciennes et nouvelles, la liberté et la concorde, à l'intérieur des nations et entre elles. Les formes anciennes de l'oppression continuent certes, à s'exercer. Il suffit de consulter, chaque année, le rapport de « Reporters sans frontières », pour constater que prisons, tortures, quand ce n'est pas assassinats, continuent à pousser comme cham-



pignons vénéneux, dans plusieurs régions du globe sans distinction. Mais s'ajoutent aujourd'hui, des formes nouvelles, plus pernicieuses, de mainmise, sur la presse et l'information.

La première de ces formes nouvelles, la non concentration : seulement 9 milliardaires possèdent en France, des organes disposant de la plus large diffusion, à titre d'exemple. La 2e forme nouvelle d'oppression s'appelle contradiction. Elle est plus subtile. Au moment où grâce à Internet et à la révolution numérique, nous pensons être 100 fois plus informés que par le passé, une analyse plus attentive des effets de cette explosion informationnelle, nous amène à constater que nous sommes en butte à des manœuvres de distorsion, d'anamorphose, et de manipulation, qui peuvent nous amener à être en réalité, 1000 fois plus désinformés. C'est là, un des de ces effets miroir, que dénonçait Derrida et Habermas, à propos de la construction d'un ennemi, après les événements du 11 septembre et le déclenchement de la guerre contre l'Iraq, dont les effets se font tragiquement sentir encore, aujourd'hui.

Contre ces menaces brutales et ces corruptions plus subtiles, mais tout aussi naïves et nocives, sur nos perceptions et nos comportements, plus que jamais, la vigilance



M. Edwy Plenel recevant le prix Hermès pour la rive nord



est requise, pour tenter de retrouver la lumière de la lucidité, au-delà de la toile arachnéenne que tissent, dans nos consciences, nos propres créatures. Il nous faut éviter, que le balai de l'apprenti sorcier ne se retourne contre nous ou que, HAL, l'ordinateur de « 2001, l'odyssée de l'espace », ne nous chasse de notre vaisseau. Nous avons besoin de vous, pour nous aider à résister comme Ulysse, aux sirènes de la perdition. Votre désignation, aujourd'hui, comme lauréat 2017 du prix Hermès, pour la liberté de la presse et l'échange de l'information entre les deux rives de la mer commune, est la marque de notre reconnaissance, pour l'effort que vous ne cessez de mener, pour résister à l'asservissement des consciences et pour construire les bases d'un monde plus vivable et moins désaccordé. Je vous remercie de votre attention.

### M. Walid Berrhouma

Merci. Merci, si Mohamed Aziza, président du programme MED 21. On va passer à la remise des trophées. Donc, pour les prix Hermès pour la rive nord, donc, j'appelle Monsieur Edwy Plenel, qui est bien sûr, Président et Cofondateur de Mediapart en France. En 1986, il est colauréat du prix de la Fondation Mumm pour la presse écrite et il est Docteur honoris causa, un titre honorifique qui lui a été décerné en 2016, par l'Université de Mons en Belgique. M. Edwy Plenel. Monsieur Taieb Zahar remet le prix.

### M. Walid Berrhouma

Un petit mot, Monsieur Plenel ?

### M. Edwy Plenel.

Du fond du cœur, merci, d'abord, pour ce très fort symbole qui est de relation, d'avoir voulu que ce prix soit des deux rives, en ces temps où, de l'autre côté, de là où je viens, il y a la tentation de couper les ponts et de briser les liens. Je voudrais juste dire en deux mots, un hommage à Réalités et un hommage à Hermès.

Qu'est-ce que c'est que notre métier ? Je dis toujours, c'est être au service du droit de

savoir des citoyens. Les citoyens ont besoin de savoir tout ce qui est d'intérêt public. Sinon, ils sont aveugles. La démocratie, nous l'avons dit, pendant ce forum, ce n'est pas le droit de vote. C'est une culture autrement complexe, qui suppose, de manière plus importante que le droit de vote, une presse vivante, une presse indépendante, une presse loyale, une presse libre, une presse pluraliste.

Mais, derrière ce mot de droit de savoir, il y a quelque chose de très important qui résonne profondément, dans notre époque. Savoir quoi ? L'opinion, nous en avons tous. Des opinions raisonnables, voire, des opinions folles, des préjugés, des convictions. La liberté d'expression n'est pas le propre du journaliste. Elle appartient à tout le monde, à tous les citoyens. Nous ne sommes pas du côté des vérités d'opinions. Nous devons être au service des vérités de fait, les réalités, ces morceaux de puzzles qui permettent de comprendre le réel, recouper, sourcer. S'il n'y a que des vérités d'opinions, il n'y a plus de monde commun. Il y a ma croyance, ma conviction, mon préjugé contre le tien. Pour qu'il y ait une démocratie vivante, il faut créer, et c'est un appel qu'il faut faire à tous les responsables politiques, il faut créer l'écosystème qui permet de faire surgir, honnêtement, au cœur

du débat public, ces vérités de fait. Donc, Réalités, c'était le bon choix. Ensuite, Hermès, vous savez, c'est ce messager, il a ses deux petites ailes. C'est aussi, le dieu de la vitesse. Il est en écho de cette vision de la déclaration universelle des droits de l'homme, il n'y avait pas le numérique et pourtant, il parlait de la circulation sans frontières. Nous y sommes. Et comme cela était dit par vous tous, nous y sommes en ce moment où c'est une bataille. Vous honorez, à travers moi, des gens de la vieille presse imprimée, qui ont essayé de montrer qu'on pouvait relever ce défi, dans l'univers du digital, du numérique, ce défi de la qualité, ce défi de la valeur de l'information, de la valeur du journalisme, de la valeur des vérités de faits, au cœur du débat et non pas des rumeurs, non pas des fake news, non pas de tous ces monstres qui, aujourd'hui, prennent alibi de nos temps de transition, pour étouffer nos libertés. Donc, voilà, je voudrais saluer Réalités, saluer ce prix qui nous honore et que je partagerai avec toute l'équipe de Mediapart, ce journal indépendant, participatif, sans frontières. Merci.

### M. Walid Berrhouma

Merci. Merci et félicitations, pour monsieur Edwy Plenel. On va alterner entre les deux rives. On passe à la rive sud. Et le prix Hermès pour la rive sud est attribué à Monsieur Omar Belhouchet, sous vos applaudissements. Donc, journaliste Algérien et directeur de la publication du quotidien El Watan, récompensé en 1993, par le prix international de la liberté de la presse, du comité de la protection des journalistes. L'association mondiale des journaux lui a remis la plume d'or de la liberté en 1994. Monsieur Mohamed Aziza, président du MED 21, remet le trophée.



M. Omar Belhouchet recevant le prix Hermès pour la rive sud



## M.Omar Belhouchet

C'est à Tunis que ce prix m'est donné. El Watan est... Je suis très ému. Très ému. Les amis tunisiens qui m'ont approché, savent très bien, la relation entre El Watan et la Tunisie. En de longues années, El Watan a été de tous les combats menés par les journalistes tunisiens. Durant de longues années, on accompagnait toutes les luttes politiques menées ici, à Tunis, contre la dictature de Ben Ali. El Watan a été pendant de longues années, un refuge pour toutes les voix qui étaient persécutées ici, en Tunisie. C'est pour ça, que l'attribution de ce prix au représentant d'El Watan, est quelque chose de très fort, pour nous.

En 2011, lorsque la révolte a grondé ici, dans cette partie du Maghreb, El Watan a immédiatement, accompagné ce mouvement de révolte. Nous avons compris qu'il était temps que les dictateurs, dans notre région, que les dictateurs arabes regardent leurs peuples et tiennent compte de ce que ces populations, disent et vivent. Pendant de longs mois, après la révolte menée par le peuple, en Tunisie, la révolte en Égypte, nous avons consacré pratiquement, la moitié de nos pages à ce bouleversement, qui a traversé nos régions.

C'est pour ça qu'aujourd'hui, je suis vraiment, très ému. Je viens en Tunisie, à chaque fois qu'on m'appelle, depuis 2011.

Avant, je ne pouvais pas venir, parce que, à chaque fois que je venais, à l'époque de Ben Ali, les amis le savent, j'étais également, suivi, embêté, inquiet, comme les journalistes tunisiens de l'époque. Maintenant, je viens à chaque fois qu'on me le demande. Depuis 2011, j'ai effectué une vingtaine de visites chez vous et je vois que la révolution tunisienne - et aujourd'hui, la transition démocratique tunisienne - n'est pas uniquement, un mot sophistiqué pour l'Occident, qui essaie de faire oublier tout le soutien qu'il a prodigué à nos dictateurs.

Mais, c'est une réalité. Pour nous, journalistes algériens, pour les intellectuels algériens, la transition démocratique tunisienne est un fait politique majeur. Un fait structurant pour nos débats, C'est la preuve que, dans une région du monde Arabe, on peut éloigner les islamistes du pouvoir, en passant par le vote. On peut adopter une constitution civile, c'est très important, en passant par les urnes. Je vous le dis très franchement, la transition démocratique n'est pas très aimée par le pouvoir algérien. Nous savons pourquoi. Parce que cette réussite aussi, peut menacer les fondements des régimes autoritaires dans la région.

C'est un prix qui s'adresse aussi, à une profession, à une corporation, à un métier, en Algérie, qui a beaucoup souffert. La presse privée existe depuis 1990, en Algérie. Elle

est passée par toutes les étapes. Entre 1993 et -tout à l'heure dans le débat sur les médias, eh bien je me suis permis de le rappeler- et 1998, près de 100 journalistes, ont été assassinés, dans l'exercice de leur métier. L'un des premiers gestes de solidarité, on ne le dit pas beaucoup, ce n'était pas Paris. Ce n'était pas RSF. Ce n'était pas Londres. Ce n'était pas Washington. C'était Tunis. Les journalistes tunisiens ont créé en quelques jours, un prix fictif, qui n'a plus jamais été attribué. On m'a appelé en décembre 1993 : « OMAR, voilà, tu as le prix de la liberté de la presse, au niveau du Maghreb », (les attentats ont commencé en mai 1993). Ça été pour nous, un geste fort et un soutien très important.

Ce prix s'adresse à tous ces journalistes qui ont été assassinés. Il s'adresse également, aux journalistes qui continuent d'être brimés aujourd'hui, dans mon pays. Il y a une mécanique en place, depuis 1992/93 qui change de nature, qui change de méthode plutôt, d'étape en étape, mais c'est une mécanique, c'est une volonté de réduire continuellement, les espaces de liberté. Ce prix est un encouragement pour les journalistes algériens. Je vous en remercie car, c'est un encouragement, à poursuivre le travail. C'est un encouragement, pour que les journalistes maghrébins se rencontrent davantage. C'est un encouragement, pour que nous soyons plus vigilants et plus forts. Comme l'a dit monsieur Plenel, le droit de l'information, le droit d'informer la population est un droit qui doit être sacré pour nous. Je vous remercie.

## M.Walid Berrhouma

On va rester dans la rive sud. Le deuxième prix Hermès pour la rive Sud, est pour monsieur Issa Makhoulf. Monsieur Cappon remet le trophée à monsieur Issa Makhoulf. Issa Makhoulf est un écrivain et poète né au Liban et qui réside à Paris. Docteur en anthropologie sociale et culturelle, ancien professeur à l'école supérieure d'interprètes et traducteurs de l'université Sorbonne nouvelle, il est actuellement, directeur de l'information à radio Orient. Il a reçu le prix Max-Jacob, en 2009, pour son livre : Lettre aux deux sœurs.



M. Claudio Cappon remettant le trophée à M. Issa Makhoulf

## M. Issa Makhlouf

Je tiens à remercier chaleureusement, les fondateurs du prix Hermès, pour la promotion de la liberté d'expression et des échanges de l'information en Méditerranée, de m'avoir accordé ce prix, qui m'enchanté et m'honore. La liberté d'expression, c'est exister et dire sa présence, dans le monde. Elle est indispensable à la vie. Sans elle, il n'y a ni communication, ni transmission, ni échange, ni dialogue. La liberté d'expression, c'est également, un appel à l'ouverture, au respect de l'autre et à l'amour. Car, l'absence de cette liberté fondamentale, équivaut la haine, la frustration et la violence. Elle est aussi, une atteinte à notre humanité.

Ainsi, cette liberté est l'une des premières libertés que les régimes totalitaires enlèvent aux citoyens. L'interdire, c'est interdire la pensée elle-même et recourir seulement, à la pensée unique et à la peur. C'est imposer un silence total, pour camoufler les crimes et détourner l'attention des besoins élémentaires de l'homme. Témoigner est un défi et un devoir. Continuer à lutter pour la liberté d'expression est une tâche à mener au quotidien, car le monde d'aujourd'hui, est de plus en plus, dominé par les intérêts économiques et les valeurs de consommation. Ce monde est déchiré, comme il l'a toujours été, par la discorde et la perte des repères. La discorde promène sa robe barbare et sa robe déchirée, selon Virgile. Cette quête de liberté d'expression ne fait-elle pas partie intégrante, de la quête humaine tout court, celle qui fut à l'origine de toute émancipation ?

Je dédie ce prix, à l'écrivain et journaliste libanais Samir Kassir, assassiné à Beyrouth, le 2 juin 2005, ainsi qu'à tous les écrivains et journalistes tués pour leurs idées. Merci.

## M. Walid Berrhouma

On va revenir sur le vieux continent. Le prix Hermès, pour la rive nord, est pour



monsieur Antonio Di Bella. Monsieur Larbi Ben Attia, secrétaire général de MED 21, va remettre le trophée. Félicitations. Monsieur Antonio Di Bella est le directeur de la chaîne All News de la RAI, reconnue pour ses grands reportages, sur les événements politiques, nationaux et mondiaux. Il est l'un des professionnels, les plus compétents et réputés du pays.

## M. Antonio Di Bella

Merci à tous, pour l'honneur. J'ai écouté aujourd'hui, le débat très intéressant et je voudrais seulement, dire deux mots, sur ce discours prononcé par monsieur Plenel, parce que, je pense que nous devons repartir des principes de la révolution française. C'est-à-dire, les droits de l'homme, l'égalité des hommes, l'égalité des citoyens, et cette égalité entre les individus est supérieure à la réalisation politique et spirituelle en même temps. Mais, pour avoir cette liberté, nous devons avoir la liberté d'expression, parce que, un individu sans information, n'est pas libre.

Pour cette raison, je voudrais saluer le travail de mes amis et collègues en Algérie et

en Égypte. En effet, leur travail est beaucoup plus difficile qu'en Europe. Nous, en Europe, nous avons la responsabilité de parler un peu plus de la Méditerranée. Plus que l'Europe... L'Europe n'est pas seulement, l'Europe. Pour moi, l'Europe n'est rien sans la Méditerranée, Pour cette raison, je vous remercie et je suis très honoré d'être ici, avec vous, mes collègues. Tout le monde connaît monsieur Plenel, qui montre les nouvelles frontières de l'information, qui doivent et peuvent exister, dans le marché d'aujourd'hui. C'est difficile, mais, l'information est toujours, très importante. Merci.

## M. Walid Berrhouma

Merci beaucoup. Place maintenant, à l'hommage à feu Najiba Hamrouni, militante pour la liberté de la presse et ancienne présidente du syndicat des journalistes. Monsieur Taieb Zahar remet le trophée et le diplôme, au représentant du Conseil de la presse, monsieur Mohamed Aroussi Ben Salah.

## M. Mohamed Aroussi Ben Salah

Au fait, je n'étais pas préparé pour dire un mot au nom de feu Nèjba Hamrouni ; celle qui a milité pour la liberté de presse et devint l'un des membres du Conseil de la Presse et, c'est un honneur que de recevoir l'hommage à sa place. On a une pensée à Nèjiba, à tous les confrères qui ont milité pour le Conseil, et pour la liberté de presse, d'une façon générale. Merci.

## M. Walid Berrhouma

Merci à vous tous. Ainsi s'achève cette cérémonie de remise des trophées Hermès. Merci beaucoup. Je vous invite à fêter le vingtième anniversaire du forum international de Réalités au bord de la piscine. Merci beaucoup, encore une fois, pour votre présence et à la prochaine, j'espère, pour une vingt-et-unième édition du forum international de Réalités. □



**Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...**

**20 ans d'existence et de réussite... Ça se fête...**



Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...

## Les invités du Colloque à l'honneur...



**Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...**

**Une participation active, fructueuse et enrichissante...**



# Par la photo... Par la photo... Par la photo... Par la photo...

## Nos partenaires au rendez-vous...

